



Intitulé du projet :

Renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation à l'appui de la résilience dans la région du Sahel : promouvoir des solutions de développement durable tenant compte des risques.

Projet régional de RRC et d'ACC, 2019-2021

Description succincte

Le Sahel, vaste région semi-aride de l'Afrique séparant le désert du Sahara au nord et les savanes tropicales au sud, est autant une terre d'opportunités que de défis. Il regorge de ressources humaines, culturelles et naturelles, qui représentent un énorme potentiel de croissance rapide. Pourtant, des défis environnementaux, politiques et sécuritaires profondément enracinés nuisent à la prospérité du Sahel. Depuis des années, les pays du Sahel font face à des crises politiques et humanitaires successives. Une gouvernance médiocre et ses effets sur les institutions publiques, dont une gestion des frontières qui laisse à désirer, entament considérablement la capacité des États sahéliens à assurer efficacement la prestation de services de base, à promouvoir une large participation à la vie politique et à protéger les droits de l'homme. En conséquence, les pays sahéliens sont de plus en plus vulnérables à l'insécurité résultant de conflits armés, d'activités terroristes, de trafic illicite et du crime organisé qui va avec. Le niveau de développement humain dans cette région compte parmi les plus bas du monde. Au fil des ans, les crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes causées par le changement climatique, la dégradation de l'environnement, la sécheresse, les inondations, la défaillance des marchés, la faible productivité agricole, la pauvreté et les conflits ont considérablement érodé la capacité des ménages à résister à des chocs répétés et de plus en plus fréquents.

La réalisation des ODD étant en partie tributaire de la mesure dans laquelle les pays sahéliens renforcent leur résilience aux catastrophes et aux risques climatiques, il est impératif de développer des capacités étendues et durables de renforcement de la résilience, en intégrant l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe au processus de développement afin de prendre pleinement en compte les phénomènes prévisibles à évolution rapide et ceux à évolution lente. À cet égard, ce projet contribuera au renforcement des capacités des Unités de la CEDEAO et de l'Union africaine chargées de la réduction des risques de catastrophe (RCC) afin de traduire dans les faits les cibles et indicateurs des ODD liés à la RRC, le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et de l'Accord de Paris sur le climat dans la région du Sahel. En outre, le projet aidera d'autres autorités régionales du Sahel, notamment la CBLT et le CILSS et les pays sahéliens à mettre pleinement en œuvre le Programme d'action de l'Union africaine (UA) sur la réduction des risques de catastrophe et la Stratégie de réduction des risques de catastrophe de la CEDEAO et le Plan d'action (2015-2030) dont elle est assortie. Il contribuera également au programme stratégique régional de la CEDEAO portant sur la réduction de la vulnérabilité et l'adaptation au changement climatique en Afrique de l'Ouest. Le projet constituera une contribution cruciale à la mise en œuvre du nouveau Plan de soutien de l'ONU au Sahel.

Les résultats visés par le projet sont les suivants :

Produit 1 : Capacité accrue de suivi et de contrôle des progrès dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et du Programme d'action de l'UA dans la région du Sahel grâce à des systèmes améliorés de collecte, d'analyse et de communication de données.

Produit 2 : Cadres réglementaires, stratégiques et budgétaires régionaux et multinationaux renforcés pour traduire les données sur les catastrophes et le climat en développement tenant compte des risques

Produit 3 : Processus régionaux de redressement et de renforcement de la résilience améliorés, qui prennent en compte les risques de catastrophe et de changement climatique sous-jacents et rétablissent les mécanismes de développement durable dans les pays du Sahel

Produit 4 : Capacités régionales de gestion des risques urbains renforcées

Produit 5 : Innovations et connaissances en matière de développement tenant compte des risques améliorées grâce au dialogue régional et aux échanges Sud-Sud

Budget du projet : Sida (7 003 905 dollars) ; PNUD (564 400 dollars)	7 568 305 dollars
Durée du projet	Trois ans (2019-2021)
Ciblage géographique :	Sahel occidental, y compris le bassin du lac Tchad
Partenaire de mise en œuvre du projet	PNUD
Parties responsables du projet	CEDEAO, CUA, ONU Femmes, UNISDR, (CBLT, CILSS/AGRHMET, PERIPERI U, WASCAL)

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACC	Adaptation au changement climatique
ACMAD	Centre africain pour les applications de la météorologie au développement
ACP-UE	Partenariat entre les États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l’Union européenne
AGIR	Alliance globale pour l’initiative Résilience
AGRHYMET	Agriculture, hydrologie et météorologie
ANGC	Agence nationale de gestion des catastrophes
ASS	Afrique subsaharienne
BAD	Banque africaine de développement
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
BM	Banque mondiale
CASRRC	Cadre d’action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CDT	Équipe chargée du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophe
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l’Afrique de centrale
CER	Communauté économique régionale
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
COMESA	Marché commun de l’Afrique orientale et australe
CRC	Cadre de redressement après catastrophe
CSS	Coopération Sud-Sud
CUA	Commission de l’Union africaine
DIM	Mise en œuvre directe
FdF	Formation des formateurs
GAN	Groupe africain de négociateurs
GFDRR	Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement
GRC	Gestion des risques de catastrophe
HACT	Approche harmonisée des transferts d’espèces
ICPAC	Centre de prévisions et d’applications climatiques de l’IGAD
IDDRSI	Initiative pour la résilience aux catastrophes et la durabilité en cas de sécheresse

IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
NMT	Nouvelle méthode de travail
ODD	Objectif de développement durable
OIEWG	Groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur les indicateurs et la terminologie relatifs à la réduction des risques de catastrophe
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Perte annuelle moyenne
PdA	Programme d'action pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai
PDNA	Évaluation des besoins après une catastrophe
PEID	Petits États insulaires en développement
PERIPERI U	Partners Enhancing Resilience for People Exposed to Risks Universities (<i>partenariat entre universités pour renforcer la résilience des populations exposées à des risques</i>)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRP	Priorités résilience pays
PTA	Plan de travail annuel
REAP	Rapport sur l'état d'avancement du projet
RIASCO	Comité permanent régional interorganisations
RPBA	Évaluations des efforts de redressement et de consolidation de la paix
RRC	Réduction des risques de catastrophe
RSCA	Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SADD	Données ventilées par sexe, âge et situation de handicap
SIG	Système d'information géographique
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNDOCO	Bureau de coordination des activités de développement des Nations Unies
UNISDR	Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies
WASCAL	West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use

Table des matières

I.	The Development Challenge	6
II.	Project Strategy	11
	Theory of Change	11
	Alignment with Global, Regional, and National DRR Related Policy Frameworks/Initiatives	13
	Linkages with Humanitarian Action, Climate Change Adaptation and Conflict Prevention	13
	Project Geographic Focus	14
III.	Results and Partnerships	15
	Objective and Outputs	15
	Capacity Development of ECOWAS, AU and the Sahel Region	22
	Project Inception Phase	23
	Resources Required to Achieve the Expected Results	23
IV.	Guiding Principles for the Project	24
	Human Right and Gender Equality	24
	Partnerships	25
	Comparative Advantage of Project Implementing Partner and Responsible Parties	25
	Risks and Assumptions	31
	Stakeholder Engagement	32
	South-South and Triangular Cooperation (SSC/TrC)	32
	Knowledge Management	32
	Sustainability and Scaling Up	33
V.	Project Management	34
	Cost Efficiency and Effectiveness	34
	Project Management and Implementation Arrangements	34
	Project Funds Forwarding Arrangements	38
VI.	Results Framework	40
VII.	Monitoring And Evaluation	44
VIII.	Multi-Year Work Plan	48
IX.	Project Governance and Management Arrangements	58
X.	Legal Context and Risk Management	59
XI.	ANNEXES	61

I. LE DEFI DU DEVELOPPEMENT

Contexte

Les catastrophes causées par des aléas naturels sont à l'origine de pertes économiques estimées à 278 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Les préjudices subis par 94 % des personnes sont imputables à la sécheresse et aux inondations, tandis que 56 % des décès sont le fait des tremblements de terre et de tsunamis. L'Afrique subsaharienne (ASS) contribue le moins aux facteurs anthropiques du changement climatique, mais elle est la région la plus touchée et la plus vulnérable. Les précipitations ont diminué sur de vastes territoires de la région du Sahel, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique australe et ont augmenté dans certaines parties de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest. Au début de 2019, l'Afrique australe a subi les effets du cyclone tropical Idia, qui a provoqué des pluies torrentielles et des inondations, causant près de 1 000 décès et le déplacement de centaines de milliers de personnes. Au cours des 25 dernières années, le nombre de catastrophes liées au climat, principalement des cyclones, des inondations, des glissements de terrain et des sécheresses, a doublé, entraînant des taux de mortalité plus élevés que dans toute autre région du monde. L'Afrique subsaharienne a enregistré plus de 2 000 catastrophes depuis 1970, dont près de la moitié au cours de la dernière décennie¹. Les effets liés au changement climatique ont amputé le PIB des pays africains d'environ 1,4 %, les coûts de l'adaptation devant atteindre 3 % du PIB annuel d'ici 2030. En outre, selon les projections, d'ici 2020, 90 à 220 millions de personnes pourraient faire face à un stress hydrique accru dû au changement climatique.

La région du Sahel en Afrique de l'Ouest est une zone semi-aride qui s'étend de l'océan Atlantique jusqu'au Tchad vers l'est, séparant le désert du Sahara au nord et la savane soudanienne au sud. Elle est l'une des plus pauvres et des plus écologiquement dégradées au monde, et est aussi considérée comme l'une des plus vulnérables au changement climatique, les prévisions faisant état d'une augmentation de la température qui devrait être 1,5 fois plus élevée que dans le reste du monde. La vulnérabilité climatique est exacerbée par la forte dépendance de la région à l'égard de l'agriculture pluviale et de ses ressources naturelles pour assurer sa sécurité alimentaire et sa subsistance, la croissance démographique rapide et les crises humanitaires chroniques dues aux sécheresses, aux inondations, à l'insécurité alimentaire, aux épidémies et aux conflits violents qui surviennent tous de manière récurrente. Les sécheresses constituent un sempiternel problème pour les pays ouest-africains du Sahel. La fréquence des sécheresses dans la sous-région diminue probablement, mais une proportion importante de la population reste touchée. Au cours des 20 dernières années, en raison de leur situation géographique, les pays sahéliens que sont la Mauritanie, le Niger, le Mali et le Burkina Faso et ceux autour du bassin du lac Tchad (Tchad, Nigéria, Cameroun) ont enregistré des épisodes de sécheresse qui ont entraîné des déplacements de populations désastreux, mais, grâce au renforcement de leurs capacités à s'adapter et à faire face aux chocs, ils ont connu une stabilité relative sur le plan des niveaux de mortalité et de dégâts matériels. La sécurité et l'insécurité alimentaires vont de pair avec le cycle des sécheresses et des catastrophes dans la région.

Dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, les principaux facteurs sous-jacents qui, ensemble, rendent les populations et les pays plus fragiles sont l'augmentation des niveaux de pauvreté, le faible développement socioéconomique, la progression rapide de l'urbanisation et la forte densité de population, la dégradation de l'environnement, les maladies, la mauvaise gouvernance, les conflits, la violence et d'autres menaces. Le faible niveau des dimensions du développement humain se traduit par des profils de vulnérabilité et de sensibilité élevées, où les pays présentent de faibles capacités à s'adapter et faire face aux risques d'aléas tels que les inondations, les tempêtes, les épidémies et la sécheresse.

Le défi de la résilience

Des données factuelles irréfutables recueillies partout dans le monde montrent que les catastrophes naturelles augmentent considérablement les pertes économiques des communautés pauvres et érodent les acquis du développement des dernières décennies. La région du Sahel n'a pas été épargnée par les

¹ Banque mondiale : www.worldbank.org

effets dévastateurs des catastrophes, qui continuent d'entamer les avancées en matière de développement durable² et de nuire à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). La multiplication des risques de catastrophe accroît la vulnérabilité de nombreuses communautés sahéniennes et des moyens de subsistance dont elles sont tributaires. Face à ces vulnérabilités croissantes, on a des politiques et des capacités limitées et faibles, ce qui continue de poser un défi de taille à la gestion efficace des risques de catastrophe et les risques climatiques.

Pour renforcer la résilience et les capacités d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe de l'Afrique de l'Ouest, il faudrait mettre au point des solutions de développement durable qui tiennent compte des risques. L'on s'accorde de plus en plus à dire que, pour éviter une augmentation accélérée des risques de catastrophe, il faut s'attaquer aux moteurs du développement qui représentent des facteurs de risques, notamment la surconsommation du capital naturel, la pauvreté et les inégalités, y compris les inégalités de genre. Le développement durable ne peut être assuré que si les risques de catastrophe sont réduits et que l'effort de développement tient compte des nombreux risques. Si, sur le plan conceptuel, il est admis que les ODD ne peuvent être atteints sans un développement tenant compte des risques, de nombreux pays du Sahel continuent d'éprouver des difficultés à passer de la réaction aux risques à la réduction des risques. Les raisons du manque de développement tenant compte des risques dans le Sahel tiennent en grande partie à la défaillance de la gouvernance des risques. Certaines des raisons sont les suivantes :

(i) Disponibilité insuffisante de données sur les risques climatiques et les risques de catastrophe pour étayer les plans de développement et guider les investissements

Pour intervenir efficacement face aux catastrophes et s'adapter au changement climatique, les pays du Sahel doivent réaliser et appliquer des analyses factuelles de l'impact des catastrophes et du changement climatique sur différents secteurs et sur développement social et économique global des pays et de la société. Autrement dit, un développement tenant compte des risques est une nécessité absolue et devrait orienter les politiques nationales et déterminer les critères d'investissement. Afin de comprendre comment affecter des ressources appropriées aux efforts d'atténuation des risques de catastrophe, il est impératif de comprendre déjà l'exposition au risque, la vulnérabilité, y compris les secteurs et les groupes sociaux les plus touchés (tels que les femmes, les hommes, les garçons et les filles marginalisés et appauvris et les personnes âgées, les ménages dirigés par des femmes, les personnes handicapées, etc.). Ce qui constitue la base même des activités de gestion des risques de catastrophe, c'est la capacité à identifier, surveiller et évaluer en permanence les aléas et vulnérabilités actuels et futurs et à évaluer leurs effets néfastes potentiels, ainsi que les diverses possibilités que chacun d'eux représente pour une éventuelle atténuation, réduction et prévention grâce à diverses techniques présentant des coûts et des avantages relatifs différents, puis à gérer ces risques de manière durable ou atténuer leurs éventuelles conséquences négatives.

À cet égard, le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (CASRRC) recommande « l'amélioration de la compréhension de tous les facteurs de risques de catastrophe (exposition, vulnérabilités, caractéristiques des aléas » en tenant compte des parties prenantes et de leurs rôles respectifs. Toutefois, bien qu'il existe une masse croissante de données sur les dégâts matériels et les pertes après les catastrophes, peu de pays recueillent, analysent et utilisent les évaluations des risques de catastrophe et des risques climatiques pour éclairer leurs plans et politiques de développement. Des données nationales et locales sur les pertes et dégâts matériels dus aux catastrophes, ventilées par sexe, âge et situation de handicap (SADD) sont nécessaires pour étayer l'évaluation des risques, l'allocation des ressources, le suivi des progrès, la planification de la préparation aux catastrophes et l'alerte précoce, la planification des investissements publics, la réduction de la pauvreté et bien d'autres applications de la gestion des risques de catastrophe. Faute de s'appuyer sur des données empiriques produites par les

² Union africaine, (2006) : Report of the Africa Union Ministerial conference on disaster risk reduction. Union Africaine, Addis-Abeba

statistiques sur les catastrophes, les décisions de développement peuvent augmenter plutôt que diminuer les risques, en particulier pour les populations et les ménages vulnérables.

(ii) Insuffisance de politiques et plans de mise en œuvre solides pour un développement tenant compte des risques

Au niveau continental, des progrès satisfaisants ont été accomplis dans l'élaboration de politiques et stratégies régionales de réduction des risques de catastrophe, comme en témoignent la Stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe adoptée par l'Union africaine (UA) et le Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe. Cependant, seulement deux des cinq communautés économiques régionales (CER)³, (à savoir la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)⁴), qui donnent des orientations sur le développement politique, économique et social à leurs États membres, disposent d'une stratégie régionale et d'un plan d'action de RRC respectivement. Cela dit, la politique de la CEDEAO en matière de RRC est dépassée et repose toujours sur le Cadre d'action de Hyogo. Certes la CEDEAO est l'une des CER de premier rang en Afrique dont le Plan d'action est aligné sur le Cadre d'action de Sendai, mais elle est confrontée aussi des difficultés pour mettre en œuvre ce Plan. Au niveau national, si la plupart des pays africains ont approuvé le Cadre d'action de Sendai, 58 % seulement d'entre eux disposent de cadres réglementaires pour guider la RRC et 56 % seulement ont effectivement adopté des politiques de RRC. Fait plus inquiétant encore, il est ressorti de la dernière réunion des points focaux pour la RRC en Afrique organisée en préparation à la Plateforme mondiale pour la RRC de 2019, que seuls 18 pays sur 55 avaient effectivement révisé leurs politiques et stratégies de RRC de manière à les aligner sur le CASRRC. Il est donc urgent d'aider l'UA, la CEDEAO et les États à s'assurer qu'ils disposent de lois, politiques, stratégies et plans appropriés pour guider un développement qui tient compte des risques⁵. La CEDEAO a lancé un projet expérimental de renforcement des plateformes nationales dans plusieurs de ses États membres, à savoir Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Libéria, Mali et Sierra Leone⁶, mais la plupart des plateformes nationales pour la RRC ne se réunissent pas régulièrement.

(iii) Faible intégration de la RRC et de l'adaptation au changement climatique dans les plans de développement [cadres de planification et cadres budgétaires]

L'existence de lois et politiques judicieuses ne garantit pas à elle seule un développement efficace qui tient compte des risques. Les informations sur les risques évoquées ci-dessus et les politiques régionales et nationales de RRC qui servent d'orientation devraient plutôt être également utilisées pour intégrer la RRC et le changement climatique dans les plans de développement nationaux et sectoriels et dans les budgets nationaux et sectoriels afin de protéger le développement durable.

Des estimations récentes mettent en évidence les risques moyens annuels (pertes annuelles moyennes) pour l'environnement mondial bâti dus aux tremblements de terre, aux tsunamis, aux inondations fluviales, aux vents cycloniques et aux ondes de tempête, qui se chiffrent à 290 milliards de dollars. Lorsque l'on compare différents groupes de revenu, les pertes annuelles moyennes des pays à revenu élevé sont environ 25 fois supérieures à celles des pays à faible revenu. Toutefois, lorsque l'on considère leur stock de capital national, les pays à faible revenu devraient accuser des pertes environ cinq fois supérieures à celles des pays à revenu élevé⁷.

³ La stratégie et le cadre régionaux de l'IGAD pour la prise en compte de la GRC et de l'adaptation au changement climatique sont en cours d'examen par ses États membres et doivent encore être adoptés

⁴ La CEDEAO dispose d'un Plan d'action pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030

⁵ Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique 2015 : Assessment Report on Mainstreaming and Implementing Disaster Risk Reduction and Management in Africa

⁶ Ibid

⁷ Nations Unies, 2015, Rendre le développement durable : l'avenir de la réduction des risques de catastrophe Bilan mondial 2015 sur la réduction des risques de catastrophe, Genève.

La réalisation des ODD 3, 4, 6, 7, 8, 9, 11, 13, 14 et 15 dépend en grande partie de l'augmentation des investissements en capital dans les infrastructures. Les investissements en capital représentent environ 30 % de la valeur du stock de capital national dans les pays à faible revenu, contre seulement 10 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 5 % dans les pays à revenu élevé. Toutefois, dans les pays à faible revenu, une part beaucoup plus élevée de cet investissement est à risque. À titre d'exemple, les pertes annuelles moyennes du Myanmar représentent 30 % des investissements en capital annuels du pays. En d'autres termes, les pays qui ont le plus besoin d'augmenter leurs investissements en capital pour réaliser les ODD seront ceux qui auront le plus grand mal à y parvenir. La réalisation des ODD 1, 2, 3, 4, 5 et 10 dépend de l'augmentation des dépenses sociales, par exemple en santé, éducation, protection sociale et lutte contre la pauvreté. Actuellement, les dépenses sociales annuelles sont environ 400 fois plus élevées dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu comme ceux du Sahel. Cependant, dans les pays à faible revenu, les pertes annuelles moyennes représentent environ 22 % des dépenses sociales, contre seulement 1,5 % dans les pays à revenu élevé. Là encore, le risque de catastrophe compromet la capacité à accroître les dépenses sociales précisément dans les pays qui ont le plus besoin d'investir⁸. Pour que la région du Sahel atteigne ses ODD, il y a tout lieu de prendre systématiquement en compte, et ce de toute urgence, la RRC et l'adaptation dans ses processus de développement.

La prise en compte systématique de la RRC nécessite donc de comprendre les éléments du risque (aléas, risques, vulnérabilités et résilience) et les incidences du changement climatique. Ces éléments doivent être considérés comme faisant partie intégrante de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et projets de développement aux niveaux mondial, régional/sous-régional, national et communautaire, mais aussi des activités de développement prévues dans tous les domaines et secteurs thématiques. En outre, au titre de sa Priorité 2, le Cadre d'action de Sendai exhorte les États membres à intégrer la RRC dans tous les secteurs et à promouvoir la cohérence des cadres législatifs et réglementaires nationaux et locaux et ceux qui régissent les rôles des secteurs public et privé. Il encourage également la mise en place des mécanismes et incitations nécessaires pour garantir un niveau élevé d'observance des dispositions des lois et réglementations régissant la RRC et les secteurs.

Cela dit, le degré de prise en compte systématique de la RRC dans les plans de développement au Sahel reste à améliorer. Principal cadre directeur du développement social et économique de l'Afrique, l'*Agenda 2063* reconnaît que l'Afrique ne peut atteindre ses objectifs de développement sans prendre en compte les risques que posent les catastrophes et le changement climatique. De même, le Programme de développement pour l'après-2015 de l'Afrique fait de la RRC et du changement climatique une priorité dans le cadre de l'objectif recommandé de promouvoir le développement humain. Ces dispositions témoignent de la compréhension et de l'internalisation croissantes en Afrique du lien entre la RRC et le développement durable. Au niveau sous-régional, la plupart des cadres régissant les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'environnement et de l'eau intègrent systématiquement des éléments de la RRC au titre de mandats ministériels ou sectoriels, bien que ces cadres ne soient pas délibérément liés à ceux de la RRC. Au niveau national, les résultats sont plus inégalement répartis. Il ressort de l'évaluation entreprise par la CEA⁹ que de nombreux pays semblent limiter la prise en compte systématique de la RRC dans les plans de développement nationaux et dans quelques secteurs tels que l'environnement et l'agriculture. Les catastrophes et le changement climatique ayant des conséquences d'une portée considérable dans tous les secteurs de développement, il est impératif que l'ensemble des stratégies, plans et investissements liés au développement dans différents secteurs tiennent compte des risques.

(iv) Nécessité urgente de gérer les risques urbains

⁸ Ibid

⁹ Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique 2015 : Assessment Report on Mainstreaming and Implementing Disaster Risk Reduction and Management in Africa

Selon les prévisions des Nations Unies (2015)¹⁰, plus de la moitié de la croissance démographique mondiale d'ici 2050 devrait intervenir en Afrique. Une grande partie des 1,3 milliard de personnes qui devraient s'ajouter à la population africaine entre 2015 et 2050 résidera dans les villes (grandes et petites), contribuant ainsi à une forte augmentation de la population urbaine et donc à la pression exercée sur les projets de développement prévus. À mesure que le continent s'urbanise, l'atténuation des risques de catastrophe jouera un rôle important dans l'assurance de la stabilité sociale et économique des villes africaines¹¹. L'incidence croissante des catastrophes urbaines devrait prendre de l'ampleur en raison de la croissance démographique, de la migration urbaine rapide, de la dégradation de l'environnement, d'une planification urbaine peu efficace, exacerbée par le changement climatique. Au Sahel, les établissements urbains densément peuplés sont confrontés à des aléas qui touchent la santé environnementale et à des déplacements dus à une conjugaison des facteurs que sont le surpeuplement, le piètre état des installations sanitaires et de la gestion des déchets, et la multiplication des inondations. À titre d'exemple, la ville de Niamey au Niger a été touchée par des glissements de terrain et des inondations qui ont fait plus morts. Les inondations urbaines ont été aggravées par une gestion des déchets qui laisse à désirer et le manque de planification des risques urbains de la part des pouvoirs publics. À Benue, au Nigéria, plus de 110 000 personnes ont été déplacées à la suite de pluies torrentielles. Comme à Niamey, la catastrophe a été attribuée à une mauvaise gestion de l'environnement, à la surpopulation et à une mauvaise planification urbaine.

La tendance à la hausse des catastrophes urbaines signifie que les autorités nationales, locales et municipales ainsi que les institutions décentralisées, y compris les cellules d'urbanisme, les cellules de gestion de l'environnement et d'autres prestataires de services sociaux au niveau de la ville, devront comprendre ce que sont les investissements à long terme résilients au changement climatique, s'engager en faveur de tels investissements et les prendre en compte dans les processus d'urbanisme et de mise en œuvre en s'appuyant sur des informations concrètes que les organes politiques et décisionnels au niveau de l'administration locale peuvent facilement comprendre et exploiter. Par conséquent, il est nécessaire d'apporter un appui aux communautés économiques régionales africaines et montrer dans un certain nombre de pays l'applicabilité de modèles convenables que les pays africains peuvent adopter pour réduire les risques de catastrophe urbaine.

(v) Absence de mécanismes solides de redressement après une catastrophe

Le redressement après une catastrophe gagne en importance à mesure que le nombre de personnes touchées par des catastrophes augmente et que les dégâts matériels et pertes qui en découlent s'accumulent. Si les catastrophes sur le continent africain peuvent avoir un impact qui inflige un sérieux revers au développement, à la vie et aux moyens de subsistance des populations, elles offrent également l'occasion de réfléchir, de prendre en compte les risques sous-jacents à l'origine des catastrophes, de mieux reconstruire et de recentrer la trajectoire socioéconomique sur une voie plus durable. Il est de plus en plus reconnu que si les causes sous-jacentes des catastrophes ne sont pas traitées pendant le processus de redressement après une catastrophe, les risques s'accumulent et s'accompagnent de coûts économiques et sociaux encore plus élevés potentiellement à l'avenir. Le processus de redressement offre l'occasion de reconstruire les infrastructures et les actifs de sorte qu'ils puissent résister aux effets futurs des catastrophes et ainsi faire en sorte que les investissements publics soient protégés et les pertes minimisées. Le redressement est également l'occasion de renforcer la résilience grâce à l'amélioration des capacités institutionnelles, à des politiques favorables et aux outils et ressources nécessaires à cet effet. Cela étant, des processus de redressement mal gérés compromettent le développement.

Les sécheresses récurrentes dans la Corne de l'Afrique et au Sahel et le besoin chronique d'aide humanitaire témoignent également dans une certaine mesure des défis auxquels l'Afrique et en particulier la région du Sahel sont confrontées pour sortir du cycle vicieux de l'action humanitaire pour s'engager dans la voie du redressement et du renforcement de la résilience. Qui plus, lors de catastrophes soudaines, les

¹⁰ Division de la population des Nations Unie, World Population Prospects: 2015 Revision.

¹¹ ACIDI 2018 : <http://acdi.uct.ac.za/blog/disaster-risk-management-urban-africa-introducing-urban-ark-Project>

projets de redressement sont souvent entrepris sans planification adéquate, sans soutien technique indiqué et sans participation communautaire. Les projets d'intervention rapide et les projets d'infrastructure de grande envergure sont souvent privilégiés tandis que les ressources allouées au relèvement des ménages et des communautés sont généralement insuffisantes. En conséquence, les populations affectées peuvent mettre des années à normaliser leurs moyens de subsistance ; certains ne s'en remettent jamais et cela les rend plus vulnérables à la prochaine catastrophe.

La plupart de ces défis découlent d'un défaut général de compréhension et de l'absence de cadres et de systèmes institutionnels aux niveaux régional et national qui définissent la marche à suivre pour mettre en œuvre des projets de redressement efficaces établissant un lien entre l'action humanitaire et le renforcement de la résilience. De plus, il existe des dispositifs institutionnels pour la RRC dans de nombreux pays du Sahel, certes, mais ils ne sont pas spécifiquement axés sur le redressement. Face à l'urgence de répondre aux besoins des personnes touchées par des catastrophes, les projets de redressement sont entrepris sans une analyse approfondie de l'impact des catastrophes sur les communautés touchées, et en tenant peu compte des besoins particuliers des personnes vulnérables – dont les femmes, les hommes, les garçons et les filles marginalisés, les ménages dirigés par des femmes et les personnes handicapées. En l'absence d'une approche systématique, le redressement reste une entreprise inefficace et incomplète. L'une des principales raisons de l'échec des projets de redressement tient au fait que les pouvoirs publics n'ont ni les capacités ni les compétences nécessaires pour soutenir les processus de redressement à long terme.

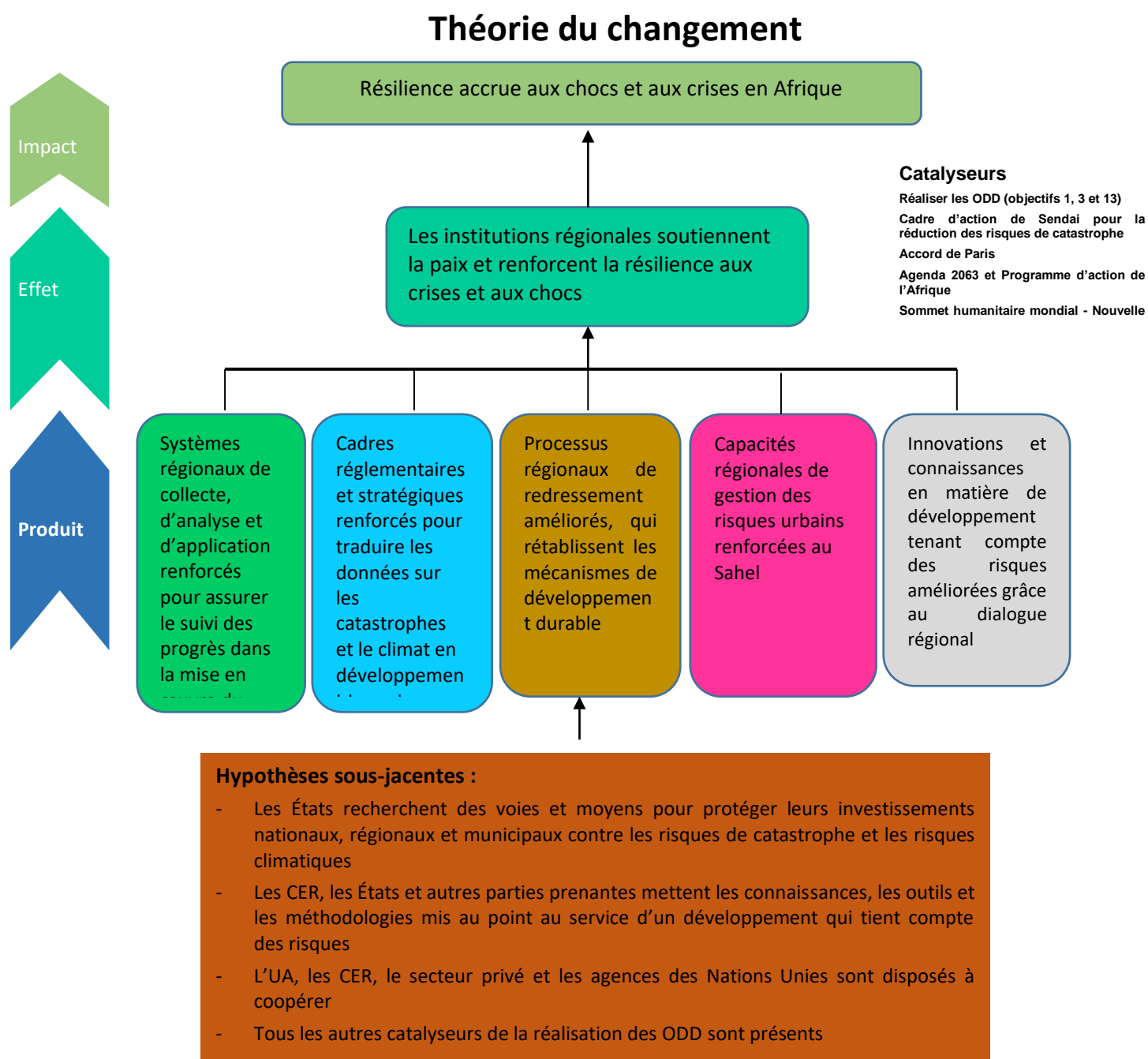
II. STRATEGIE DU PROJET

Théorie du changement

Le contexte et le défi du développement présentés dans la section ci-dessus mettent en évidence la possibilité singulière qui s'offre d'aider la CEDEAO, l'UA et d'autres institutions régionales spécialisées intervenant au Sahel, notamment la CBLT et le CILSS/AGRHYMET, ainsi que les États membres du Sahel à adopter une approche intégrée et globale d'un développement tenant compte des risques de catastrophe et des risques climatiques, qui contribue au renforcement de la résilience dans la région du Sahel. Pour relever les principaux défis présentés ci-dessus, ce projet se propose de renforcer les capacités régionales du Sahel à promouvoir un développement tenant compte des risques, dans une démarche plurinationale. Le changement que ce projet est censé apporter est l'institutionnalisation et l'internalisation par les structures régionales et les États du Sahel d'une planification, d'une programmation et des investissements pour le développement qui tiennent compte des risques, en vue du renforcement d'une résilience sensible au genre. Cette théorie du changement se fonde sur le postulat selon lequel la résilience à tous les niveaux de la société et la capacité des systèmes gouvernementaux à guider et entretenir le renforcement de la résilience ne peuvent être assurées que les conditions synergiques se soutiennent et se renforcent mutuellement :

- (i) des informations désagrégées relatives aux risques climatiques et risques de catastrophe doivent être recueillies, analysées et utilisées pour éclairer les décisions de planification et d'investissement prises par les États et la société ;
- (ii) il faut un cadre de politiques propice pour guider et habiliter les institutions régionales et nationales du Sahel afin qu'elles comprennent les informations concernant les risques de catastrophe et les risques climatiques et les traduisent en processus décisionnels de développement qui ne laissent personne de côté ;
- (iii) les institutions régionales du Sahel, les États et les membres des communautés ont mis en place des systèmes et des mécanismes pour gérer les processus de redressement futurs d'une manière qui est efficace et favorise le renforcement de la résilience à long terme ;
- (iv) les zones urbaines, qui sont le moteur du développement économique, disposent de solides systèmes de gestion des risques urbains pour répondre et s'adapter aux risques climatiques et risques de catastrophe croissants et fournir constituer un moteur de transformation durable.

Si toutes les conditions ci-dessus sont remplies en tenant compte des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, et que ces connaissances sont partagées aux niveaux régional, national, infranational et communautaire, alors les processus de transformation devraient finalement aboutir à un développement durable et résilient qui prend en compte les risques et à des moyens de subsistance et des conditions de vie durables parmi les jeunes, les femmes et les hommes et les groupes marginalisés. On retrouvera ci-dessous une présentation schématique de la théorie du changement qui sous-tend ce projet régional.



La stratégie du projet tient compte du fait qu'il existe de nombreuses interventions visant à renforcer la résilience en Afrique, en particulier à travers l'adaptation au changement climatique (ACC) dans des secteurs clés comme l'agriculture, l'eau, la foresterie, entre autres, et par le biais des ministères et communautés concernés. Cependant, s'il est vrai que bien de ces interventions associent les États, les données factuelles présentées ci-dessus indiquent que très peu d'entre elles visent à renforcer les systèmes gouvernementaux pour promouvoir des programmes de développement tenant compte des risques, le renforcement de la résilience et le développement durable. De ce point de vue, le projet

régional faisant l'objet du présent document mettra un accent tout particulier sur le soutien à apporter à la région et aux pays du Sahel pour la mise en place de systèmes propices à un développement tenant compte des risques.

Alignement avec les cadres et initiatives mondiaux, régionaux et nationaux de politiques relatives à la RRC

Le projet vise à prendre en compte, renforcer, internaliser et mettre en application, et ce de manière efficace, les cadres mondiaux et régionaux existants, notamment le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), l'Accord de Paris sur le climat (2015), l'Initiative des Nations Unies pour la résilience climatique baptisée « Anticiper, absorber, remodeler » (2015), et les engagements pris du Sommet mondial sur l'action humanitaire (2016). Au niveau régional, la stratégie s'appuie sur des initiatives et des cadres clés, notamment l'alignement sur le Programme d'action élargi de l'UA pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe (2005-2015) et sur l'Alliance globale pour l'Initiative Résilience (AGIR) au Sahel et en Afrique de l'Ouest, lancée en 2012. S'il est vrai qu'AGIR met un accent particulier sur la réduction des vulnérabilités alimentaires et nutritionnelles, il est envisagé que le projet qui fait l'objet du présent document puisse apporter une valeur ajoutée aux efforts d'AGIR par les actions suivantes :

- a) Mettre à contribution du leadership politique de la CEDEAO et du leadership technique du CILSS dans le cadre d'AGIR pour faire en sorte que les priorités résilience pays (PRP-AGIR) prennent en compte les risques multidimensionnels (catastrophes, climat et conflits¹²).
- b) Faire en sorte que la mise à jour des politiques nationales et régionales de RRC soutenues par ce projet soit non seulement alignée sur le CASRRC et le PdA de l'UA, mais intègre également les PRP et contribue à leur réalisation.
- c) Utiliser les données sur les catastrophes générées par AGRHYMET pour éclairer les PNR en ce qui concerne les effets des catastrophes et de la modification du climat sur la sécurité alimentaire et la nutrition afin de guider les stratégies futures d'AGIR en matière de sécurité alimentaire au Sahel.

Outre AGIR, le projet témoigne de la réalisation de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (2013) et de l'initiative des Nations Unies sur le renforcement de la résilience dans la région du lac Tchad (2018), et y contribue. Ce projet témoigne également du Plan stratégique 2018-2021 du PNUD, qui vise à *aider les pays à éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes, accélérer les transformations structurelles pour le développement durable et renforcer la résilience aux crises et aux chocs*. Comme expliqué dans la section consacrée aux avantages comparatifs de la CEDEAO et de l'UA, le présent projet cherche également à mettre à contribution le projet en cours de l'ACP-UE sur le renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles face aux aléas naturels dans les régions, pays et communautés subsahariens (*Building Disaster resilience to natural hazards in Sub-Saharan Regions, Countries and Communities*), et à en combler les lacunes.

Complémentarités avec l'action humanitaire, l'adaptation au changement climatique et la prévention des conflits

La stratégie du projet soutient une démarche de renforcement de la résilience dans le but de réduire l'écart entre les besoins humanitaires et les ressources disponibles pour la RRC plutôt que de gérer les catastrophes lorsqu'elles surviennent¹³. Elle promouvra ainsi des investissements stratégiques et axés sur les solutions pour un développement à moyen et à long terme, une orientation qui cadre avec le changement de paradigme qui est en train de voir le jour, où une approche globale est adoptée pour aborder le lien entre action humanitaire, développement et prévention des conflits, une démarche qui a aussi été appelée la nouvelle méthode de travail (NMT). De ce point de vue, le projet associera également activement les acteurs humanitaires et ceux qui travaillent sur la fragilité et les conflits pour s'assurer que

¹² Par exemple, il a été noté qu'autour du lac Tchad, l'insécurité alimentaire a été attribuée aux conflits, dans la mesure où les agriculteurs ne sont pas en mesure de cultiver la terre en raison du conflit ou du vol par des milices de leurs cultures non récoltées.

¹³ *The Human Cost of Weather related Disasters 1995-2015*, publié par le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED) et l'UNISDR.

ses activités soient adaptées aux défis réels sur le terrain et y répondent et pour créer des synergies dans la poursuite des objectifs de développement durable.

En outre, le projet sera hébergé au sein de la Direction des affaires humanitaires et sociales de la CEDEAO, bien indiquée pour assurer une intégration plus étroite des deux domaines thématiques. Dans la région du lac Tchad, le projet assurera des complémentarités avec les initiatives en cours prises par le PNUD pour conjuguer stabilisation et renforcement de la résilience d'une part et prévention des conflits et lutte contre les effets du changement climatique d'autre part dans le bassin. Pour faire en sorte que l'habilitation institutionnelle soit assurée pour rapprocher les activités de résolution des conflits et celles de RRC, le projet soutiendra et travaillera en liaison avec le Département Paix et Sécurité (DPS) de l'UA pour la réalisation d'études conjointes sur l'analyse des risques au Sahel. Il est en effet prévu que l'expérience et les résultats de l'évaluation guideront la coordination avec la CEDEAO, la CBLT et le DPS de l'UA des initiatives de prévention des conflits au Sahel et au-delà. Le DPS participera également aux réunions et ateliers organisés au titre du projet afin de créer des synergies entre les activités de RRC et de prévention des conflits de l'UA. De même, et compte tenu de ce que 90 % des catastrophes majeures en Afrique sont liées au climat, le projet régional préconisera et améliorera les approches qui relient l'ACC à la RRC et à la programmation tenant compte des risques. À titre d'exemple, il est envisagé que l'intégration d'une budgétisation tenant compte des risques intégrera aussi bien les risques climatiques que ceux liés aux catastrophes afin d'éviter une répétition inutile des efforts et de garantir un bon rapport coût-efficacité.

Ciblage géographique du projet

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme régional plus vaste du PNUD sur le renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe de l'Afrique intitulé *Strengthening Africa's Resilience and Capacities for Adaptation and Disaster Risk Reduction: Fostering Risk-informed Solutions for Sustainable Development*. Ce programme a une envergure continentale, tandis que le projet porte spécifiquement sur le renforcement des capacités des pays du Sahel occidental et de la commission économique régionale et des autorités intergouvernementales qui les représentent. Aux fins du présent projet, et comme le montre la carte ci-dessous, les pays du Sahel occidental sont : la Mauritanie, le Mali, le Sénégal, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et le Nigéria.



Tous les pays visés par le projet sont membres de la CEDEAO, à l'exception de la Mauritanie et du Tchad. Il s'ensuit que la CEDEAO serait la commission économique régionale (CER) la plus indiquée pour assurer l'intendance du projet. Toutefois, compte tenu des autres institutions régionales pertinentes qui jouent également un rôle essentiel dans certains pays du Sahel, le projet travaillera aussi en partenariat avec le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), la Commission du bassin du

lac Tchad (LCBC) et le Centre africain des applications de la météorologie pour le développement (ACMAD), par le truchement de la CEDEAO et de l'UA.

Certes ce projet a un caractère régional, mais il adoptera une démarche plurinationale pour s'assurer d'être ancré dans les réalités auxquelles les pays du Sahel font face en matière de réduction des risques. Au titre du **produit 1**, la compréhension des risques à l'échelle régionale (risques de catastrophe, risques climatiques et risques de conflits) n'est possible que si l'on s'appuie sur les informations provenant des pays. À cet égard, il sera important de veiller à ce que les pays du Sahel disposent de solides bases de données sur les catastrophes qui alimentent les données au niveau régional. Au titre du **produit 2**, la mise à l'essai et l'expérimentation au niveau national d'outils intégrés d'évaluation des risques qui prennent en compte les effets du changement climatique et les conflits seront essentielles à leur adoption par les pays du Sahel et au-delà. Au titre du **produit 3**, l'examen des dispositifs nationaux (institutions, politiques publiques, mise en œuvre et aspects financiers) de redressement après une catastrophe sera essentiel pour orienter la CEDEAO et l'UA sur les lacunes à combler en la matière. De même, au titre du **produit 4**, la compréhension des risques de catastrophe et risques climatiques et de la manière dont ces risques sont pris en compte dans la planification urbaine et la gestion des déchets sera essentielle pour permettre à la CEDEAO de donner des orientations régionales. Au titre du **produit 5**, la piètre coordination des initiatives nationales est l'un des défis prioritaires mentionnés à maintes reprises par les pays africains. À cet égard, les pays appellent vivement à la consolidation des plateformes nationales pour la RRC et au renforcement des capacités de ces dernières afin qu'elles puissent mieux coordonner les initiatives de RRC au niveau national, mais aussi adopter des approches intégrées qui prennent également en compte le changement climatique. Les bureaux du PNUD dans les pays du Sahel prêteront également assistance à la CEDEAO dans la fourniture de conseils techniques pour la réalisation des objectifs du projet au niveau national.

III. RESULTATS ET PARTENARIATS

Objectif et produits

Au regard de la théorie du changement proposée, cette initiative régionale est censée atteindre le principal objectif suivant : *l'institutionnalisation et l'internalisation par les structures régionales et les États du Sahel d'une planification, d'une programmation et d'investissements pour le développement qui tiennent compte des risques en vue du renforcement de la résilience*. Par ailleurs, le présent projet régional contribue à l'effet 3 du Projet régional pour l'Afrique – *Les institutions régionales soutiennent la paix et renforcent la résilience aux crises et aux chocs* – et à l'effet 3 du Plan stratégique – *Renforcement de la résilience aux chocs et aux crises*. Pour obtenir ce résultat, le projet investira dans la réalisation des produits suivants :

Produit 1 : Capacité accrue de suivi et de contrôle des progrès dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et du Programme d'action de l'UA au Sahel grâce à des systèmes améliorés de collecte, d'analyse et de communication de données.

Il convient de reconnaître les liens qui existent entre les risques climatiques et risques de catastrophe et le développement, et le fait que de nombreux pays du Sahel et du bassin du lac Tchad sont en situation de conflit¹⁴. Une analyse des risques qui ne prend pas en compte les conflits et autres risques ne favorisera pas le renforcement de la résilience à long terme. Par définition, un développement qui tient compte des risques nécessite des informations sur les catastrophes, le climat, les conflits et d'autres risques. Des statistiques précises sur les pertes et dégâts causés par les catastrophes, reposant sur un niveau d'observation national et un niveau de résolution local, jouent un rôle crucial dans l'identification et l'estimation des schémas et évolutions des risques, en particulier des larges couches de risques qui sont principalement responsables de l'érosion des infrastructures locales et des moyens de subsistance dans les pays à faible revenu. L'adoption du CASRRC et de ses sept objectifs mondiaux en mars 2015, les indicateurs

¹⁴ PNUD et Adelphi 2019 : Breaking the Conflict Trap: A Risk Assessment of the Lake Chad Region (projet)

pour mesurer les progrès par rapport à la réalisation de ces objectifs¹⁵ et l'intégration de ces indicateurs dans le cadre de suivi des ODD constituent désormais une raison solide de plus de recueillir des statistiques sur les catastrophes. Tous les pays ont désormais l'obligation internationale de produire d'ici à 2020 des statistiques sur les catastrophes conformes aux exigences du CASRRC. Le PdA de l'Union africaine pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai a en outre défini cinq objectifs qui viennent s'ajouter aux neuf retenus dans le Cadre¹⁶. À cet égard, la participation de l'UA sera essentielle pour faire en sorte que ces priorités additionnelles soient également réalisées.

Ce produit s'aligne parfaitement sur la **priorité 1 du CASRRC – comprendre les risques de catastrophe**. Son objectif est double : promouvoir une prise de décision et des investissements qui prennent en compte les risques au Sahel et prêter assistance aux États membres du Sahel dans le suivi des progrès qu'ils accomplissent dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai et du PdA. En combinant et en élargissant les bases de données sur les dégâts et pertes qui bénéficient de l'appui de l'UNISDR, les pays du Sahel ne se contentent pas de recueillir des données aux fins des communications au titre du Cadre d'action de Sendai, mais aussi cerner les liens entre les différents risques et appliquer les informations pertinentes à leurs investissements sectoriels et nationaux. Certaines des principales activités sont énumérées ci-après :

- **Activité 1.1.** Réalisation d'une évaluation régionale des risques de catastrophe, risques climatiques et risques de conflit pour le Sahel, qui examinera les effets sexospécifiques du changement climatique et des catastrophes et le lien avec les conflits. Cette évaluation fournira aux commissions régionales des informations sur les capacités défaillantes à renforcer dans les domaines de la collecte et de la communication des données sur les catastrophes et de la planification du développement.
- **Activité 1.2.** L'évaluation susmentionnée facilitera l'harmonisation des méthodes d'évaluation des risques multidimensionnels et de la vulnérabilité. À cette fin, des méthodes communes d'évaluation permettront de mieux cerner les risques transfrontières communs et d'apporter une réponse commune aux défis de la résilience aux catastrophes, au changement climatique et aux conflits.
- **Activité 1.3.** Amener les experts de la RRC, de l'adaptation et de la gouvernance, des droits de l'homme et du genre de la région à travailler ensemble à la détermination d'approches harmonisées qui prennent en compte les risques de catastrophe, les risques climatiques et les risques de conflit qui pèsent sur la région.
- **Activité 1.4.** Proposer des orientations à la CEDEAO et aux pays du Sahel dans la sélection d'indicateurs sexospécifiques appropriés pour le suivi et la surveillance des progrès en matière de réduction des risques, mais aussi pour comprendre l'incidence socioéconomique des données et promouvoir des statistiques sexospécifiques sur les catastrophes et le climat.
- **Activité 1.5.** Élaborer des lignes directrices régionales pour soutenir les systèmes de comptabilisation des dégâts et des pertes des États membres ; mettre à jour les bibliothèques électroniques nationales consacrées aux informations sur les risques ; mettre en place des bases de données sur les dégâts et les pertes ; établir des registres nationaux des risques ; et créer des observatoires des catastrophes.
- **Activité 1.6.** Fournir des formations et du matériel aux ANGC et aux bureaux nationaux de statistiques pour la maintenance des bases de données nationales sur les catastrophes et le climat en vue d'un développement tenant compte des risques, qui fourniront des données devant alimenter la base de données régionale visée ci-dessous.
- **Activité 1.7.** Mettre en place une plateforme régionale d'information pour l'analyse des statistiques sur les catastrophes au sein d'AGRHYMET : basée sur le cloud, cette plateforme régionale de statistiques sur les catastrophes sera reliée aux bases de données nationales sur les pertes et dégâts liés aux catastrophes au moyen d'une interface de programmation d'application (API). Elle sera mise au point grâce à l'échange de connaissances avec la Plateforme mondiale d'information que le PNUD

15 Assemblée générale des Nations Unies, Rapport du Groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur les indicateurs et la terminologie relatifs à la réduction des risques de catastrophe, soixante et onzième session, point 19 c) de l'ordre du jour.

16 https://www.preventionweb.net/files/49455_poaforsendaiimplementationinafrica.pdf

est en train de mettre en place en Asie. Une interface sera créée entre la plateforme et le nouvel outil de collecte de données nationales sur les catastrophes en cours d'élaboration par l'UNISDR¹⁷. La base de données offrira une interface qui permettra aux États et aux initiatives sur la résilience comme AGIR d'accéder à ces données à des fins de programmation du développement.

Produit 2 : Cadres réglementaires, stratégiques et budgétaires régionaux et multinationaux renforcés pour traduire les données sur les catastrophes et le climat en développement tenant compte des risques

Bien que les pays africains soient signataires d'instruments mondiaux comme le CASRRC, les ODD et le PdA de l'Afrique sur la gestion des risques de catastrophe, l'engagement en faveur de la RRC et de l'adaptation est souvent faible à tous les niveaux et secteurs de gouvernance pour soutenir des programmes de développement tenant compte des risques. Ce faible engagement est principalement dû au caractère limité, mais aussi faible des politiques et cadres institutionnels qui favorisent le partage et l'utilisation de données scientifiques, en particulier les informations météorologiques, en vue d'une planification qui intègre les risques. Comme évoqué plus haut, plus de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne ne disposent pas de lois et de politiques relatives à la gestion des catastrophes. Lors de la récente réunion des points focaux pour la RRC en Afrique, qui s'est tenue du 4 au 6 mars 2019, l'UA et l'UNISDR ont fait une communication qui indiquait que 18 pays africains seulement avaient aligné leurs stratégies et politiques nationales relatives à la RRC sur le Cadre d'action de Sendai. Le PNUD estime que l'institutionnalisation des risques de catastrophe et risques climatiques et le renforcement des politiques publiques et législations peuvent permettre d'accroître les ressources allouées à l'adaptation et à la RRC. Elle facilitera le partage d'informations et nécessitera d'assigner des rôles aux institutions publiques et aux partenaires de développement.

L'enquête réalisée par la CUA et les observations des participants lors de l'atelier d'orientation de mars 2019 ont révélé que les pays éprouvent des difficultés à communiquer les indicateurs liés au financement de la RRC. En outre, la plupart des pays ne sont actuellement pas en mesure de déterminer le coût des interventions de RRC. Ces insuffisances placent le continent et le Sahel dans une position nettement défavorable pour attirer des financements mondiaux publics et privés importants et transformateurs, car ils ne sont pas en mesure de démontrer concrètement l'engagement des pays en valeur monétaire. Par conséquent, en plus des cadres de politiques, le projet renforcera la capacité de la région à intégrer la RRC dans les processus d'élaboration des budgets publics. Pour que les États du Sahel honorent les engagements qui leur incombent en vertu du Cadre d'action de Sendai et de leurs stratégies régionales et nationales de RRC, ils devront impérativement prendre en compte les préoccupations liées aux risques de catastrophe et risques climatiques et la dynamique correspondante dans les systèmes de planification et de budgétisation.

Le projet s'aligne sur la **priorité 2 du Cadre d'action de Sendai – renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer** – et la **priorité 3 – investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience**. Qui plus est, il est également bien aligné sur l'un des objectifs du PdA de l'Afrique, à savoir élargir la portée et accroître les sources de financements intérieurs de la RRC. Ce produit poursuit un triple objectif : i) mettre à jour les stratégies de RRC des États membres et de la CEDEAO afin de les aligner sur le CASRRC et le PdA ; ii) prendre systématiquement en compte l'intégration de la RRC et du changement climatique dans les plans de développement ; iii) affecter des financements appropriés à la réduction des risques. Grâce à l'entremise de l'UA, ce produit permettra de collaborer étroitement avec l'institution spécialisée de l'UA, Africa Risk Capacity (ARC), non seulement pour assurer la prise en compte de la RRC dans les financements et dépenses publics, mais aussi pour faire en sorte que le Sahel prenne les mesures qui s'imposent pour accéder à des financements rapides et prévisibles en cas de catastrophe. À titre indicatif, les activités relevant du produit 2 sont notamment les suivantes :

17 L'UNISDR procède à la mise au point d'un nouveau système d'information et d'une nouvelle plateforme de données qui remplaceront DesInventar, la plateforme actuelle.

- **Activité 2.1.** Élaborer une stratégie régionale à long terme pour la RRC et le renforcement de la résilience dans le droit fil du CASRRC et du PdA, qui sera adoptée par la CEDEAO afin de guider les États membres. L'élaboration de la stratégie se fera en consultation avec les États membres et d'autres acteurs concernés.
- **Activité 2.2.** Examiner les stratégies nationales de RRC et les aligner sur le CASRRC et le PdA, ce stratégies devant tenir compte des dimensions du changement climatique, du genre, des droits de l'homme et des conflits ; et prendre systématiquement en compte la RRC, l'adaptation au changement climatique et le renforcement de la résilience dans les plans nationaux et sectoriels. Ces examens fourniront de la matière pour alimenter le rapport sur la situation du développement tenant compte des risques.
- **Activité 2.3.** Mettre au point et adopter des outils intégrés de prise en compte systématique de la RRC, du changement climatique et de la prévention des conflits pour guider les États membres. Le PNUD procède actuellement à la mise au point d'un outil de prise en compte systématique des ODD, des CDN et de la RRC, qui peut être adapté aux besoins du Sahel. En outre, il collabore également avec l'UA et le Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies Bureau (UNDOCO) à l'élaboration d'une évaluation intégrée des risques liés à la sécurité climatique dans le bassin du lac Tchad, qui serait également utile au reste des pays du Sahel.
- **Activité 2.4.** Renforcer les plateformes nationales pour la RRC pour permettre l'intégration, la coordination et le transfert de connaissances sur les meilleures pratiques de RRC, d'ACC et de prévention des conflits.
- **Activité 2.5.** Examiner les dépenses publiques consacrées à la gestion des risques de catastrophe. Cet examen produira des informations essentielles et permettra de comprendre comment les ressources financières sont affectées aux stratégies et aux effets concernant la RRC et le renforcement de la résilience par le biais de différentes sources de financement publiques (intérieures, extérieures, etc.) Il permettra également aux États de rendre compte de l'affectation des ressources à la RRC conformément au CASRRC, à l'Accord de Paris et à leurs contributions déterminées au niveau national (CDN).
- **Activité 2.6.** Expérimenter le système de cotes et marquage budgétaires pour suivre l'affectation des ressources à la RRC et au changement climatique et dispenser des formations en la matière.
- **Activité 2.7.** Mettre au point des outils et dispenser des formations à l'intention des États membres de la CEDEAO, en particulier des décideurs des ANG, des ministères chargés de la planification et des finances et de ceux responsables de l'environnement et du genre, pour l'intégration de la RRC et de l'ACC dans les processus de planification et de budgétisation nationaux et sectoriels.
- **Activité 2.8.** Fournir aux OSC régionales des formations sur les activités de plaidoyer en faveur du genre et des droits humains et les y exposer afin d'influer sur l'intégration de l'égalité des sexes et des droits humains dans les lignes directrices régionales et sectorielles concernant la prise en compte systématique de la RRC et dans les plans de développement.
- **Activité 2.9.** En collaboration avec l'ARC, aider la CEDEAO dans le travail de plaidoyer mené auprès des pays du Sahel pour l'assurance contre les risques de catastrophe et améliorer leurs capacités à effectuer une meilleure planification concernant les catastrophes, s'y préparer et y répondre.

Produit 3 : Processus régionaux de redressement et de renforcement de la résilience améliorés, qui prennent en compte les risques de catastrophe et de changement climatique sous-jacents et rétablissent les mécanismes de développement durable dans les pays du Sahel

Le redressement après une catastrophe gagne en importance à mesure que le nombre de personnes touchées par des catastrophes, le changement climatique et les conflits augmente dans le Sahel. Bien que les approches humanitaires aient apporté secours à des millions de personnes et les aient aidées à poursuivre leur vie, trop souvent, elles ne permettent pas d'améliorer durablement les perspectives de nombreuses personnes dans des environnements en proie à la fragilité et à des crises comme le Sahel et la région du lac Tchad. Des millions de personnes sont prises au piège de la dépendance à l'égard d'une aide

immédiate qui les maintient en vie sans pour autant assurer leur capacité à prospérer et à être autonomes sur le long terme.

Parallèlement, l'on reconnaît de plus en plus les conséquences de processus de redressement mal gérés. Il est de plus en plus reconnu que si les causes sous-jacentes des catastrophes ne sont pas traitées pendant le processus de redressement après une catastrophe, les risques s'accumulent et s'accompagnent de coûts économiques et sociaux encore plus élevés à l'avenir. Le processus de redressement offre l'occasion de reconstruire les infrastructures et les actifs socioéconomiques de sorte qu'ils puissent résister aux effets futurs des catastrophes et ainsi faire en sorte que les investissements publics soient protégés et les pertes minimisées. Le redressement est également l'occasion de renforcer la résilience grâce à l'amélioration des capacités institutionnelles, à des politiques favorables et aux outils et ressources nécessaires à cet effet. Pour s'assurer que les catastrophes n'entraînent pas un recul du développement, mais offrent plutôt la possibilité de reconstruire en mieux et de regagner rapidement la trajectoire du développement, les institutions régionales et les États doivent être prêts à gérer les processus de relèvement futurs de manière durable et inclusive, et ce avec compassion. Au regard du caractère prolongé et récurrent des catastrophes dans la région du Sahel, le redressement offre la possibilité d'utiliser les avantages de l'action humanitaire pour saisir les opportunités de développement et renforcer la résilience durable. Il est donc nécessaire de renforcer les dispositifs institutionnels aux niveaux régional et national en ce qui concerne la manière de préparer et de mettre en œuvre un redressement efficace.

Le projet cadre avec la **priorité 4 du CASRRC – renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction**. Travailler de façon collégiale avec des partenaires clés à tous les échelons dans les pays renforcera les capacités des pouvoirs publics à évaluer, planifier, mettre en œuvre et gérer les processus de redressement après une catastrophe qui favorisent la réduction des risques et renforcent la résilience. Les pays du Sahel bénéficieront d'un appui pour élaborer et mettre en œuvre des cadres de résilience qui s'inspirent des enseignements tirés des catastrophes précédentes. À titre indicatif, les activités du projet sont les suivantes :

- **Activité 3.1.** Procéder à un examen complet des dispositifs (institutions, politiques publiques et pratiques en place) pour le redressement après une catastrophe et le renforcement de la résilience. Les aspects à examiner peuvent être les suivants, notamment : les cadres de politiques et cadres juridiques en matière de redressement (y compris la mesure dans laquelle le redressement est considéré dans la politique actuelle de RRC) ; les dispositifs institutionnels pour le redressement ; les capacités de redressement en place ; les pratiques et modalités de mise en œuvre du redressement.
- **Activité 3.2.** Renforcer les capacités de l'Unité de RRC de la CEDEAO en matière d'état de préparation pour la réponse et le redressement en cas de catastrophe afin de mieux aider les meilleurs États membres
- **Activité 3.3.** Élaborer et déployer des cadres de politiques de redressement tenant compte des droits de l'homme et du genre à la lumière de l'examen mentionné ci-dessus. Le projet soutiendra l'élaboration de politiques régionales qui décrivent l'aide au redressement que les États devraient apporter aux ménages touchés lorsqu'une catastrophe survient. Le cadre de politiques incarnera la vision, les objectifs stratégiques et les modalités de redressement communs.
- **Activité 3.4.** Renforcer les dispositifs institutionnels du redressement qui s'appuient sur l'action humanitaire en cours, grâce à des formations et à la définition des rôles et responsabilités concernant le redressement au sein des entités de l'État central (ministères chargés de la planification et de la gestion des catastrophes et autres ministères sectoriels) et entre les échelons national et infranational. Pour la région du lac Tchad, ce projet cherchera à créer des synergies avec le Programme de stabilisation et de résilience¹⁸, dont la durée est de trois ans, afin de

¹⁸ Le 4 septembre, une conférence de haut niveau tenue à Berlin a mobilisé des engagements se chiffrant à 2,7 milliards de dollars pour renforcer la stabilisation et la résilience dans la région du lac Tchad

renforcer le lien entre l'action humanitaire et le développement à travers l'effort de redressement et de tenir compte de la RRC dans les activités de renforcement de la résilience.

- **Activité 3.5.** Travaillant en partenariat avec l'UE et le GFDRR¹⁹, organiser des ateliers régionaux de formation à l'évaluation des besoins après une catastrophe (PDNA), à l'intention des agences de gestion des catastrophes, des ministères chargés de la planification et du développement économique et des ministères sectoriels, afin de renforcer les capacités et d'institutionnaliser la préparation au redressement.
- **Activité 3.6.** Assurer une formation des formateurs portant sur la PDNA, qui permettra aux institutions régionales de fournir un appui technique aux pays du Sahel en préparation aux catastrophes et à la suite de celles-ci. Organisé en collaboration avec PERIPERI U et WASCAL, le programme de formation des formateurs ciblera également les universités et autres institutions dans l'optique de créer un réseau d'experts en PDNA en Afrique de l'Ouest, compte tenu des difficultés actuelles à trouver des experts en PDNA francophones lorsque le besoin s'en fait sentir.

Produit 4 : Capacités régionales de gestion des risques urbains renforcées au Sahel

Le taux élevé d'urbanisation de l'Afrique a pour résultat l'installation de populations urbaines dans des zones géographiques qui sont fréquemment touchées par des catastrophes. La conséquence en est une vulnérabilité accrue de ces populations et des infrastructures. L'urbanisation offre d'énormes opportunités de développement économique et humain pour de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le Sahel y compris. Toutefois, ces opportunités sont également vulnérables aux risques et aux pertes résultant de catastrophes. La tendance actuelle montre qu'en Afrique subsaharienne, de plus en plus d'espaces urbains sont exposés au risque de catastrophe. Les catastrophes se sont multipliées dans la région depuis les années 1970, l'augmentation de l'exposition des populations aux risques de catastrophe étant largement due à une croissance démographique particulièrement concentrée dans les villes, à laquelle viennent s'ajouter les effets de la fragilité. Malgré le nombre important de catastrophes de grande envergure dans la région, on ne saurait sous-estimer les effets des aléas quotidiens (par exemple, les maladies infectieuses associées à l'insalubrité) et des catastrophes de faible amplitude (par exemple, les inondations localisées et les petits incendies). À l'échelle de la ville, surtout, il est essentiel de comprendre les liens entre le processus de développement, les risques quotidiens sous-jacents et les risques de catastrophe périodiques si l'on veut faire en sorte que le développement contribue à réduire plutôt qu'à entraîner des risques.

Le processus d'urbanisation rapide et souvent non planifié interagissant avec les risques de catastrophe et les risques climatiques, il est nécessaire de renforcer les capacités des villes à gérer les risques urbains. Cela suppose que les institutions locales, à commencer par les municipalités, disposent de capacités organisationnelles adéquates, ainsi que de capacités et de plans pour faire face aux conséquences des catastrophes. À titre indicatif, les activités relevant de ce produit sont les suivantes :

- **Activité 4.1.** Entreprendre une évaluation exhaustive pour comprendre les risques actuels de catastrophe urbaine et comment la planification urbaine fait face aux menaces de catastrophe. Cette évaluation se penchera sur la dynamique de l'urbanisation rapide, la dégradation de l'environnement, le changement climatique et les catastrophes, et sur la manière dont ces éléments affectent le renforcement de la résilience urbaine au Sahel. Elle examinera également les politiques et plans régionaux et nationaux de gestion des risques urbains et les capacités institutionnelles pour y faire face.
- **Activité 4.2.** Se fondant sur l'évaluation mentionnée ci-dessus, élaborer deux plans d'action de gestion des risques urbains pour guider le Sahel, en associant les municipalités et les conseils municipaux.

¹⁹ Le PNUD et la Banque mondiale reçoivent tous deux des fonds spécifiques de l'UE au titre de l'appui à des formations à la PDNA à l'échelle mondiale. À cet égard, le présent projet collaborera étroitement avec le projet du PNUD sur le renforcement des capacités pour un redressement résilient (phase II) (*Building Capacities for Resilient Recovery- Phase II*) et avec la Banque mondiale pour éviter une répétition inutile des mêmes activités.

- **Activité 4.3.** Sensibiliser et associer les communautés urbaines à la gestion des risques urbains, y compris aux solutions de gestion durable des déchets.
- **Activité 4.4.** Développer les capacités de l'UA et de la CEDEAO à aider les États membres à mettre en œuvre et suivre les mesures de gestion des risques urbains.
- **Activité 4.5.** Élaborer un cadre régional qui propose des approches et des outils systématiques et pragmatiques d'évaluation de la résilience urbaine, et élaborer des plans de gestion des risques urbains au Sahel.
- **Activité 4.6.** Renforcer la capacité des municipalités et des conseils municipaux à sensibiliser les communautés urbaines aux codes du bâtiment et à la gestion des déchets et à d'autres mesures appropriées de réduire des risques de catastrophe urbaine.

Produit 5 : Innovations et connaissances en matière de développement tenant compte des risques améliorées grâce au dialogue régional et aux échanges Sud-Sud

Reconnaissant les insuffisances des connaissances et des pratiques en matière d'analyse des risques, de politiques publiques et de dispositifs institutionnels requis pour la RRC, la préparation au redressement et la gestion des risques urbains, et afin de contribuer à la somme de connaissances existantes et de renforcer la base de données probantes sur le développement tenant compte des risques, le projet encouragera des échanges réguliers de connaissances dans la région. Le projet diffusera les meilleures pratiques et expériences d'autres pays et régions à travers des ateliers régionaux, des symposiums annuels et des échanges Sud-Sud, et en publiant des produits du savoir, dont des articles examinés par des pairs. Grâce aux partenariats noués par le PNUD avec notamment les CER, la Banque mondiale, des universités et instituts de recherche, et aux enseignements tirés de ses programmes sur la RRC et la résilience menés avec l'UA, le RIASCO, l'IGAD et le COMESA, entre autres, le projet s'appuiera sur ces enseignements pour orienter et accélérer un développement tenant compte des risques à travers le Sahel. Les échanges Sud-Sud et l'apprentissage régional s'étendront également jusqu'en Asie, notamment en ce qui concerne la gestion des données sur les catastrophes. À titre indicatif, les activités relevant de ce produit sont les suivantes :

Activité 5.1. Élaborer des supports de communication, dont des études de cas et des documents consignants les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques en matière de RRC et de renforcement de la résilience d'autres membres de la CER.

Activité 5.2. Organiser une réunion régionale sur les statistiques relatives aux catastrophes, qui rassemblera les principaux partenaires mondiaux, régionaux et nationaux, au nombre desquels des donateurs, des CER, des banques régionales de développement, des organes intergouvernementaux et des OSC, dans le but de mobiliser un soutien politique et financier pour la production de statistiques sur les catastrophes.

Activité 5.3. Organiser un atelier régional de dialogue sur les politiques de dépenses publiques liées à la RRC et sur les enseignements tirés de l'expérience à travers l'Afrique et l'Asie dans des pays où des progrès importants ont été accomplis dans la prise en compte systématique et le financement de la RRC.

Activité 5.4. Organiser des échanges Sud-Sud pour faciliter le changement des pratiques professionnelles dans le domaine de l'urbanisme et de l'application des codes du bâtiment grâce à l'engagement démontré des professionnels, des acteurs du secteur de la construction et des praticiens du développement.

Activité 5.5. Aider la CEDEAO et l'UA à intensifier et poursuivre à une plus grande échelle les activités satisfaisantes du projet dans d'autres CER telles que l'UMA et la CEEAC dont certains États membres se trouvent également dans la région du Sahel.

Activité 5.6. Créer un espace pour l'organisation au niveau régional des droits humains sexospécifiques afin d'exercer une influence sur les plateformes régionales et le dialogue sur la RRC et l'adaptation.

Activité 5.7. Organiser un atelier sur la RRC et l'adaptation en Afrique dans le but de partager les leçons tirées des résultats du projet avec les autres pays d'Afrique.

Activité 5.8. Organiser des formations, mener des recherches et assurer le transfert de connaissances pour développer les capacités régionales des milieux universitaires au Sahel (gestion des risques urbains, analyse des risques, PDNA, etc.).

Développement des capacités de la CEDEAO, de l'UA et de la région du Sahel

Les résultats proposés dans la théorie du changement seront atteints en promouvant la coordination et le partenariat régionaux au Sahel grâce à la fourniture d'un appui à la CEDEAO pour la mise en place de systèmes de renforcement de la mise en œuvre d'un développement tenant compte des risques dans la région du Sahel. L'habilitation de la CEDEAO et d'autres autorités régionales telles que la CBLT et le CILSS aidera en retour la région à assurer le suivi et la surveillance de ses progrès dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai. Pour ce faire, le projet se mettra l'accent sur l'habilitation des capacités des départements compétents chargés de la RRC et du renforcement de la résilience, à l'exemple de la Direction des affaires humanitaires et sociales, qui héberge l'Unité de réduction des risques de catastrophe de la CEDEAO. L'habilitation à cet égard comprendra la création au sein de la CEDEAO d'une unité de gestion de projet qui encadrera l'Unité de RRC et lui apportera un appui technique au jour le jour. L'équipe de mise en œuvre du projet renforcera les capacités opérationnelles de l'équipe de RRC de la CEDEAO. Il comprendra également la formation du personnel au sein des départements de RRC des institutions régionales pour guider la région, mais aussi pour former les États, organiser des classes de maître pour ceux-ci et d'autres institutions régionales sur les questions mises en évidence dans les produits du projet. Au cours du processus de consultation avec la CEDEAO et l'UA, ces deux institutions ont également formulé des demandes spécifiques de renforcement de leurs capacités institutionnelles dans les domaines de la gestion des risques urbains et de la préparation à la réponse aux catastrophes et au redressement. Ces demandes ont été prises en compte dans les activités du projet, notamment celle portant sur l'affectation d'experts techniques auprès de ces institutions.

Des études conjointes permettraient de renforcer les capacités internes de la CEDEAO, de l'UA et d'autres institutions régionales. L'habilitation consisterait aussi à doter ces institutions régionales d'outils pour un plaidoyer fondé sur des données factuelles en faveur d'un développement qui tient compte des risques ; à adopter et adapter les outils et méthodes appropriés existants ; et à produire des données pour guider dans la mise en œuvre et le suivi des objectifs du CASRRC et du PdA par ces institutions. En développant les capacités de la CEDEAO et d'autres institutions régionales, dont le mandat est d'aider leurs États membres à réaliser les objectifs de développement durable, le projet créerait un pool de connaissances et d'informations au sein de ces institutions, vers lesquelles les États pourraient alors se tourner pour obtenir des orientations. L'incorporation de données de gestion des catastrophes dans AGRHYMET assurerait par ailleurs la durabilité, car AGRHYMET dispose déjà des capacités institutionnelles pour stocker et traiter les données pouvant soutenir les processus décisionnels nationaux et régionaux. Le ciblage de la CEDEAO et des institutions régionales affiliées facilitera l'appropriation des processus de RRC et donnera des moyens d'action aux CER et aux États, ce qui favoriserait l'institutionnalisation du développement tenant compte des risques et la durabilité des bonnes pratiques émanant du projet.

Le renforcement des capacités qui ressort de la théorie du changement concerne aussi les institutions non gouvernementales représentant les détenteurs de droits, qui peuvent demander des comptes à la CEDEAO, à l'UA et aux États concernant la protection de la vie et des moyens de subsistance de millions de personnes au Sahel. À cet égard, le projet mettra à contribution les capacités d'ONU Femmes et des organisations régionales de défense des droits de l'homme pour aider les institutions régionales et les États à comprendre les dimensions du genre et des droits de l'homme que revêtent les catastrophes dans la région. Le renforcement des capacités régionales nécessite également une collaboration étroite avec les institutions de recherche et le monde universitaire. Compte tenu du rôle que ce dernier joue dans l'amélioration des pratiques de développement, exerçant de l'influence sur une nouvelle génération de professionnels et sur la transformation de la société, le projet travaillera avec des réseaux universitaires régionaux travaillant sur la RRC et l'adaptation. Il s'agirait notamment de PERIPERI U (un consortium de 21 universités d'Afrique) et du West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use (WASCAL). Cette démarche de collaboration visera à assurer la prise en compte de nouvelles perspectives sur la compréhension des risques dans la région et à contribuer efficacement au dialogue et au développement des capacités au niveau régional. En ce qui concerne les aspects détaillés de la manière dont les capacités régionales évoquées ci-dessus seront améliorées, prière de se référer aux activités des produits présentés ci-dessous.

Assurer la durabilité et renforcer la capacité opérationnelle de la CEDEAO à mieux aider ses États membres sur les questions de RRC et de renforcement de la résilience à l'avenir, le projet consacrera des ressources particulières au développement des capacités. Cela supposerait de mener les activités suivantes :

1. Évaluation des besoins en capacités, y compris un examen de l'administration de la passation des marchés et des systèmes de ressources humaines utilisés par la CEDEAO. Cela dit, les évaluations des capacités effectuées par d'autres partenaires de développement tels que la Banque mondiale ou l'UE seraient également admissibles.
2. Élaboration d'un plan de développement des capacités.
3. Formation de la Direction des affaires humanitaires et sociales de la CEDEAO.
4. Fourniture de certains fonds pour faciliter le développement des capacités en matière de passation de marchés au titre de programmes.

En outre, le PNUD assurera également le renforcement développement des capacités de l'UA dans les domaines de la gestion des risques urbains.

Phase de lancement du projet

La première étape importante de ce projet sera la conduite de sa phase de lancement, qui durera un an et comportera des activités spécifiques. Cette phase apporte plus de clarté au projet ou l'affine afin de tenir compte des changements qui peuvent s'être produits depuis l'élaboration et l'adoption du Descriptif de projet. La phase de lancement comprendra notamment un atelier de lancement qui réunira toutes les parties responsables, les donateurs, les représentants d'autres initiatives en cours au Sahel (par exemple AGIR, G5 Sahel, Plan de soutien de l'ONU au Sahel, etc.) et d'autres parties prenantes pour valider les résultats attendus du projet. En outre, la phase de lancement débouchera sur l'établissement d'un plan de travail et d'un budget détaillés pour le projet (degré de détail considérable pour la première année) et s'achèvera par la première réunion du Comité directeur du projet dont l'objet sera l'approbation du plan de travail et du budget. Au cours de la phase de lancement, les informations de base manquantes seront complétées et validées. C'est également durant cette période que le personnel essentiel de la gestion du projet sera recruté et les bureaux établis et équipés d'ordinateurs et autres matériels nécessaires. L'élaboration des TDR et le recrutement de consultants clés et de cabinets de conseil seront également réalisés, de même que la livraison d'études phares pour le projet, qui détermineront davantage la théorie du changement et les priorités du projet. Les activités détaillées de la phase de lancement sont présentées à la page 42.

Ressources requises pour obtenir les résultats escomptés

Le tableau ci-dessous présente le budget indicatif pour chaque produit ainsi que le budget pour la gestion du projet, les produits de communication et de connaissance, ainsi que les services de gestion générale (SGG).

Produits du projet	Budget indicatif (dollars US)
Produit 1 : Capacité accrue de suivi et de contrôle des progrès dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et du Programme d'action de l'UA au Sahel grâce à des systèmes améliorés de collecte, d'analyse et de communication de données.	1 286 580
Produit 2 : Cadres réglementaires et stratégiques régionaux et multinationaux renforcés pour traduire les données sur les catastrophes et le climat en développement tenant compte des risques	1 202 180
Produit 3 : Processus régionaux de redressement améliorés qui prennent en compte les risques de catastrophe et de changement climatique sous-jacents et rétablissent les mécanismes de développement durable dans les pays du Sahel	483 820
Produit 4 : Capacités régionales de gestion des risques urbains renforcées au Sahel	693 880

Produit 5 : Connaissances en matière de développement tenant compte des risques améliorées grâce au dialogue régional et aux échanges Sud-Sud	876 530
Contribution du PNUD	564 400
Suivi et évaluation	150 000
Coordination de la phase de lancement du projet	138 009
Coût de la gestion du projet	1 654 098
Services de gestion générale (8 %)	518 808
Total général	7 568 305

IV. PRINCIPES DIRECTEURS DU PROJET

Droits de l'homme, égalité entre les sexes et ne laisser personne de côté

Le projet repose sur les principes des droits de l'homme. Le changement climatique et les catastrophes auront de profondes répercussions sur l'exercice de leurs droits de l'homme par les communautés de la région. Dans de nombreux pays sahéliens, cela est déjà une réalité. Les droits concernés sont notamment le droit à la vie, le droit à la nourriture, le droit à l'eau et à l'assainissement, le droit à la santé, le droit à un niveau de vie adéquat, le droit à l'énergie, le droit au logement et le droit à la propriété. S'il est vrai que les catastrophes n'épargnent personne, les données factuelles montrent en revanche que la violation des droits de l'homme à la suite de catastrophes n'est pas répartie également. Les effets sont plus graves pour certains groupes sociaux du Sahel que pour d'autres. Les pauvres, qui jouissent déjà de moins de droits, seront plus durement touchés. Au sein de ce groupe, les femmes et les filles sont souvent confrontées à de nouveaux dénis de leurs droits et, par conséquent, subissent de plein fouet les effets des catastrophes. À titre d'exemple, au Tchad et au Niger, les femmes et les enfants représentent la plus grande proportion des personnes déplacées en raison de la conjonction des conflits et des sécheresses. Les femmes disposent également de moins de moyens pour faire face aux effets de la pauvreté et de leurs rôles sexospécifiques, comme l'incapacité pour elles de migrer à la recherche d'un travail étant donné qu'elles doivent s'occuper de leur famille²⁰. Pour renforcer la résilience durable, il est urgent que la région commence à s'attaquer systématiquement aux causes profondes de la vulnérabilité grâce à des approches fondées sur les droits de l'homme qui protégeraient et garantiraient l'autonomisation des groupes marginalisés. À cet égard, le projet met l'accent sur le développement des capacités des institutions nationales et régionales chargées de la RRC afin qu'elles puissent mieux comprendre les vulnérabilités différentielles et les risques auxquels sont confrontés les différents groupes sociaux, et comment les prendre en compte efficacement. Pour faire en sorte que les voix, les priorités et le sens de l'initiative des pauvres, des femmes et des groupes marginalisés soient pris en compte dans la poursuite des résultats du projet, ce dernier mobilisera et promouvra les voix des OSC qui représentent les groupes vulnérables. La participation des organisations de la société civile spécialisées sur le genre et les droits humains sera également assurée afin de veiller à ce que les États de la CEDEAO et du Sahel soient également tenus comptables.

²⁰ PNUD et Adelphi 2019 : Breaking the Conflict Trap: A Risk Assessment of the Lake Chad Region (projet)

Partenariats

Les partenariats occupent une place centrale dans la mise en œuvre des projets du PNUD. En tant qu'initiative régionale, le projet visera à renforcer la collaboration et les partenariats avec les institutions régionales et le système des Nations Unies. Il sera ainsi mis en œuvre en partenariat avec quatre entités principales : la CEDEAO, l'UA, l'UNISDR et ONU Femmes. Le projet collaborera par ailleurs avec d'autres institutions régionales telles que la CBLT, le CILSS, PERIPERI U, WASCAL, les organisations régionales des droits de l'homme, entre autres. Les forces techniques des principaux partenaires du projet sont expliquées ci-dessous. L'accent étant mis sur les partenariats entre les secteurs et les professions, la coopération Sud-Sud, y compris avec des pays asiatiques, constituera la pierre angulaire du partenariat et de la collaboration pour une mise en œuvre satisfaisante du projet. Le PNUD assurera la coordination étroite de son approche de développement des capacités avec le programme GFDRR-FED administré par la Banque mondiale, principal donateur qui finance la réalisation de la stratégie régionale de RRC en Afrique en collaboration avec la CUA et les CER. S'agissant de la préparation au redressement, les formations en PDNA seront soutenues par un programme existant de développement des capacités en matière de PDNA et de CRC. Le programme sur la PDNA et le CRC est le fruit d'un accord conjoint signé entre le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUMD), l'Union européenne (UE) et la Banque mondiale (BM), portant sur les évaluations après une crise et la planification du redressement. Cet accord engage les organisations signataires à collaborer et à recourir à des approches communes d'évaluation et de planification du redressement dans les situations d'après-crise, y compris les situations de catastrophe. À cet égard, le projet tirera parti des compétences de la Banque mondiale, de l'UE et du PNUD en matière de PDNA afin de renforcer les capacités des ANGIC et du monde universitaire pour la réalisation d'une PDNA.

L'un des principes directeurs de ce projet est de s'assurer qu'il contribue à l'accord du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016 sur la nouvelle méthode de travail (NMT). Pour assurer des complémentarités plus fortes entre l'action humanitaire et le développement, le projet cherchera à mettre en œuvre les aspects suivants :

- Partage des connaissances relatives aux catastrophes et aux risques climatiques avec les acteurs humanitaires par le biais d'AGRHYMET et des acteurs humanitaires d'AGIR ;
- Consultation des acteurs humanitaires intervenant dans les crises provoquées par des conflits et des catastrophes lors de l'analyse des risques afin de s'assurer que leur point de vue et leurs réalités sur le terrain sont pris en compte dans l'analyse et les recommandations ;
- Participation des acteurs humanitaires aux réunions d'experts destinées à examiner les outils et méthodes intégrés applicables à la RRC, au changement climatique, aux conflits et au genre afin de s'assurer que lesdits outils répondent également aux besoins des acteurs humanitaires ;
- Participation des acteurs humanitaires aux plateformes régionales et nationales consacrées à la RRC pour s'assurer que leurs voix et priorités soient également prises en compte dans les priorités relatives à la RRC retenues dans ces forums.

Avantages comparatifs du Partenaire de mise en œuvre du projet et des parties responsables

Expérience mondiale, régionale et nationale du PNUD en matière de RRC et d'adaptation au changement climatique

Le PNUD est l'organisme chef de file de l'ONU pour ce qui est de la mise en œuvre sur le terrain de mesures de RRC et d'adaptation au changement climatique au sein du système des Nations Unies. Au niveau institutionnel, entre 2005 et 2016, le PNUD a mis en œuvre environ 1 500 projets dans près de 150 pays, ces projets comprenant une composante considérable dédiée à la gouvernance des risques de catastrophe et des risques climatiques. Ces projets représentaient 64 % (soit **1,3 milliard de dollars**) du montant total du portefeuille d'opérations du PNUD liées à la réduction des risques de catastrophe, qui se chiffre à **2,1 milliards de dollars**. La plupart des dépenses ont été exécutées dans la région Asie et Pacifique, suivie de l'Afrique²¹. Le PNUD renforce ses capacités de gouvernance des risques de catastrophe

²¹ PNUD 2017, 10 Things to Know on Disaster and Climate Risk Governance:

et des risques climatiques grâce à un ensemble complet de services complémentaires d'appui aux politiques et aux programmes, couvrant les catégories suivantes :

- Évaluation et analyse
- Institutions (développement des capacités, formation, coordination, décentralisation)
- Cadres juridique et réglementaire
- Plans (plans d'action, plans nationaux, infranationaux et sectoriels et cadres de planification)
- Politiques (politiques et stratégies nationales et sectorielles et cadres stratégiques)
- Planification et budgétisation du développement tenant compte des risques (ou prise en compte systématique)
- Gouvernance du redressement après une catastrophe
- Gestion communautaire et urbaine des risques
- Égalité des sexes

En Afrique, le PNUD fournit actuellement un soutien technique et financier aux États et aux CER pour réaliser leurs priorités mondiales, régionales et nationales en matière de RRC. Au niveau continental, le PNUD a aidé l'Union africaine à rédiger son Programme d'action (PdA) pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai et à le faire entériner par les États membres. En outre, en ce qui concerne l'expertise technique, le PNUD a également mis à la disposition de la **SADC** un consultant qui aide cette CER à élaborer son cadre régional pour la résilience. De même, à la demande du **COMESA** adressée au PNUD vers la fin de 2018, ce dernier fournit un soutien technique à son Unité chargée du changement climatique et assure le renforcement de ses capacités au titre de l'élaboration de sa stratégie régionale et de son plan d'investissement pour la résilience et de la mise en place de systèmes d'alerte précoce. Cette stratégie devrait être finalisée d'ici juin 2019. Par ailleurs, au cours des quatre dernières années, le PNUD a fourni un soutien appuyé à l'**ICPAC, institution spécialisée de l'IGAD**, pour aider de dernier à améliorer sa prestation de services à l'appui du renforcement de la résilience aux crises dans la région. Grâce au soutien du PNUD, l'ICPAC est désormais en mesure de fournir des prévisions climatiques et des informations d'alerte précoce à la Grande Corne de l'Afrique en vue d'une intervention rapide. De plus, le PNUD soutient l'IGAD en renforçant les capacités de ses États membres en matière de préparation au redressement après une catastrophe. Depuis 2017, le PNUD, travaillant en collaboration avec la Banque mondiale, a soutenu six pays de la Corne de l'Afrique grâce à des évaluations des besoins après une catastrophe (PDNA)²².

Le PNUD soutient également la Commission du bassin du lac Tchad dans la réalisation de ses ambitions de stabilisation et de résilience dans la région du lac Tchad. Le renforcement de la stabilisation et de la résilience de la région du lac Tchad est une autre initiative sur laquelle s'appuiera ce projet. En septembre 2018, avec le soutien du PNUD, les quatre États de la région du lac Tchad, l'Initiative pour le lac Tchad et le système des Nations Unies ont lancé un appel aux donateurs internationaux lors d'une conférence tenue à Berlin pour appuyer la réponse humanitaire et la stabilisation et le renforcement de la résilience. Cet appel a permis de recueillir des annonces de contributions s'élevant à 2,7 milliards de dollars, dont environ 1,5 milliard de dollars réservés à la stabilisation et au renforcement de la résilience. Parallèlement, le PNUD fournit un appui technique direct à la CBLT en contribuant à développer sa capacité à aider ses États membres à réaliser les objectifs de stabilisation et de résilience. En outre, le PNUD s'est associé à Adelphi pour mener une évaluation de l'analyse de la situation climatique et sécuritaire dans le bassin du lac Tchad, y compris les effets du changement climatique sur le lac lui-même. Cette évaluation offre la possibilité de comprendre plus en détail les complexités et les interactions entre les conflits, le changement climatique, la gouvernance et les moyens de subsistance dans la région, mais aussi de proposer des solutions envisageables de stabilisation et de renforcement de la résilience qui prennent en compte des enjeux multidimensionnels. Les conclusions de cette étude devraient également influencer sur les activités du présent projet lors de sa phase de lancement. Le projet complétera donc cette initiative par l'apport d'un soutien technique au bassin du lac Tchad pour s'assurer que les contributions financières

<https://www.undp.org/content/dam/undp/library/Climate%20and%20Disaster%20Resilience/10%20things%20to%20know%20on%20Disaster%20and%20Climate%20Risk%20Governance%20in%20UNDP.pdf>

²² Il s'agit de l'Ouganda, du Soudan du Sud, du Kenya, de l'Éthiopie, de la Somalie et de Djibouti.

annoncées aient un impact durable sur les politiques et les institutions qui soutiennent un développement tenant compte des risques. L'Initiative de stabilisation et de renforcement de la résilience et le présent projet ciblent tous deux la CBLT, ce qui facilitera la coordination et l'échange d'expériences entre les deux opérations.

Au niveau national, et contrairement à ses partenaires de projet, le PNUD est présent dans tous les pays africains, y compris ceux du Sahel, ce qui lui permet de mieux cerner les défis auxquels ces pays sont confrontés dans le domaine de la réduction des risques. Au cours des 12 dernières années, le PNUD a investi plus de **360 millions de dollars dans la RRC** à travers l'Afrique, couvrant les domaines précédemment mentionnés plus haut²³. En outre, depuis l'adoption du Cadre d'action de Sendai, le PNUD a joué un rôle crucial en aidant les pays africains à aligner leurs stratégies nationales de RRC et leurs cadres de résilience sur le Cadre d'action de Sendai²⁴. À cet égard, le projet tirera parti de l'intervention et de l'expérience à long terme du PNUD aux niveaux mondial, régional et national dans le renforcement de la résilience grâce à l'adaptation au changement climatique, à la réduction des risques de catastrophe et au travail de redressement après une catastrophe afin de produire les résultats qui en sont attendus. Pour de plus amples informations sur le travail mené actuellement par le PNUD au niveau régional dans les domaines de la RRC et du renforcement de la résilience, prière de se référer à l'annexe I.

Expérience de l'Union africaine concernant la RRC

Après l'adoption du Cadre d'action de Sendai, les États membres de l'Union africaine (UA) ont élaboré le Programme d'action pour sa mise en œuvre en Afrique (PdA). Le PdA représente le plan stratégique pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai en Afrique. Il engage la CUA à coordonner sa mise en œuvre sur l'ensemble du continent. Pour la coordination globale des activités de RRC en Afrique, l'UA organise deux fois par an les réunions du Groupe de travail africain sur la RRC et un forum biennal de la Plateforme régionale pour l'Afrique en collaboration avec l'UNISDR. La CUA a également la responsabilité de faire rapport sur la mise en œuvre du PdA tous les deux ans. En outre, elle a créé une Unité de RRC, dont le mandat principal est de faciliter la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine de RRC et du Programme d'action pour la mise en œuvre du CASRRC 2015-2030 en Afrique. Par le biais de l'Unité de RRC, l'UA fournit des orientations continentales en menant les actions suivantes :

- Suivi et mise en place de systèmes de notification pour faciliter l'établissement du rapport biennal pour l'Afrique à soumettre au Sommet de l'UA d'ici janvier 2020 ;
- Initiation, pilotage et facilitation de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques relatives à la réduction des risques de catastrophe ;
- Coordination et renforcement des systèmes d'alerte précoce aux catastrophes et renforcement de la capacité des CER et des États membres à prendre des mesures efficaces d'alerte précoce et de prévention des catastrophes ;
- Mobilisation et renforcement de partenariats, facilitation de l'adoption et représentation des positions africaines dans les négociations mondiales sur la réduction des risques de catastrophe ;
- Supervision du suivi et de l'évaluation et établissement de rapports sur la mise en œuvre des cadres de RRC ;
- Facilitation de l'apprentissage entre les CER et les États membres et de l'apprentissage entre les États africains et ceux d'autres continents dans les domaines de la gestion des risques de catastrophe et de la résilience ;
- Réalisation et commande d'études sur la RRC destinées à éclairer les politiques, les actions de plaidoyer et les programmes ; exemple : le rapport sur la situation de la réduction des risques de

²³ PNUD 2017, 10 Things to Know on Disaster and Climate Risk Governance: <https://www.undp.org/content/dam/undp/library/Climate%20and%20Disaster%20Resilience/10%20things%20to%20know%20on%20Disaster%20and%20Climate%20Risk%20Governance%20in%20UNDP.pdf>

²⁴ Il s'agit du Swaziland, du Soudan du Sud, du Niger, du Kenya, du Botswana, du Burundi et (du Nigéria et de la Sierra Leone – en préparation).

catastrophe en Afrique, qui est une compilation biennale présentant les progrès, les réalisations et les défis liés à la RRC en Afrique ;

- Facilitation de l'organisation de plateformes et institutions continentales de coordination de la RRC et liaison avec les plateformes sous-régionales et nationales pour la RRC ;
- Mise au point et promotion de solutions innovantes de financement de la prise en compte des risques de catastrophe ;
- Coordination et promotion d'ateliers de dialogue sur les politiques, élaboration et mise en œuvre de plans pour la plupart des zones du continent sujettes à des risques, y compris, mais sans s'y limiter, les zones côtières (petits États insulaires et autres zones côtières), pour le développement urbain, la gestion de la sécheresse dans les régions arides et semi-arides, les régions sujettes à des séismes et aux inondations et les groupes difficiles à atteindre, à savoir les femmes, les jeunes et les personnes handicapées ;
- Renforcement du lien entre la RRC, l'action humanitaire, les intervenants d'urgence, la prévention des conflits et la lutte contre les épidémies ;
- Soutien, coordination et renforcement des capacités d'intégration de la RRC dans les secteurs concernés.

L'Unité de RRC procède actuellement à la mise en œuvre du programme sur le renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles face aux aléas naturels dans les régions, pays et communautés subsahariens (*Building Disaster resilience to natural hazards in Sub-Saharan Regions, Countries and Communities*) financé par l'UE-ACP grâce à une enveloppe financière du FED 10. Il s'agit d'un programme de 80 millions d'euros destiné à renforcer la résilience des régions, pays et communautés d'Afrique. Les CER concernées par ce programme sont la CEDEAO, la CEEAC, l'IGAD et la SADC. Quatre partenaires de mise en œuvre à savoir la CUA, la BAD, l'UNISDR et la Banque mondiale à travers le GFDRR assurent la maîtrise d'œuvre de ce programme. La CUA coordonne la mise en œuvre du programme global. Le programme compte cinq domaines de résultats, notamment :

- Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine de RRC (2006-2015) opérationnel
- Les communautés économiques régionales disposent des capacités de coordination, de planification et de conseil en matière de RRC pour aider leurs États membres respectifs et soutenir leur programme régional et sous-régional
- Les capacités de base des centres climatiques nationaux et régionaux spécialisés sont améliorées pour leur permettre de répondre aux besoins des agences chargées de la GRC et des secteurs socioéconomiques en vue d'une utilisation efficace des services météorologiques et climatiques et des systèmes d'alerte précoce en temps réel centrés sur les communautés
- Les pays africains ont amélioré leur connaissance des risques grâce à la compilation de données historiques liées aux catastrophes pour guider l'évaluation et la modélisation des risques futurs
- Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local pour aider les pays africains à prendre des décisions éclairées, à étayer leur capacité de réponse financière après une catastrophe et à atténuer l'impact socioéconomique, fiscal et financier des catastrophes pour les pays africains.

Ce projet arrive à point nommé, car il s'appuiera sur le succès de l'UE-ACP, qui sera clôturée en 2019. Ce projet appliquera les enseignements tirés des stratégies de financement des risques au Sahel, où l'UA jouera un rôle fondamental de plaidoyer pour le financement de la prise en compte des risques. Il élargira par ailleurs la portée des objectifs de coordination de la RRC du projet UE-ACP tout en veillant au fonctionnement des plateformes nationales et régionales pour la RRC.

CEDEAO

Le renforcement des capacités des pays du Sahel en matière de développement tenant compte des risques nécessitera le sens de l'initiative d'un organe directeur régional pour suivre les progrès accomplis dans la poursuite de cet objectif. La plupart des pays sahéliens visés par ce projet étant également membres de la CEDEAO, la CER dispose d'un avantage comparatif par rapport aux autres CER et institutions régionales de la région. La CEDEAO a mis à jour son programme d'action pour la RRC afin de s'aligner sur le Cadre d'action de Sendai, qui fournit des orientations à la région. À cet égard, la CEDEAO fournit à ses États membres des services de planification et des orientations quant aux politiques de planification pour assurer l'alignement avec le PdA et le CASRRC, mais elle suit également les progrès²⁵. Elle facilite la coordination et l'apprentissage en matière de RRC et de résilience entre ses États membres et au-delà grâce à la collaboration avec l'UA.

En outre, la CEDEAO dispose d'une Unité de RRC et d'action humanitaire relevant de la Direction des affaires humanitaires et sociales. L'Unité de RRC est chargée de faciliter la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai et du Programme d'action de la CEDEAO pour sa mise en œuvre à travers l'Afrique de l'Ouest. Si, d'une manière générale, la CEDEAO rencontre quelques difficultés de mise en œuvre, l'Unité de RRC quant à elle met en œuvre le projet ACP-UE sur le renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles face aux aléas naturels dans les régions, pays et communautés subsahariens (*Building Disaster resilience to natural hazards in Sub-Saharan Regions, Countries and Communities*) dans le cadre du résultat 2 dirigé par la Banque mondiale. Il est prévu que les enseignements tirés de ce projet, en particulier en ce qui concerne les capacités régionales de redressement après une catastrophe et l'amélioration des connaissances régionales sur les cadres de gestion des risques de catastrophe pour l'élaboration de stratégies, constituent le socle fondamental de ce projet. Par exemple, forte des connaissances qu'elle a acquises de l'élaboration de la stratégie de GRC dans le cadre du projet ACP-UE, la CEDEAO sera en mesure de diriger la révision de sa propre stratégie de RRC et des stratégies nationales de RRC au niveau national, comme souligné dans les activités relevant du produit 2.

UNISDR

L'UNISDR sert de point focal au sein du système des Nations Unies pour la coordination de la prévention des catastrophes et pour la création de synergies entre les activités de prévention des catastrophes du système des Nations Unies et des organisations régionales et les activités menées dans les domaines socioéconomique et humanitaire. L'UNISDR a également pour mandat spécifique de fournir un appui mondial pour la réalisation des objectifs du CASRRC. Son Secrétariat dispose d'un bureau régional à Nairobi au service des pays africains, les aidant à suivre les progrès réalisés dans l'accomplissement des obligations qui leur incombent au titre du CASRRC. À cet égard, l'UNISDR aide les pays africains à recueillir des données sur les catastrophes, à établir des profils de risques de catastrophe au moyen de la plateforme DesInventor, et à suivre les progrès accomplis par rapport aux objectifs fixés dans le CASRRC et dans le PdA de l'Afrique. Le rôle de l'UNISDR consistant à faire en sorte que les activités menées dans le cadre de ce projet contribuent aux objectifs mondiaux et africains et régionaux de RRC sera crucial.

ONU FEMMES

Au regard du sort réservé aux femmes et aux jeunes, qui portent le fardeau des risques de catastrophe et des effets du changement climatique, ONU Femmes est un partenaire indispensable pour le rôle pivot que cette entité joue dans la région du Sahel en apportant des réponses sexospécifiques pour le renforcement de la résilience, des réponses pour l'édification de la paix et des réponses humanitaires, et en réalisant des programmes de gestion des risques de catastrophe. Et ce non seulement en raison de son mandat de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation économique des femmes, mais aussi de son expertise dans l'appui à la collecte, au traitement et à l'analyse de données ventilées par sexe pour éclairer la formulation des politiques publiques et concevoir des solutions ciblées et durables. S'appuyant sur

²⁵ Par exemple, en mars 2019, le PNUD et la CEDEAO ont fourni un soutien et des conseils au Niger pour la validation de sa politique de RRC.

l'équipe d'experts répartis au siège, dans les centres de services régionaux et les bureaux de pays, et mettant à contribution ses réseaux et partenariats, ONU Femmes est bien placée pour jumeler ce projet à d'autres programmes et initiatives en cours au Sahel menés dans des cadres plus larges, tels que la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS), l'initiative G5 Sahel, la CBLT et d'autres initiatives de résilience et de consolidation de la paix, en vue d'une exploitation et d'une application plus efficaces des conclusions.

Commission du bassin du lac Tchad (CBLT)

Répartis entre l'espace de la CEDEAO et celui de la CEEAC, les pays du bassin du lac Tchad forment une région à mobilité accrue, aux frontières poreuses soumises à des pressions environnementales et sécuritaires croissantes, et aux aléas du changement climatique et des sécheresses. Alors que la CBLT a été créée pour promouvoir la gestion et l'exploitation communes et durables du lac Tchad et d'autres ressources en eau dans la région, au cours de la dernière décennie, elle a vu son mandat s'élargir dans le domaine de la paix et de la sécurité en raison de l'insécurité croissante et de l'émergence de Boko Haram. De ce fait, la CBLT jouera un rôle clé en fournissant des conseils et en proposant les meilleures pratiques sur l'application d'une approche intégrée au renforcement de la résilience et au développement tenant compte des risques, qui intègre les catastrophes, le changement climatique et les conflits. La CBLT jouera également un rôle dans la diffusion des meilleures pratiques dans d'autres régions confrontées à des défis similaires à ceux de la Corne de l'Afrique.

CILSS/AGRHYMET

Le Centre régional AGRHYMET est un institut spécialisé du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), qui réunit neuf États membres²⁶. Ses principaux objectifs consistent à contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire et à l'augmentation de la production agricole dans les États membres du CILSS et à améliorer la gestion des ressources naturelles dans la région sahélienne. AGRHYMET est un centre régional d'excellence en suivi régional agrométéorologique et hydrologique ; statistiques agricoles et surveillance des cultures ; tenue de bases de données régionales ; gestion et diffusion d'informations sur la surveillance des ressources naturelles à travers le Sahel ; renforcement de la coopération interétatique par le partage de méthodes et de technologies. À cet égard, l'expertise d'AGRHYMET sera mise à profit pour trouver un point d'ancrage à la base de données régionale sur les catastrophes, qui bénéficiera d'un soutien dans le cadre de ce projet. En raison du mandat d'AGRHYMET en ce qui concerne la fourniture de statistiques agricoles et la surveillance des cultures, ce centre sera, en conjonction avec le système CILSS, l'interlocuteur de l'initiative AGIR pour s'assurer que les efforts du présent projet contribuent aux objectifs d'AGIR et vice versa.

PERIPERI U et WASCAL

PERIPERI U est une plateforme de partenariat universitaire dont le but est de réduire les risques de catastrophe en mettant un accent particulier sur la promotion de l'action du monde universitaire sur la réduction des risques et de la vulnérabilité en Afrique. Les partenaires de PERIPERI U cherchent à utiliser les recherches et les connaissances locales pour aider à renforcer les capacités de réduction des risques de catastrophe parmi les communautés africaines. PERIPERI U utilise ses connaissances et ses ressources pour aider à améliorer les pratiques de gestion des risques en Afrique. Ce partenariat est composé d'un consortium de 12 universités d'Afrique et couvre des cours portant notamment sur les SIG et la cartographie des risques urbains, les méthodes de recherche intégrées en RRC et des études sur la résilience ainsi que la PDNA et le cadre de redresse après une catastrophe²⁷. PERIPERI U propose des cours d'été aux étudiants en maîtrise et doctorat et aux professeurs. Le West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use (WASCAL) est un grand centre de services climatiques focalisé sur la recherche dont la mission est d'améliorer la résilience des systèmes humains et environnementaux face à la modification et à la variabilité accrues du climat. Il poursuit cette mission en renforçant les

²⁶ Burkina Faso, Cabo Verde, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

²⁷ <http://www.riskreductionafrica.org/events/periperi-u-risk-methods-school.html>

infrastructures et capacités ouest-africaines de recherches liées au changement climatique et en mettant en commun l'expertise de dix pays ouest-africains²⁸ et de l'Allemagne. WASCAL mène des recherches et fournit des avis scientifiques aux décideurs politiques et aux parties prenantes sur les effets du changement climatique, leur atténuation et les mesures d'adaptation. Les deux institutions dispensent des programmes d'études supérieures sur le changement climatique et la RRC, lesquels soutiennent et facilitent l'enseignement dans les universités africaines.

Les deux institutions joueront un rôle essentiel dans le projet en apportant des améliorations aux pratiques de développement tenant compte des risques grâce à la recherche et à la consignation des meilleures pratiques. PERIPERI U et WASCAL soutiendront le projet en produisant des travaux de recherches, des connaissances et une compréhension des risques multidimensionnels et de leurs incidences sur le renforcement de la résilience et le développement durable au Sahel. Les établissements universitaires joueront également un rôle clé dans la production des informations de base nécessaire au suivi de la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai et à la réalisation d'évaluations après une catastrophe. Ils créeront en outre un réseau d'experts en Afrique de l'Ouest pour la PDNA, qui pourra aider les pays du Sahel et les États membres de la CEDEAO à entreprendre des processus de PDNA.

Risques et hypothèses

Risque	Réponse de la direction
Possibilité que le cadre conceptuel et la théorie du changement soient dépassés par des problèmes faisant leur apparition dans un environnement de développement en mutation rapide au Sahel.	Le projet régional est doté d'un plan d'évaluation et d'un cadre de suivi solides qui garantissent sa pertinence et celle d'autres projets.
Capacités techniques et humaines des parties responsables à obtenir efficacement les résultats du projet	L'équipe de mise en œuvre du projet sera intégrée à l'Unité de RRC de la CEDEAO afin de garantir des capacités accrues de mise en œuvre et de renforcer les capacités opérationnelles de la CER. En outre, des fonds seront avancés trimestriellement aux parties responsables, d'autres décaissements devant être effectués sur réception de rapports satisfaisants. Si le projet venait à enregistrer des niveaux d'exécution très faibles de la part d'une partie responsable, le PNUD fournirait des services d'appui à la partie responsable pour assurer la réalisation des activités et l'obtention des résultats escomptés.
Étant donné que ce projet a une phase de lancement d'une durée d'un an et une phase de mise en œuvre de deux ans, il existe un risque que certaines des politiques régionales proposées ne soient pas finalisées et adoptées avant sa clôture.	Le rapprochement entre ce projet et le projet sur la stabilisation et le renforcement de la résilience de la région du lac Tchad, qui s'étale sur trois ans, assurera la continuité et la maturation des initiatives lancées dans le cadre de ce projet.
Les investissements et l'appui du PNUD aux organismes et cadres régionaux ne sont pas traduits dans les plans de développement nationaux.	Le PNUD utilise sa présence nationale pour intégrer les principaux cadres régionaux dans les plans de développement nationaux. Le PNUD encouragera les partenaires des autres secteurs à veiller à l'intégration des cadres régionaux dans les plans nationaux.
L'insuffisance de ressources constituera un défi pour atteindre les résultats du projet régional et de ses composantes.	Le Centre régional du PNUD travaillera avec l'Unité Partenariats pour obtenir des ressources supplémentaires pour le projet. Une stratégie de communication régulière et visible sera développée pour le projet régional afin d'attirer de nouveaux partenariats et ressources à l'appui du projet régional.
Risque de mutations politiques ayant des incidences sur les priorités du gouvernement	La situation politique est en cours d'analyse et la sélection des pays tiendra compte des options qui permettraient de réaliser les activités, même en cas de changements politiques.

²⁸ Dont cinq pays sahéliens : Mali, Sénégal, Niger, Burkina Faso et Nigéria.

Possibles difficultés de coordination avec plusieurs partenaires mettant en œuvre différentes composantes du projet	Le PNUD assurera un suivi régulier des activités du projet pour assurer la cohérence et fera aussi régulièrement le point de ces activités pour s'assurer que tous les partenaires sont sur la même longueur d'onde.
---	--

Mobilisation des parties prenantes

Conformément à la démarche régionale du projet, de vastes consultations ont eu lieu avec les principaux partenaires du projet (Union africaine, CEDEAO, UNISDR et ONU Femmes). La liste des consultations figure à l'annexe II. Il est prévu que de nouvelles consultations avec les États membres et d'autres parties prenantes régionales et la validation de la proposition de projet aient lieu pendant la phase de lancement.

Coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST)

Travailler avec des partenaires pour assurer l'adaptation à long terme et la résilience aux catastrophes nécessite un soutien appuyé dans le cadre de la collaboration mondiale et régionale, de la coopération Sud-Sud et de l'échange de connaissances. Il sera fait appel à l'expertise nationale et à l'expérience des CER, des institutions spécialisées, des pays participant au projet et d'autres acteurs pour contribuer à la réalisation d'un développement à long terme tenant compte des risques. Les CER africaines, en particulier l'IGAD et la SADC, les institutions spécialisées et les États membres ayant une expérience et des succès considérables ou participant actuellement à des projets du PNUD liés à la gestion des risques de catastrophe, à la gestion des risques urbains, au redressement après une catastrophe seront aussi mis à contribution. Des pays comme Maurice, le Rwanda, l'Indonésie seront invités à participer à la coopération Sud-Sud. Les échanges entre pays entre CER dans la région seront préconisés et encouragés en vue du partage des meilleures pratiques et des compétences. La coopération avec le Centre de l'ASEAN pour l'assistance humanitaire et le Centre asiatique pour la préparation aux catastrophes (ADPC) sera encouragée afin de tirer parti de leur expertise et de leurs expériences dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe.

Gestion des connaissances

Le PNUD met l'accent sur le partage des connaissances issues des interventions couronnées de succès. À ce titre, les produits et mécanismes de partage des connaissances suivants devraient être soutenus dans le cadre du projet :

- Quatre rapports phares sur le financement de la RRC, la gestion des risques urbains, la préparation au redressement et le développement tenant compte des risques ;
- Des lignes directrices pour la prise en compte systématique de la RRC, de l'ACC et des conflits dans les secteurs ;
- Des outils et lignes directrices sur les processus de redressement résilients ; des lignes directrices sur le redressement ; une PDNA ; des normes de résiliences spécifiques à des secteurs, des politiques de coordination, etc. ;
- Consignation par écrit et diffusion d'études de cas exhaustives de processus majeurs de redressement et d'enseignements tirés de l'expérience en Afrique ;
- Des ateliers d'échanges régionaux pour l'apprentissage Sud-Sud, qui comprendront des échanges entre pays d'Afrique, mais aussi avec des pays d'Asie et des PEID ;
- Des missions d'échanges Sud-Sud pour les agences chargées de la gestion des catastrophes, les ministères responsables de la planification et des finances sur le développement tenant compte des risques, le redressement et la gestion des risques urbains ;
- Un réseau de champions de l'innovation et d'experts en RRC et en adaptation au changement climatique sera mis en place.

Une partie du projet consistera à créer un site Web, à développer un Atlas et à créer des plateformes pour la GRC. Tous les produits mis au point dans le cadre du projet seront mis en ligne sur le site Web et porteront le logo du PNUD ainsi que les logos du gouvernement, d'autres partenaires et des donateurs. Divers canaux de communication, dont les médias sociaux, seront également utilisés pour porter le travail du PNUD sur ce projet dans le domaine public.

Durabilité et poursuite à plus grande échelle

Le projet appliquera une approche de mise en œuvre qui favorise la durabilité en garantissant une pleine appropriation régionale des méthodes et processus et l'obtention de résultats exclusivement en promouvant l'institutionnalisation des meilleures pratiques internationales pertinentes. Le projet a adopté un certain nombre de stratégies de durabilité comme suit :

1. Le projet adopte la démarche consistant à intégrer l'équipe de mise en œuvre au sein de la CEDEAO, qui assure principalement l'intendance de ce projet. L'expertise technique et les compétences de gestion de l'équipe de mise en œuvre du projet permettront d'assurer le mentorat et l'encadrement du personnel de la CEDEAO au sein de la Direction des affaires humanitaires et sociales et en particulier de l'Unité de RRC. Cette approche permettra de former le personnel de la CEDEAO et de l'outiller pour promouvoir les meilleures pratiques et les enseignements tirés de ce projet.
2. En outre, l'une des fonctions spécifiques de la Cellule d'exécution du projet consiste à renforcer la capacité opérationnelle de la CEDEAO à recevoir des financements des partenaires de développement pour aider ses États membres à réaliser leurs objectifs de RRC et de renforcement de la résilience.
3. Le projet travaille également en partenariat avec l'UA, compte tenu notamment du rôle fondamental de l'UA dans l'effort de plaidoyer et de mobilisation de la volonté politique auprès de ses États membres. Le partenariat avec l'UA favorisera l'apprentissage institutionnel et la poursuite à une plus grande échelle des meilleures pratiques de RRC non seulement au sein de la CEDEAO, mais aussi au-delà, dans d'autres CER d'Afrique de l'Ouest (par exemple l'UMA, la CEEAC) et sur tout le continent.
4. Le projet a consulté les principaux partenaires afin de pouvoir déterminer les principaux défis pour la région, mais aussi pour s'assurer que leurs besoins en capacités sont pris en compte dans les activités du projet et que des réponses y sont apportées. Les capacités spécifiques recensées par la CEDEAO et l'UA comprennent la capacité de préparation aux catastrophes en vue du redressement et de la gestion des risques urbains. À cet égard, des ressources spécifiques ont été allouées dans le cadre de ce projet, ce qui garantira que les Unités de RRC de la CEDEAO et de l'UA soient habilitées par un spécialiste technique pour appliquer à grande échelle les enseignements tirés de ce projet.
5. En lien avec ce qui précède, l'équipe de mise en œuvre du projet et les experts techniques spécialisés de la CEDEAO et de l'UA viseront également à élaborer de nouveaux programmes et projets afin de mobiliser des ressources supplémentaires pour pérenniser les résultats de ce projet et élargir les équipes de RRC de l'UA et de la CEDEAO.
6. La création et/ou le renforcement de bases de données régionales et nationales sur les risques de catastrophe et de systèmes et capacités de redressement devraient permettre à la CEDEAO, aux pays du Sahel et à l'Afrique de l'Ouest de comprendre les risques émergents et les progrès réalisés sur le plan de la réduction des risques.

V. GESTION DU PROJET

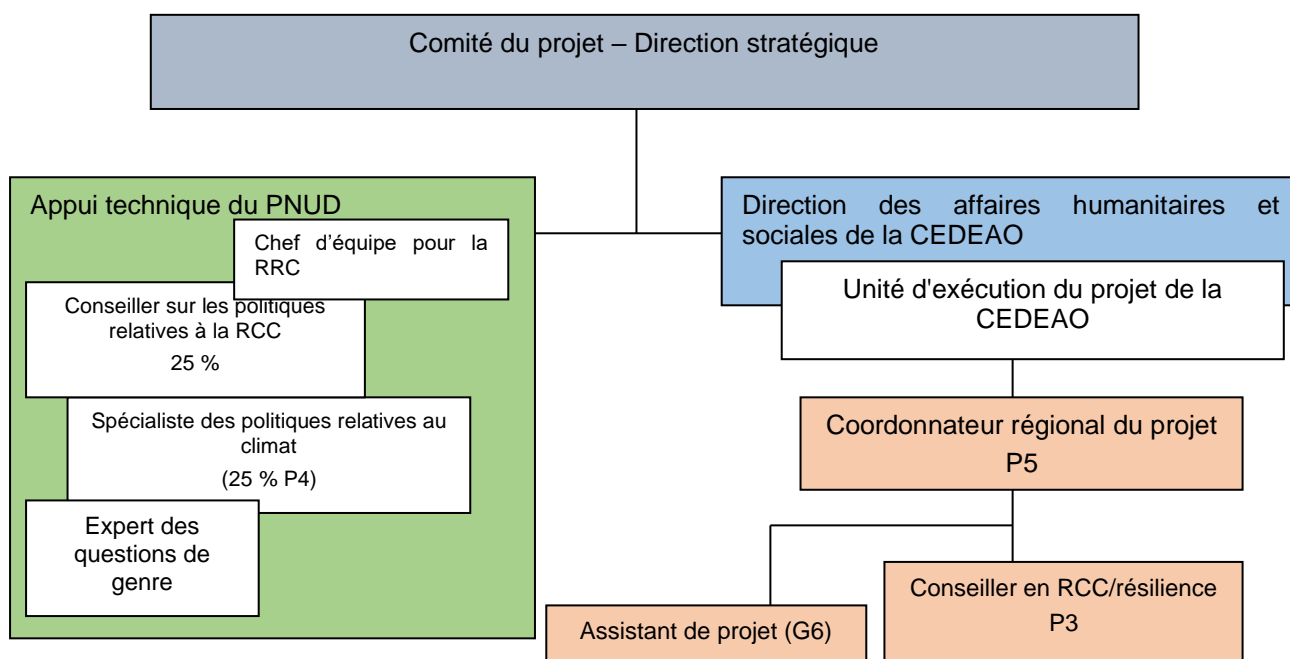
Efficacité sur le plan des coûts et des résultats

La stratégie du projet qui a été décrite requiert la collaboration avec un certain nombre de parties prenantes clés. Le partenariat avec les Unités de RRC de l'UA et de la CEDEAO fait en sorte qu'il n'y ait pas de chevauchement avec d'autres initiatives régionales en cours portant sur la RRC et le renforcement de la résilience. Qui plus est, ces partenaires veillent également à ce que le projet s'appuie sur les meilleures pratiques appliquées et les pérennise dans le but de combler les lacunes en matière de développement tenant compte des risques plutôt que de reproduire ce qui a déjà été fait dans la région. Le partenariat avec l'UNISDR et ONU Femmes garantit également une utilisation maximale des différentes compétences et connaissances techniques que les agences apportent, par opposition à une situation où un partenaire essaierait de réaliser tout seul les produits du projet.

Modalités de gestion et de mise en œuvre du projet

Ce projet sera réalisé suivant la modalité de mise en œuvre directe (DIM) du PNUD, selon laquelle ce dernier jouera le rôle de Partenaire de mise en œuvre assumant la responsabilité globale du projet. En vertu de cette modalité, les partenaires, appelés parties responsables, se chargeront de la réalisation de produits et activités spécifiques dans le cadre du projet. Les parties responsables sont la CEDEAO, l'UA, ONU Femmes et l'UNISDR. La plupart des pays cibles du Sahel étant membres de la CEDEAO, cette CER jouera le rôle de responsable principal dans la mise en œuvre du projet au Sahel. La CEDEAO, qui abritera également l'équipe de mise en œuvre du projet, sera essentielle pour la coordination des activités du projet dans les pays du Sahel et le partage des meilleures pratiques dans la région. Des accords écrits conclus entre le PNUD, le Partenaire de mise en œuvre et les parties responsables seront signés avant le démarrage du projet. En ce qui concerne la CEDEAO et l'UA, la lettre d'accord type sera signée avec la partie responsable, tandis que l'accord type entre agences de l'ONU s'appliquera à l'UNISDR et à ONU Femmes. Un comité de pilotage du projet sera également mis sur pied (voir les détails concernant le Comité du projet ci-dessous) qui fournira des orientations stratégiques pour s'assurer que le projet reste dans les limites du cadre convenu et approuvé. Les rôles spécifiques du Partenaire de mise en œuvre et des parties responsables sont expliqués ci-dessous, tandis que le rôle et le mandat du Comité du projet sont expliqués à l'annexe III.

Figure 1 : Structure de mise en œuvre du projet



PNUD : Le PNUD assume la responsabilité globale de la mise en œuvre du projet et de la fourniture d'avis techniques et de l'assurance qualité. Dans le cadre de la modalité de mise en œuvre directe, le PNUD a la capacité technique et administrative d'assumer la responsabilité de mobiliser et mettre à contribution efficacement les intrants nécessaires à l'obtention des résultats escomptés. Dans le cadre de ce projet, le PNUD assume la responsabilité globale de gestion et la responsabilité de la mise en œuvre du projet vis-à-vis du donateur, qui est l'agence Sida. En conséquence, le PNUD suivra ses propres politiques et procédures établies pour ses propres opérations. Alors que ce projet sera mis en œuvre selon la modalité de mise en œuvre directe, l'équipe de mise en œuvre sera hébergée au sein de la CEDEAO, qui est la principale partie responsable (voir les annexes IV et V pour les termes de référence de l'équipe). Étant donné que l'objectif du projet est de développer davantage les capacités de la CEDEAO en matière de RRC, il est important que l'équipe du projet soit intégrée à l'Unité de réduction des risques de catastrophe de la CEDEAO, qui relève de la Direction des affaires humanitaires et sociales. Cet arrangement permettra un transfert direct de connaissances et de compétences techniques, mais aussi le développement de la capacité opérationnelle de la CEDEAO à recevoir directement des fonds à l'avenir au titre de la RRC et de la résilience de la part des partenaires de développement. La structure de l'équipe de mise en œuvre du projet est expliquée à la page 30. Plus précisément, le PNUD sera responsable de la supervision globale du projet et de la mise en œuvre des activités relevant des produits, comme expliqué ci-après :

1. Être l'interlocuteur entre Sida, le principal donateur, les parties responsables du projet et d'autres partenaires ;
2. Assurer la supervision technique et administrative globale du projet, y compris la gestion des fonds du projet, l'établissement de rapports périodiques à l'intention du Comité du projet et du donateur ;
3. Fournir un appui technique aux parties responsables par le biais d'experts en RRC et changement climatique du Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique, de la Plateforme de Dakar du PNUD et des bureaux de pays du PNUD ;
4. Outre ce qui précède, diriger le suivi et l'évaluation du projet ainsi que l'analyse des risques, et recommander des mesures correctives pour faire face aux risques émergents ;
5. Coordonner toutes les parties responsables et partenaires du projet pour assurer la cohérence et la mise en œuvre rapide de ses activités et l'obtention des résultats attendus du projet ;
6. Établir des plans de travail annuels et les passer en revue avec les parties responsables du projet et adhérer aux objectifs du projet ;
7. Décaisser les fonds au profit des partenaires au titre de la mise en œuvre des activités du projet dont ils sont responsables ;
8. Fournir des services d'appui, tels que les opérations, les finances et l'administration, au projet par l'intermédiaire des bureaux de pays du PNUD, si nécessaire, par ex. le bureau du PNUD au Nigéria pour des services à la CEDEAO ;
9. Mener une évaluation des besoins en capacités de l'Unité de RRC de la CEDEAO afin de renforcer ses capacités opérationnelles en matière de RRC et assurer ainsi la pérennité et l'intensification des résultats du projet ;
10. Diriger la mise en œuvre des produits 3 et 4 et d'autres activités dont le PNUD est responsable, comme souligné dans le budget du projet.

CEDEAO : Ce projet marquera un changement de paradigme pour la CEDEAO, car il renforcera le socle fondamental permettant à cette organisation de gérer efficacement les risques de catastrophe et les risques climatiques : des services efficaces d'information et de coordination concernant les catastrophes et le climat. Jusqu'à présent, les efforts de RRC ont été fort utiles, mais ponctuels, et en raison des contraintes décrites ci-dessus, les décisions prises par les autorités ne s'attaquent pas systématiquement aux plus grandes menaces à la stabilité et à la prospérité de la région du point de vue de la RRC et du changement climatique. Forte de son pouvoir de mobilisation en Afrique de l'Ouest, la CEDEAO jouera un rôle clé dans la coordination et l'harmonisation des approches de RRC et d'adaptation afin de guider ses pays sahéliens et faire connaître les expériences couronnées de succès aux autres États membres de la CEDEAO. La CEDEAO servira également de réservoir des informations et connaissances générées dans le cadre de ce

projet. En outre, elle abritera l'équipe de projet et sera responsable de la direction générale et de l'administration au de la mise en œuvre au jour le jour du projet. La CEDEAO sera également chargée de :

1. Fournir une orientation stratégique à la mise en œuvre du projet à travers la gestion quotidienne de ce dernier
2. Faire office de secrétariat du Comité du projet, notamment préparer et organiser les réunions du Comité du projet
3. Assurer la supervision conjointe de l'équipe de mise en œuvre du projet avec le PNUD par le biais du directeur des affaires humanitaires et sociales
4. Coordonner les autres organisations intergouvernementales telles que la CBLT, le CILLS et leurs organismes affiliés s'occupant de la RRC et de la résilience tels que AGRYMET et le monde universitaire (par exemple WASCAL) et avec l'organisation régionale des droits de l'homme d'Afrique de l'Ouest pour assurer la cohérence des activités du projet
5. Favoriser le dialogue direct et l'interaction entre les États membres et avec d'autres institutions régionales
6. Garantir une approche cohérente et intégrée de la mise en œuvre par les pays du Sahel du Cadre d'action de Sendai, du PdA de l'UA, du renforcement de la résilience et de l'adaptation
7. Sensibiliser le continent et le monde aux résultats positifs de ce projet
8. Organiser et mobiliser les pays du Sahel aux niveaux régional et national pour des formations et des activités de partage d'informations ;
9. Générer, entretenir, analyser et partager les données sur les catastrophes et le climat provenant du projet, en rapport avec les progrès réalisés par la région dans la mise en œuvre du CASRRC et du PdA.
10. Identifier les besoins en capacités institutionnelles, ce qui permettrait à la CEDEAO de poursuivre et d'étendre les activités du projet après sa clôture, et d'assurer la mise en œuvre du plan de développement des capacités

Union africaine : Les CER, dont la CEDEAO, constituent des éléments constitutifs de l'UA. Par conséquent, le rôle de l'UA dans l'orientation politique et le plaidoyer sera essentiel, car ses États membres et les CER d'Afrique ont convenu d'aligner leurs stratégies sur celles du Programme d'action de l'UA. À ce titre, l'UA jouera un rôle essentiel en assurant la prise en main du projet, en présidant le Comité du projet. L'UA veillera également à ce que les succès du projet soient reproduits à une plus grande échelle à travers le continent et au renforcement des capacités des États membres de la CEDEAO en matière de RRC. À cet égard, l'Union africaine jouera un rôle crucial de rassemblement et de coordination dans la mise en œuvre des **produits 1, 4 et 5** et veillera à ce que les cinq objectifs supplémentaires du PdA de l'Afrique pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai soient intégrés dans les politiques et stratégies nationales et régionales de RRC au titre du **produit 2**. L'interlocuteur du projet sera le Département d'économie rurale et d'agriculture (DERA). Plus précisément, l'Union africaine remplira les fonctions suivantes :

1. Direction stratégique globale de la mise en œuvre du projet en assurant la présidence du Comité du projet conjointement avec le PNUD ;
2. Fourniture d'orientations à la CEDEAO et aux autres CER et assurance que ces politiques soient alignées sur le PdA de l'Afrique ;
3. Plaidoyer auprès des CER et des États membres pour la conformité et l'alignement des politiques et mesures de RRC avec le CASRRC et le PdA de l'UA ;
4. Culture de la volonté politique et ralliement des États membres autour d'un développement tenant compte des risques ;
5. Représentation des défis et progrès de l'Afrique en matière de RRC par rapport au CASRRC et au PdA à la Plateforme régionale et mondiale, et auprès des partenaires de développement et du secteur privé en vue d'une augmentation des investissements dans la RRC en Afrique ;
6. Promotion de l'apprentissage par les pairs entre pays du Sud parmi les CER d'Afrique et au-delà du continent au sujet des réalisations et des défis dans le domaine de la RRC et du renforcement de la résilience ;
7. Mise au point de produits de connaissances continentaux pertinents pour favoriser un développement tenant compte des risques ;

8. Assurance de la cohérence et de l'apprentissage mutuel avec les projets de RRC en cours et émergents (par exemple le projet africain actuel de l'UA sur les risques soutenu par l'UE-ACP et le financement en réparation de l'UE-ACP) ;
9. Suivi périodique et rapports à la Cellule d'exécution du projet de la CEDEAO sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités relevant des produits sous la direction de l'UA ;
10. Détermination des capacités institutionnelles dont l'UA aurait besoin pour montrer la voie aux CER en ce qui concerne la RRC et le renforcement de la résilience ;
11. Appui à la mise en œuvre des activités au titre des produits 1, 2, 4 et 5 mis en évidence dans le Plan de travail du projet

UNISDR : Le Secrétariat sert de point focal au sein du système des Nations Unies pour la coordination de la prévention des catastrophes et pour la création de synergies entre les activités de prévention des catastrophes du système des Nations Unies et des organisations régionales et les activités menées dans les domaines socioéconomique et humanitaire. À cet égard, l'UNISDR jouera un rôle clé dans la mise en œuvre du **produit 1** en aidant les pays de la CEDEAO et du Sahel à suivre les progrès accomplis par rapport aux engagements pris au titre du Cadre d'action de Sendai. En outre, l'UNISDR veillera à ce que les stratégies nationales révisées des pays du Sahel soient alignées sur le Cadre d'action de Sendai et le PdA de l'Afrique au titre du **produit 2**. Qui plus est, l'UNISDR jouera également un rôle important en assurant la diffusion des succès du projet par le biais de la Plateforme régionale et continentale pour la RRC au titre du **produit 5**. Le projet travaillera en partenariat avec le bureau régional de l'UNISDR à Nairobi. Les responsabilités spécifiques de l'UNISDR dans le cadre de ce projet seront notamment les suivantes :

1. Formation des pays de la CEDEAO et du Sahel à la collecte et à l'analyse de données pour soutenir le suivi du Cadre d'action de Sendai et du PdA
2. Renforcement des capacités nationales de coordination de la collecte de données auprès des différents secteurs et des données et bases de données nationales pertinentes sur les dégâts et les pertes
3. Élaboration ou adoption de nouvelles lignes directrices pour aider les pays du Sahel à maintenir des systèmes de comptabilisation des dégâts et des pertes
4. Appui à l'établissement de rapports techniques sur les progrès réalisés aux niveaux national et régional dans la réduction des risques de catastrophe
5. Contribution aux cadres régionaux pour la RRC et la résilience et aux politiques nationales de RRC afin d'assurer l'alignement sur le Cadre d'action de Sendai et le PdA
6. Aide à la CEDEAO et à l'UA pour l'organisation de réunions régionales sur les systèmes de comptabilisation des dégâts et pertes dus aux catastrophes et les statistiques sur les catastrophes
7. Mise en œuvre des activités au titre des produits 1 et 2 tel qu'indiqué dans le Plan de travail du projet

ONU Femmes : ONU Femmes se consacre à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, fort de son mandat normatif consistant à promouvoir des progrès normatifs mondiaux afin de formuler des normes convenues à l'échelle mondiale pour l'égalité des sexes, de son mandat opérationnel et technique consistant à aider les États membres de l'ONU à mettre en œuvre ces normes, et de mandat de coordination consistant à aider d'autres parties du système des Nations Unies dans les efforts qu'elles déploient pour faire progresser l'égalité des sexes dans le développement. À cet égard, ONU Femmes jouera un rôle essentiel pour faire comprendre les dimensions sexospécifiques des catastrophes et du changement climatique dans la région du Sahel, ainsi que pour proposer des moyens de réduire la vulnérabilité des femmes et des hommes aux catastrophes grâce à leur participation et à leur sens de l'initiative dans le domaine de la RRC. ONU Femmes jouera un rôle essentiel au titre du **produit 1** en assurant la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe, âge et statut par rapport au handicap dans le cadre du renforcement des systèmes nationaux de comptabilisation des dégâts et des pertes. Au titre du **produit 2**, ONU Femmes aidera la CEDEAO à veiller à la prise en compte systématique de la dimension de genre dans les stratégies et politiques nationales de RRC et à garantir la participation des femmes aux Plateformes nationales et régionales pour la RRC au titre des **produits 2 et 5**.

Le projet collaborera avec le bureau régional d'ONU Femmes à Dakar, et plus précisément, ONU Femmes remplira les fonctions suivantes :

1. Tenir tous les partenaires du projet comptables s'agissant de veiller à ce que leurs actions dans le cadre de ce projet favorisent l'égalité entre les sexes et, à tout le moins, ne nuisent pas
2. Aider tous les partenaires du projet à faire en sorte que toutes les activités du projet prennent en compte l'égalité des sexes
3. Former la CEDEAO, l'UA et d'autres autorités intergouvernementales pour améliorer leur compréhension des liens entre les inégalités de genre et les catastrophes et le changement climatique
4. Fournir un appui technique et une formation aux pays de la CEDEAO et du Sahel sur la collecte et l'analyse de données sexospécifiques et de leurs incidences sur la réduction des vulnérabilités des femmes et des jeunes
5. Mener des recherches pour mieux comprendre comment les femmes et les hommes sont touchés par les effets des catastrophes et du changement climatique au Sahel et les enseignements à en tirer
6. Assumer la responsabilité du renforcement des capacités régionales et nationales des groupes travaillant sur le genre et les droits humains à plaider efficacement en faveur de ces questions dans le cadre du projet et au-delà.
7. Exercer un pouvoir de rassemblement pour permettre aux femmes et aux groupes marginalisés de déterminer les priorités et les actions à mener en matière de RRC et d'adaptation
8. Mettre en œuvre des activités spécifiques dont ONU Femmes est responsable dans le Plan de travail du projet.

Modalités de transfert des fonds du projet

En tant que Partenaire de mise en œuvre, le PNUD sera le bénéficiaire des fonds de la Sida, qui seront ensuite reversés aux parties responsables pour aux fins de la mise en œuvre des activités (voir le tableau ci-dessous, qui fournit plus de détails sur l'allocation budgétaire indicative pour chaque partenaire). Les règles et règlements financiers de la partie responsable ne s'appliqueront que dans la mesure où ils ne contreviennent pas aux principes énoncés dans le Règlement financier et les règles de gestion financière du PNUD. Sur la base de l'accord conclu entre le PNUD et les parties responsables, les partenaires communiqueront au PNUD des rapports financiers trimestriels et des rapports semestriels sur l'état d'avancement de leurs activités dans le cadre du projet. Comme stipulé dans la lettre d'accord qui sera signée entre le PNUD et la CEDEAO, l'UA, AGRHYMET, PERIPERI U et d'autres parties responsables, le PNUD avancera des fonds aux parties responsables trimestriellement en fonction du plan de travail approuvé par le Comité du projet. Des avances trimestrielles seront fournies une fois le rapprochement de 80 % des fonds versés le trimestre précédent effectué. En ce qui concerne les agences des Nations Unies, et conformément à la pratique normale dans le cadre des accords de mise en œuvre conclus entre agences, le PNUD accordera une autorisation financière annuelle à l'UNISDR et à ONU Femmes par le biais du système du GNUD. Ces agences fourniront des rapports mensuels et présenteront les dépenses par le biais du système du GNUD. Outre ce qui précède, le PNUD fournira des rapports financiers annuels et des progrès sur l'état d'avancement à Sida.

Allocation budgétaire par partie responsable et Partenaire de mise en œuvre

Allocation budgétaire/produit par partenaire	Année de lancement*	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	Démarrage/surveillance du projet/SGG	Total
CEDEAO	111 120	308 500	355 760	0	775 380
UA	190 480	158 640	455 040	0	804 160
CBLT	50 000	-	-	0	50 000
CILLS/AGRYHMET	15 000	176 400	109 400	0	300 800
PERIPERI U/WASCAL	98 800	98 800	98 800	0	296 400
UNISDR	437 500	371 200	500	0	809 200
ONU FEMMES	71 500	271 800	258 880	0	602 180
PNUD	398 480	289 470	216 920	2 460 915	3 365 785
Total	1 372 880	1 674 810	1 495 300	2 460 915	7 003 905

VI. CADRE DE RESULTATS²⁹

	ODD : 1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde ; 9 : Construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable et stimuler l’innovation ; 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ; 13 : Prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses effets.									
	Bureau régional du PNUD pour l'Afrique (2018-2021) : <u>Effet 3 :</u> Les institutions régionales soutiennent la paix et renforcent la résilience aux crises et aux chocs									
	Plan stratégique du PNUD 2018-2021 : <u>Niveau 2, Effet 3 :</u> Renforcer la résilience aux chocs et aux crises <u>Produit 3.3.1.</u> Outils et mécanismes d’évaluation et de planification fondés sur des données probantes appliqués pour permettre la mise en œuvre de mesures de prévention et de préparation sensibles au genre et tenant compte des risques afin de limiter les effets des aléas naturels et des pandémies et promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives									
PRODUITS ATTENDUS	INDICATEURS DE PRODUITS ³⁰	SOURCE DES DONNÉES	BASE DE RÉFÉRENCE			CIBLES (par fréquence de collecte des données)				MÉTHODES DE COLLECTE DES DONNÉES ET RISQUES
			Valeur	Année		2019	2020	2021	VERSION FINALE	
Produit 1 : Capacité accrue de suivi et de contrôle des progrès dans la mise en œuvre du Cadre d’action de Sendai pour la réduction	1.1 Rapport sur l’état d’avancement de la mise en œuvre de la RRC en Afrique de l’Ouest	Sites web de la CEDEAO, de l’UNISDR et du PNUD ; Rapport biennal du PdA Base de données	Rapport 2015 de la CEA	2019	Finalisé					<ul style="list-style-type: none">Méthodes d’évaluationPossibilité que le site Web ne soit pas mis à jour régulièrement ;
	1.2 Plateforme régionale pour les dégâts et les pertes au Sahel accessible aux ministères sectoriels et au public		0	2019	Non	Oui	Oui	1		

²⁹ Le PNUD publie ses informations sur les projets (indicateurs, niveaux de référence, cibles et résultats) afin de respecter les normes de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA). S'assurer que les indicateurs sont S.M.A.R.T. (spécifiques, mesurables, appropriés, réalistes et temporellement définis), fournir des bases de référence et des cibles précises étayées par des éléments probants et des données fiables, et éviter des acronymes afin que le public externe puisse comprendre clairement les résultats du projet.

³⁰ Il est recommandé que les projets utilisent des indicateurs de produits provenant du Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du Plan stratégique, le cas échéant, en plus des indicateurs de résultats spécifiques au projet. Les indicateurs devraient être ventilés par sexe ou pour d'autres groupes cibles, le cas échéant.

des risques de catastrophe et du Programme d'action de l'UA dans la région du Sahel grâce à des systèmes améliorés de collecte, d'analyse et de communication de données.	1.3. Nombre de pays dotés de bases de données nationales modernisées et actualisées	d'AGRHYMET sur les dégâts et des pertes DisInventor	À déterminer	2019	1	3	3	7	visite de sites web
	1.4. Nombre d'employés venant du Sahel et des États formés à l'analyse des statistiques de données aux fins de la planification du développement et du contrôle de la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai et du PdA	Rapports de formation ; communiqués de presse	0	2019	0	50	100	150	
Produit 2 : Cadres réglementaires et stratégiques régionaux et multinationaux renforcés pour traduire les données sur les catastrophes et le climat en développement tenant compte des risques	2.1. Politique régionale de RRC de la CEDEAO alignée sur le CASRRC et le PdA	CER, sites Web, FICR et site web national de l'UNISDR	Politique de RRC de la CEDEAO fondée sur le Cadre d'action de Hyogo	2019	Non	Oui	Oui	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Adoption de la méthode CPEIR pour l'examen des dépenses consacrées à la RRC Les politiques de RRC peuvent nécessiter beaucoup de temps pour être approuvées et donc être approuvées après l'expiration de la durée de vie du projet
	2.2 Nombre de politiques nationales, de cadres juridiques et réglementaires relatifs à la GRC et à l'ACC examinés/élaborés qui sont sensibles au genre et alignés sur le Cadre d'action de Sendai.	Rapports annuels des CER Rapport biennal du PdA Rapports sectoriels du ministère de l'Environnement	42 % en 2014 pour l'Afrique	2019	1	2	3	6	
	2.3 Nombre de rapports sur les dépenses et les investissements consacrés à la RRC au Sahel		Non	2019	Oui	-	-	Oui	
	2.4 Nombre d'OSC soutenues pour s'assurer de la prise en compte systématique du genre et des droits humains dans les mesures de RRC et d'adaptation		1 Réseau mondial d'acteurs non étatiques de la RRC	2019	2	2	2	6	
Produit 3 : Processus régionaux de	3.1 # Un rapport de référence sur l'état de préparation au redressement au Sahel	Un rapport de référence tiré des sites	Non réalisé	2019	Oui	-	-	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Visite de sites web ;

redressement de la CEDEAO améliorés qui prennent en compte les risques de catastrophe et de changement climatique sous-jacents et rétablissent les mécanismes de développement durable dans les pays du Sahel	3.2 Nombre de pays ayant la capacité de diriger la PDNA et de la traduire en mesure de redressement pour la résilience	web du PNUD, de la CEDEAO et du GFDRR Rapport biennal du PdA	Nigéria ; Tchad ayant bénéficié d'une formation	2019	0	2	2	6	• Risque – pas de catastrophe majeure dans la région pendant la durée du projet
	3.3 Nombre d'instituts universitaires formés à la méthode d'évaluation PDNA	Rapports de formation à la PDNA	À déterminer	2019	5	5	5	15	
	3.4 Mise en place d'un pool d'experts francophones en PDNA, y compris des femmes et des hommes des milieux universitaires		2 (Experts consultants)	2019	0	10	10	20	
Produit 4 : Capacités régionales de gestion des risques urbains renforcées pour l'Afrique de l'Ouest	4.1 Situation de la gestion des risques urbains en Afrique	Rapports de situation placés sur les sites web du PNUD et de la CEDEAO	Pas d'examen	2019	1 rapport	-	-	1	• Examen des rapports de formation
	4.2 Nombre de formations régionales au Sahel pour les agents gouvernementaux, les maires et les urbanistes formés à la gestion des risques urbains	Rapports de formation	1 Côte d'Ivoire	2019	0	2	2	4	
	4.3 Nombre de pays disposant de profils de risque urbains		Rwanda	2019	0	2	3	5	
	4.4 Nombre de municipalités dotées de politiques et de plans de gestion des risques urbains	Sites web nationaux Rapport biennal du PdA	À déterminer	2019	0	3	3	6	
Produit 5 : Innovations et connaissances en matière de développement tenant compte des risques améliorées grâce au dialogue régional et aux échanges Sud-Sud	5.1 Une conférence sur l'Afrique sur la mise à profit des enseignements tirés du développement tenant compte des risques	Rapport du forum régional	0	2019	0	0	1	1	• Visite de sites web, • Examen des plans et budgets gouvernementaux pertinents ; • Entretiens ;
	5.2 Nombre d'ateliers d'experts visant à identifier des mécanismes de développement durable tenant compte des risques pour le Sahel	Produits du savoir publiés sur les sites web de la CEDEAO et du PNUD	0	2019		1	1	2	
	5.3 Nombre d'ateliers d'échanges et d'apprentissage par les pairs organisés avec le monde universitaire entre pays du Sud	Rapport biennal du PdA	0	2019	1	2	2	5	

	5.4 Nombre de produits de connaissances régionaux publiés et diffusés		À déterminer	2019		2	2	4	
	5.5 Nombre de femmes représentées dans les ateliers régionaux		À déterminer	2019	20%	30%	40%		

VII. SUIVI ET EVALUATION

Conformément aux politiques et procédures de programmation du PNUD, le projet sera suivi au moyen des plans de suivi et d'évaluation suivants : *[Remarque : les plans de suivi et d'évaluation devraient être adaptés au contexte du projet, au besoin.]*

Les progrès accomplis feront l'objet d'un suivi régulier par rapport aux niveaux de référence nationaux qui auront été établis au début de la mise en œuvre pour chaque pays participant. Le point sur l'évolution du progrès se fera sous la forme de fiches d'information qui renseignent sur les performances des pays dans les cinq domaines d'appui et sur la manière dont ils progressent vers un développement tenant compte des risques. Les fiches d'information compléteront les rapports sur le suivi de la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai, plus détaillés et formels, et seront élaborées suivant les normes établies par l'UNISDR. Une mission conjointe de suivi sera également entreprise par la CUA et le PNUD afin d'éclairer le rapport du programme et le rapport biennal sur le PdA pour la mise en œuvre du CASRRC. Conformément aux politiques et procédures de programmation décrites dans le manuel du PNUD, le suivi du projet selon les modalités ci-après :

Au sein du cycle annuel

- Tous les trimestres, une évaluation de la qualité doit faire état des progrès accomplis vers l'obtention des résultats clés, sur la base des critères et des méthodes d'évaluation de la qualité indiqués dans le tableau de gestion de la qualité ci-dessous.
- Un journal des problèmes devra être activé dans Atlas et mis à jour par le gestionnaire du projet afin de faciliter le suivi et la résolution des problèmes potentiels ou les réponses à des demandes de modification.
- À la lumière de l'analyse de risque initiale soumise (voir page 24), un journal des risques devra être activé dans Atlas et régulièrement mis à jour en examinant l'environnement externe susceptible d'avoir une incidence sur la mise en œuvre du projet.
- Tenant compte des informations ci-dessus enregistrées dans Atlas, le gestionnaire du projet communiquera au Comité du projet par le biais de l'assurance qualité, un rapport sur l'état d'avancement du projet, en utilisant le format type des rapports présenté dans Executive Snapshot.
- Un journal des enseignements tirés devra être activé et régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage et l'adaptation réguliers au sein de l'organisation et pour faciliter la préparation du rapport sur les enseignements tirés à l'achèvement du projet.
- Un plan de suivi devra être activé dans Atlas et mis à jour pour suivre les principaux événements/actions de gestion.

Annuellement

- **Rapport d'examen annuel.** Un rapport d'examen annuel devra être établi par le gestionnaire du projet et communiqué au Comité du projet et au Comité des effets. Au minimum, le rapport d'examen annuel devra correspondre au format type du rapport trimestriel sur l'état d'avancement, mais pour toute l'année. Il comprendra des informations actualisées pour chaque élément visé ci-dessus du rapport trimestriel sur l'état d'avancement ainsi qu'un résumé des résultats obtenus par rapport aux objectifs annuels prédéfinis au niveau des produits.
- **Examen annuel du projet.** Se fondant sur le rapport susmentionné, l'examen annuel du projet devra être effectué au cours du quatrième trimestre de l'année ou peu de temps après, afin d'évaluer la performance du projet et le plan de travail annuel de l'année suivante. Au cours de la dernière année, cet examen constituera l'évaluation finale. Cet examen est dirigé par le Comité du projet et d'autres parties prenantes, selon les besoins, pourraient y être associées. Il portera essentiellement sur la mesure dans laquelle les progrès sont accomplis pour parvenir aux produits et sur l'alignement constant de ces derniers sur les résultats appropriés.

Plan de suivi

Activité de suivi	But	Fréquence	Mesure attendue	Partenaires (ci-joint)	Coût (le cas échéant)
Suivre les progrès vers les résultats	Les données sur l'avancement par rapport aux indicateurs de résultats du Cadre de résultats et d'allocation des ressources seront collectées et analysées pour évaluer les progrès du projet dans l'obtention des résultats convenus.	Trimestriel ou à la fréquence requise pour chaque indicateur.	Les progrès plus lents que prévu seront pris encore par la direction du projet.		
Suivi et gestion des risques	Recensement des risques spécifiques pouvant menacer l'obtention des résultats escomptés. Identification et surveillance des mesures de gestion des risques à l'aide d'un journal des risques. Inclut les mesures et plans de suivi qui pourraient avoir été exigés conformément aux normes sociales et environnementales du PNUD. Les audits seront réalisés conformément à la politique du PNUD en matière de gestion des risques financiers.	Trimestriellement	Les risques sont recensés par la direction du projet et des mesures sont prises pour les gérer. Le journal des risques est activement tenu afin de garder trace des risques recensés et des mesures prises.		
Apprentissage	Les connaissances, les bonnes pratiques et les enseignements tirés seront régulièrement recueillis, activement obtenus auprès d'autres projets et partenaires et intégrés au projet.	Au moins une fois par an	Des enseignements pertinents sont tirés par l'équipe du projet et utilisés pour éclairer les décisions de gestion.	CUA	
Assurance qualité annuelle du projet	La qualité du projet sera évaluée par rapport aux normes de qualité du PNUD afin d'identifier les forces et les faiblesses du projet et de guider la prise de décisions au niveau de la direction en vue de l'améliorer.	Annuellement	Les points forts et les points faibles seront examinés par la direction du projet et utilisés pour éclairer les décisions prises en vue d'améliorer les performances du projet.		
Examen et rectification de tir	Examen interne des données et des éléments factuels découlant de toutes les activités de suivi pour éclairer la prise de décision.	Au moins une fois par an	Les données de performance, les risques, les enseignements tirés et la qualité seront examinés par le conseil du projet et utilisés pour rectifier le tir le cas échéant.	CUA	
Rapport de	Un rapport sur l'état	Annuellement, et			

projet	d'avancement sera présenté au Conseil du projet et aux principales parties prenantes. Il contiendra des données indiquant les résultats obtenus par rapport aux objectifs annuels prédéfinis au niveau du produit, le résumé de l'évaluation annuelle de la qualité du projet, une présentation actualisée des risques assortie des mesures d'atténuation, et tout rapport d'évaluation ou d'examen établi au cours de la période considérée.	un rapport final à l'achèvement du projet			
Examen du projet (Conseil du projet)	Le mécanisme de gouvernance du projet (c'est-à-dire le Conseil du projet) organisera des examens réguliers du projet afin d'évaluer la performance de ce dernier et passer en revue le plan de travail pluriannuel afin d'assurer une budgétisation réaliste tout au long de la durée du projet. Au cours de la dernière année du projet, le Comité du projet organisera un examen de fin de projet afin d'en tirer les enseignements, d'examiner les possibilités de poursuite à une plus grande échelle et de discuter des résultats du projet et des enseignements qui en auront été tirés avec les publics concernés.	Au annuellement	Tout problème concernant la qualité ou tout progrès plus lent que prévu devrait être examiné par le Comité du projet qui devra convenir des mesures à prendre pour résoudre les problèmes recensés.		

VIII. PLAN DE TRAVAIL PLURIANNUEL³¹³².

EXPECTED OUTPUTS	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year (USD)			RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET (USD)		
		Inception Year	Year 2	Year 3		Funding Source	Budget Description	Amount
Output 1: Increased capacity on tracking and monitoring progress on the Sendai Framework through enhanced data collection	Activity 1.1: Regional Disaster Risk Assessment for Sahel, including gender, climate and conflict analysis + coordination of study	150,480	0	0	AU	Sida	Risk Mapping & vulnerability study consultancy firm (60 days), 1 travel to 7 countries	150,480
	Activity 1.1 a Regional Disaster Risk Assessment for Sahel, including gender , climate and conflict analysis	50,000	0	0	UN Women	✓	Linked to activity 1.1 (50-day study by 2 consultants)	50,000
	Activity 1.1 b Regional Disaster Risk Assessment for Sahel, including gender, climate and conflict analysis; policy	15,000	0	0	UNISDR	✓	Linked to activity 1.1 (30-day study)	15,000
	Activity 1.1 c Regional Disaster Risk Assessment for Sahel, including gender, climate and conflict analysis	50,000	0	0	LCBC	✓	Linked to activity 1.1 (50-day study by 2 consultants)	50,000
	Activity 1.2: Harmonisation of risk and vulnerability assessment methodologies (gender, disaster, climate and conflict risk analysis)	30,000	0	0	UNISDR, (gender) UN Women	✓	Consultancy for drafting tools (60 days);	30,000
	Activity 1.3. Review of harmonised assessment tools by DRR/Climate/Governance/Gender experts	0	0	0	UNDP	✓	Part of activity 1.2	0

³¹ Les définitions et classifications des coûts du projet et coût de l'efficacité du développement à lui imputer sont présentées dans la décision DP/2010/32 du Conseil d'administration.

³² Les modifications apportées au budget d'un projet, qui ont une incidence sur la portée (produits), la date d'achèvement ou les coûts estimatifs totaux du projet nécessitent une révision formelle du budget qui doit être signée par le Comité du projet. Dans d'autres cas, le chef de projet du PNUD peut seul signer la révision à condition que les autres signataires n'y aient pas d'objection. Cette procédure peut être appliquée par exemple lorsque le but de la révision est uniquement de rééchelonner les activités sur plusieurs années.

Activity 1.4: Selection, setting baselines, and monitoring and reporting on Sahel gendered indicators for Sendai and PoA Monitor	280,000	0	0	UNISDR	✓	Baseline data for 7 countries- research	280,000
Activity 1.4a Oversight of data collection, design of data collection methods, data analysis and establishment of baselines	60,000	0	0	UNISDR	✓	Data collection- 2 consultants (60days)	60,000
Activity 1.4b Establishment of baseline data- data analysis	52,500	0	0	UNISDR	✓	Consultancy-2 data analysts in 7 countries (15days)	52,500
Activity 1.4c collection of SADD disaster data - training and data collection	21,500	0	0	UN Women	✓	1 national gender 2-day training in each country (25ppl) + 2 gender data collectors as Activity 1.4	21,500
Activity 1.4c collection of SADD disaster data - gender analysis	0	52,500	25,000	UN Women		Consultant (10 days/country) + national workshop yr1 & consultancy 50days Yr2	77,500
Activity 1.6. Establishment of an online disaster database systems national levels;	0	50,000	0	UNISDR	✓	2 Consultants (50 days ea) & Set up Damage of Loss Databases & guidelines	50,000
Activity 1.6a establishment of national online disaster databases	0	49,500	500	UNISDR	✓	D&L database equipment software programmes (\$1000 ea. + 2 computers (\$3000 ea.) for 7 countries+ antivirus (500 x 2 years)	50,000
Activity 1.6b: Technical training on disaster statistics analysis of NDMAs, and national statistics offices	0	98,800	0	UNISDR	✓	1 regional Training for 40 participants	98,800
Activity 1.7: Capacity needs and Establishment of a Regional information platform in AGRHYMET for the analysis of disaster statistics to inform the region and AGIR	15,000	0	0	AGRHYMET & CILSS	✓	Capacity assessment consultancy (\$500 for 30 days)	15,000

Output 2: Strengthened regulatory and policy frameworks for translating disaster and climate data into risk informed development planning and budgeting	Activity 1.7a: Establishment of a Regional information platform by equipping AGRHYMET	0	72,800	5,800	AGRHYMET & CILSS	✓	8 data processing computers \$4000ea, 2 servers \$10,000 ea; monitors \$250 ea; D&loss software \$3000; 2 printers \$5000 ea; high speed internet @5,000/year; antivirus software \$800/yr;	78,600
	Activity 1.7b: Establishment of a Regional information platform by equipping AGRHYMET	0	17,500	17,500	AGRHYMET & CILSS	✓	Software installation costs& maintenance (5days/country)	35,000
	Activity 1.7c: Contribution to 2 data management analyst salary	0	12,000	12,000	AGRHYMET & CILSS	✓	Salary contribution -\$500/month	24,000
	Activity 1.7d: Data analysis of disaster statistics to inform the region and AGIR	0	74,100	74,100	AGRHYMET & CILSS	✓	Data analysis & report generation and info sharing/year (30 participants)	148,200
	Sub-Total for Output 1:							1,286,580
	Activity 2.1: Development regional DRR/resilience strategy in alignment with SFDRR and PoA in Sahel	21,120	0	0	ECOWAS	✓	Travel by two ECOWAS staff to 4 Sahel countries for consultations.	21,120
	Activity 2.1: Development regional DRR/resilience strategy in alignment with SFDRR& PoA in Sahel	0	123,500	0	ECOWAS	✓	1 ministerial validation workshop for 50 participants	123,500
	Activity 2.1: Development regional DRR/resilience strategies in alignment with SFDRR& PoA in Sahel	0	0	35,000	ECOWAS	✓	roll out of Strategy in Sahel countries - national workshops in 7 countries	35,000
	Activity 2.2. Review and alignment of national DRR strategies/policies with the SFDRR and AU PoA	0	21,120	21,120	AU	✓	Travel (2 reps from AU & ECOWAS ea) to 2 countries each year for 5 days	42,240
	Activity 2.3: Mainstreaming into development plans and adoption of integrated DRR/CC/conflict mainstreaming tools to guide member states	0	74,100	0	UNISDR	✓	1 regional Trainings MADRID for 30 participants	74,100

Activity 2.3a. Training on Mainstreaming gender into DRR/CC policy and action	0	49,400	49,400	UN Women		Regional training for 20 participants	98,800
Activity 2.4: Strengthening of national DRR Platforms to enable DRR/CCA/Conflict integration, coordination and knowledge transfer of best practices.	0	35,000	35,000	ECOWAS	✓	DRR Platforms in 7 countries for 50 participants	70,000
Activity 2.5. Disaster risk management public expenditure review of the Sahel Region	220,000	0	0	UNDP	✓	Study in 2 countries by a consultancy firm	220,000
Activity 2.6: Training and piloting on DRR/CC budget tagging and coding with Ministries of Planning and Finance in two Sahel countries.	0	74,100	0	UNDP	✓	1 Training for 30 planners & financers	74,100
Activity 2.6a: Piloting on DRR/CC budget tagging and coding with Ministries of Planning and Finance in two Sahel countries.	0	0	50,000	UNDP	✓	Consultancy in 2 countries - 50days	50,000
Activity 2.6b Training of ministries on integrating human rights, gender equality and DRR/CCA into planning and budgeting processes	0	0	0	UN Women	✓	Part of activity 2.6	0
Activity 2.8: Regional gender and human rights CSOs capacity development to influence integration of gender equality/ human rights into DRR	-	123,500	123,500	UN Women	✓	2 trainings of 25 CSO representatives/year;	247,000
Activity 2.9: Advocacy with member states on disaster risk financing in collaboration with ARC	-	23,760	23,760	AU	✓	Travel for advocacy (1 participant from AU, ARC, ECOWAS to 3 ECOWAS countries each year);	47,520

	Activity 2.9a: Advocacy with member states on disaster risk financing in collaboration with ARC	-	-	98,800	AU		Workshop with ARC, NDMAs, Ministries of Finance for 40 participants	98,800
	Sub-Total for Output 2:							1,202,180
Output 3: Enhanced recovery processes that address underlying disaster and climate change risks and restore pathways to sustainable development	Activity 3.1. Comprehensive review of existing institutional arrangements, policies and practice for post-disaster recovery and resilience building	50,000	0	0	UNDP	✓	Study - two consultants for 50 days	50,000
	Activity 3.1a. Comprehensive review of existing institutional arrangements, policies and practice for post-disaster recovery and resilience building	18,480	20,000	0	UNDP	✓	1 Travel to 7 Sahel countries, review (yr1)and publication (yr2)	38,480
	Activity 3.2: Capacity development to ECOWAS DRR Unit on preparedness for disaster response and recovery	50,000	60,000	60,000	ECOWAS	✓	Technical expert salary \$5000 a month lump sum	170,000
	Activity 3.3: Development and roll out of a gendered regional post-disaster recovery framework and contextualisation to crisis contexts	0	20,000	34,580	UNDP (UN Women)	✓	Consultancy for 40 days -yr1 + 14 participation from gender ministry in Activity 3.5 yr2	54,580
	Activity 3.4. Strengthening of institutional arrangements for recovery through trainings and systems review of roles and responsibilities for recovery	0	30,840	41,120	UNDP	✓	Roll out Disaster Recovery Frameworks in 7 countries - 3 national workshops in yr 2 and 4 in yr3 wt 50 participants+ (travel- 2 experts for ea meeting)	71,960
	Activity 3.5. Regional PDNA and RPBA Trainings of Sahel Countries	0	0	98,800	UNDP	✓	1 regional training 40 participants + 14 from activity 3.3	98,800
	Activity 3.6. TOT through academia and NDMAs from high risk countries	0	0	0	refer to UNDP Budget	UNDP	Travel and one ToT Trainings of select 15 academia officials	0

	Sub-Total for Output 3:							483,820.00
Output 4: Enhanced Regional and national capacities for Urban Risk Management	Activity 4.1: A comprehensive assessment on current risks, urban disaster management practices, institutional capacities and policies	110,000	0	0	UNDP	✓	Study by consulting firm - 50 days	110,000
	Activity 4.2: Based on the assessment report, development of 7 urban risk mgt action plans	0	31,000	27,000	UNDP	✓	Consultancy for 30 days + national consultation workshop for 40 participants (4 countries yr1 & 3 countries yr2)	58,000
	Activity 4.3: Urban community engagement (women, men and youth) and sensitisation on urban risk mgt and waste management - pilot in 1 country	0	30,000	30,000	ECOWAS	✓	Equipment- land use zoning, waste mgt & recycling	60,000
	Activity 4.4. Capacity development to AU and ECOWAS on urban risk management	80,000	120,000	120,000	ECOWAS, AU	✓	Salary of Technical Specialists \$5000 per month lump sum	320,000
	Activity 4.5. A regional framework and adoption of approaches/ tools for assessing urban resilience	0	12,500	0	UNDP	✓	Consultancy (500 x 25 days)	12,500
	Activity 4.5a. Adoption of approaches/ tools for assessing urban resilience	0	34,580	0	UNDP	✓	2-day expert meeting for 14 people	34,580
	Activity 4.6: Regional training to municipalities on urban development and DRM including enforcement of building codes and waste management	0	0	98,800	ECOWAS	✓	Training for 40 participants	98,800
	Sub-Total for Output 4:							693,880
Output 5: Enhanced knowledge on	Activity 5.1: Knowledge products, case studies and best practices on risk informed development	0	30,000	30,000	AU		Publications, videos	60,000

risk informed development through Regional Dialogue and South-South exchange	Activity 5.2: A regional meeting on disaster statistics, bringing together the principal global, regional and national partners	0	98,800	0	UNISDR	✓	1 regional Training and experience sharing on disaster statistics & Travel of 40 participants	98,800
	Activity 5.2a: South-south exchange on disaster statistics and analysis with ASEAN AHA Centre, Tohoku University etc	0	0	0	refer to UNDP Budget	✓	Travel for 8 govt and REC officials + 1 UNDP staff	0
	Activity 5.3: Regional policy dialogue on DRR public expenditure and learning of good practices on DRR financing from across Africa and Asia	0	86,450	0	UNDP	✓	1 Regional Workshop for 35 participants from Sahel countries	86,450
	Activity 5.4: South-south exchange on urban land use planning, urban risk management with Sahel municipality and city council officials	0	23,760	23,760	AU	✓	Travel for 7 Govt officials from Sahel countries+ 1 ECOWAS +1 AU/yr	47,520
	Activity 5.5: Support to ECOWAS and AU for resource mobilisation to scale-up best practices to other RECs	0	0	36,960	ECOWAS (AU)	✓	UNDP support on project formulation; stakeholder consultations (travel to 7 countries by 2 experts)	36,960
	Activity 5.6: Creation of space for gender human rights regional organisations to influence regional Platforms and dialogue on DRR and adaptation	0	26,400	26,400	UN Women	✓	representation & travel of 5 CSOs in regional forums twice a year)	52,800
	Activity 5.7: Africa DRR and Adaptation Workshop to share lessons from Project results	0	0	197,600	AU	✓	Africa Workshop (80 delegates), Media	197,600
	Activity 5.8: Trainings, research and knowledge transfer to develop regional capacity of the Academia	98,800	98,800	98,800	Peri- Peri U/WASCAL	✓	Master Class Trainings & travel -30 students + 5 professors per yr + 5 trainers	296,400
	Sub-Total for Output 5:							876,530

Evaluation <i>(as relevant)</i> Inception Phase	Monitoring and Evaluation	30,000	60,000	60,000	√	√	Hiring Evaluator, Travel, Final Evaluation report	150,000
	Validation Workshop	35,000	0	0	refer to UNDP Budget		Workshop	35,000
	Equipment for Project Offices	15,000	0	0			computers, printers, desks, etc	15,000
	Project Board	6,003	6,003	6,003			travel for board members	18,009
	Review of Project theory of change based on Study findings	70,000	0	0			workshop	70,000
	Subtotal:							138,009
Project Management Cost	Project Oversight - Staff	558,032	548,033	548,033	√	√	Finance, Admin, Procurement, Project Staff	1,654,098
TOTAL (USD)		2,086,915	2,288,846	2,109,336				6,485,097.00
Delivery per year		32%	35%	33%				
General Management Support (8%)								518,807.76
GRAND TOTAL (USD)							7,003,905	

Budget de la phase de lancement

Produit	Produits/activités de la phase de lancement	Montant en USD	T1	T2	T3	T4	Description du budget
Démarrage du projet	Atelier de validation avec tous les partenaires responsables, les États membres et les partenaires de collaboration	35 000					Atelier **
	Dotation de la CEDEAO d'une cellule d'exécution du projet	15 000					Matériel
	Rédaction de plans de travail annuels détaillés et décaissement des fonds pour la phase de démarrage	-					Atelier mentionné ci-dessus
	1ère réunion du Comité de pilotage du projet pour approuver le budget et le plan de travail	6 003					Déplacement des membres du Comité du projet
	Vérification et mise à jour des informations de référence du projet	-					Centre de services régional du PNUD
	Élaboration des TDR et recrutement de l'équipe de projet	-					Centre de services régional du PNUD
	Évaluation de la CEDEAO par le PNUD par rapport à la HACT - si nécessaire	-					Centre de services régional du PNUD
	Élaboration d'un cadre détaillé de suivi et d'évaluation de l'évolution du projet	-					Atelier mentionné ci-dessus
	Atelier régional pour examiner la théorie du changement du projet, le Cadre de résultat et d'allocation des ressources et les priorités du projet sur la base des résultats des études phares	70 000					Atelier de validation, 30 participants
	Rédaction de plans de travail détaillés, budget pour l'année 2020						Même atelier que celui mentionné ci-dessus
	Rédaction des TDR pour les évaluations et le recrutement de consultants et de cabinets de conseil pour soutenir les produits 1 à 5	-					Toutes les parties responsables
	Total	126 003					
	Activité 1.1. Rapport sur la situation du développement tenant compte des risques en Afrique	265 480					Cabinet de conseil ; cabinet de conseil pour l'analyse de la vulnérabilité
	Activité 1.2. Mise au point et harmonisation des outils d'analyse des risques couvrant les catastrophes, le climat, les conflits et le genre	30 000					Service-conseil
	Activité 1.4. Sélection et établissement d'indicateurs et de bases de référence sexospécifiques à suivre et à surveiller pendant la mise en œuvre du projet	280 000					Recherche pour déterminer les bases de référence et atelier
	Activité 1.4 abc. Procédures de collecte de données SADD relatives aux catastrophes	134 000					
	Activité 1.6. Bases de données nationales à intégrer dans la base de données régionale	-					Matériel ; consultants
	Activité 1.7. Examen des capacités et des besoins d'AGRYHMET pour héberger une plateforme régionale de base de données sur les catastrophes	15 000					Évaluation HACT
	Total	724 480					
Produit 2	Activité 2.1. Appui à l'examen des politiques nationales de RRC en cours en 2019 au Sahel	21 120					Déplacements
	Activité 2.5. Examen des dépenses publiques de gestion des risques de catastrophe dans la région du Sahel	220 000					Étude
	Total	241 120					
Produit 3	Activité 3.1. Étude sur la préparation au redressement en Afrique	50 000					Conseil, validation, conception et publication

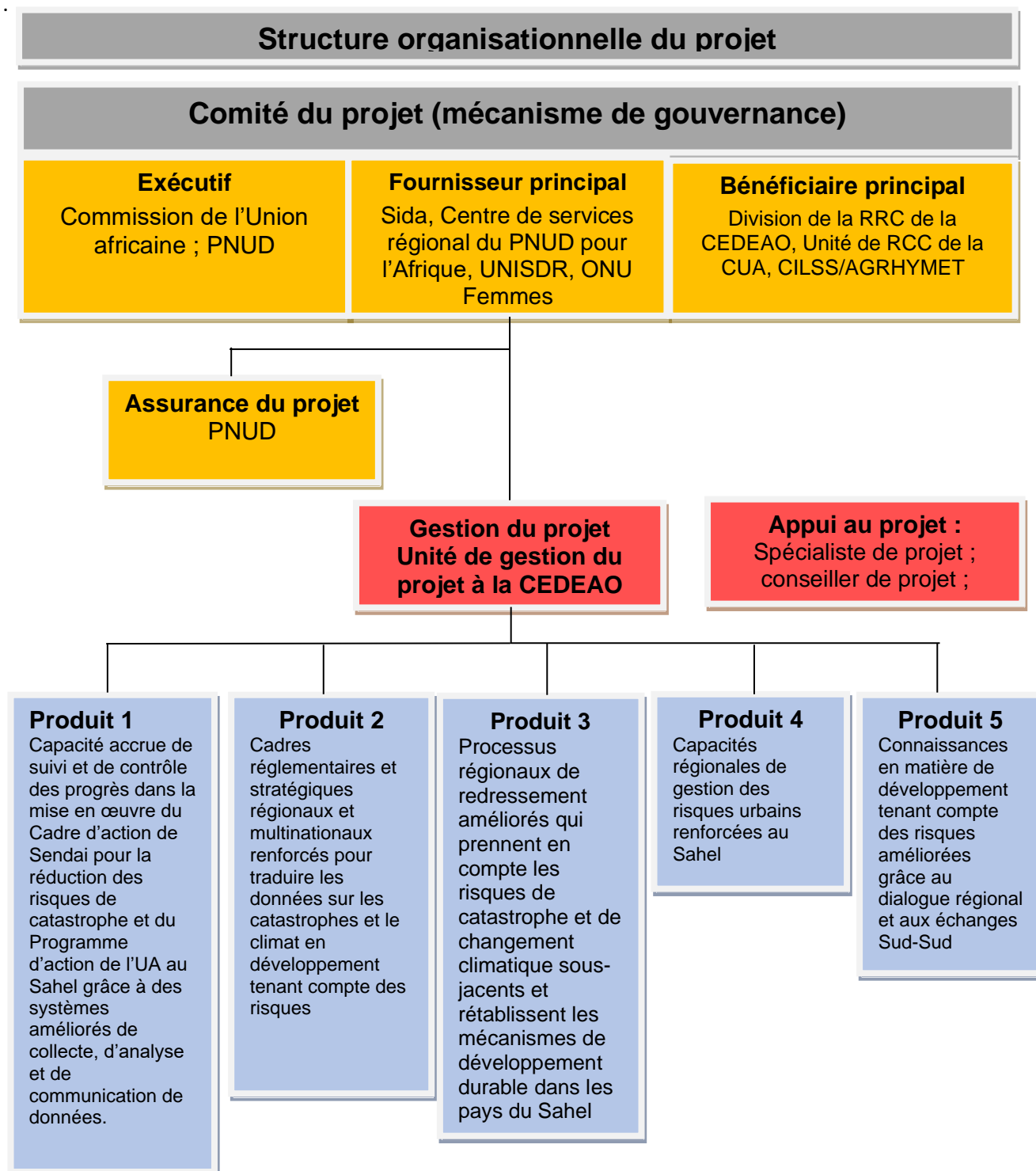
	Activité 3.1a. Examen complet des dispositifs (institutions, politiques publiques et pratiques en place) pour le redressement après une catastrophe et le renforcement de la résilience.	18 480				Service-conseil
	Activité 3.2. Développement des capacités de la CEDEAO en matière de préparation à la réaction et au redressement	50 000				Experts techniques – salaire 5 000 dollars/mois
	Total	118 480				
Produit 4	Activité 4.1. Rapport sur la situation de la gestion des risques urbains en Afrique	110 000				Étude
	Activité 4.4. Développement des capacités de la CEDEAO en matière d'évaluation des risques urbains	40 000				Experts techniques – salaire 5 000 dollars/mois
	Activité 4.4. Développement des capacités de l'UA en matière d'évaluation des risques urbains	40 000				Experts techniques – salaire 5 000 dollars/mois
	Total	190 000				
Produit 5	Activité 5.8. École d'été sur l'analyse des risques avec PERIPERI U pour développer les capacités régionales du monde universitaire	98 800				École d'été
	Total	98 800				
Gestion du projet	Suivi et évaluation	30 000				
	Services de gestion générale 8 %	166 953				
	Coût de l'appui au programme	558 032				
	Total	754 985				
TOTAL Phase de lancement		2 253 868				

** inclura 35 000 dollars du PNUD

Contribution du PNUD au projet de résilience du Sahel

	% de l'appui	Salaires du personnel	Phase de lancement	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	Total (USD)
Produits						
Produit 1 - Activité 1.6 Échange Sud-Sud avec le Projet de statistiques sur les catastrophes en Asie			10 000	10 000	10 000	30 000
Produit 3 - Activité 3.5 Formation de formateurs pour les milieux universitaires sahéliens avec PERIPERI U			-	30 000	30 000	60 000
Supervision du programme						-
Chef d'équipe pour la RRC	0,15	292 000	43 800	43 800	43 800	131 400
Conseiller régional en RCC	0,2	240 000	48 000	48 000	48 000	144 000
Spécialiste des questions de genre	0,1	240 000	24 000	24 000	24 000	72 000
Conseiller en politiques relatives au changement climatique	0,1	240 000	24 000	24 000	24 000	72 000
Suivi						-
Déplacements			5 000	5 000	5 000	15 000

IX. DISPOSITIFS DE GOUVERNANCE ET DE GESTION DU PROJET



X. CONTEXTE JURIDIQUE ET GESTION DES RISQUES

Conformément aux dispositions de l'article III de l'Accord type d'assistance de base (SBAA), la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du Partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde du Partenaire de mise en œuvre incombe à ce dernier. À cette fin, le Partenaire de mise en œuvre :

- a) met en place et maintenir un plan de sécurité approprié, tenant compte de la situation sécuritaire dans le pays où le projet est mis en œuvre ;
- b) assume tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du Partenaire de mise en œuvre et à la mise en application intégrale du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier un tel plan est en place et de suggérer d'y apporter des modifications s'il y a lieu. Le non-maintien et la non-application d'un plan de sécurité approprié, tel que requis dans les présentes, sera considéré comme une violation des obligations du Partenaire de mise en œuvre en vertu du présent Descriptif de projet.

Le Partenaire de mise en œuvre accepte de déployer tous les efforts raisonnables pour s'assurer que des fonds du PNUD reçus en vertu du Descriptif de projet ne soient en aucun cas utilisés pour soutenir des personnes ou des entités associées au terrorisme, et que les bénéficiaires de toute somme fournie par le PNUD en vertu du présent Descriptif de projet ne figurent pas sur la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité établi par la résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée à l'adresse http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml. Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats conclus en vertu du/suite au présent Descriptif de projet.

CLAUSES TYPES CONCERNANT LE CONTEXTE JURIDIQUE

Ce projet s'inscrit dans un cadre programmatique global dans lequel plusieurs activités distinctes connexes seront mises en œuvre au niveau des pays. Lorsque des services d'assistance et d'appui aux activités nationales correspondantes sont fournis au titre du Projet, le présent document constituera l'instrument « Descriptif de projet » visé : i) dans les SBAA signés respectivement pour les pays considérés ; ou ii) dans les [Dispositions supplémentaires](#) jointes au Descriptif de projet dans les cas où le pays bénéficiaire n'a pas signé un SBAA avec le PNUD, joint au présent document et en faisant partie intégrante. Toute mention dans le SBAA de l'« Organisme d'exécution » est réputée faire référence au « Partenaire de mise en œuvre ».

Ce projet sera mis en œuvre par l'organisme (nom de l'organisme) (« Partenaire de mise en œuvre ») conformément à ses règlement, règles, pratiques et procédures financières, uniquement dans la mesure où ces instruments ne contreviennent pas aux principes énoncés dans le Règlement financier et les règles de gestion financière du PNUD. Lorsque la gouvernance financière d'un Partenaire de mise en œuvre ne fournit pas les orientations nécessaires pour assurer la meilleure optimisation des ressources qui soit, l'équité, l'intégrité, la transparence et une concurrence internationale effective, la gouvernance financière du PNUD s'applique.

CLAUSES TYPES CONCERNANT LA GESTION DES RISQUES

Le projet étant une opération régionale plurinational, la modalité de mise en œuvre retenue sera celle de la mise en œuvre directement pour les projets mondiaux et régionaux. On retrouvera ci-dessous les détails de la modalité de mise en œuvre directe :

Projets mondiaux et régionaux (dans le cadre de la mise en œuvre du PNUD/DIM)

1. La responsabilité de la sûreté et de la sécurité du Partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde du Partenaire de mise en œuvre incombe à ce dernier. Le Partenaire de mise en œuvre : a) met en place et maintient un plan de sécurité approprié, tenant compte de la situation sécuritaire dans le pays où le projet est mis en œuvre ; et b) assume tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du Partenaire de mise en œuvre et à la mise en application intégrale du plan de sécurité. Le PNUD se réserve le droit de vérifier un tel plan est en place et de suggérer d'y apporter des modifications s'il y a lieu. Le non-maintien et la non-application d'un plan de sécurité approprié, tel que requis dans les présentes, sera considéré comme une violation du présent contrat.
2. Le Partenaire de mise en œuvre accepte de déployer tous les efforts raisonnables pour s'assurer que des fonds du PNUD reçus en vertu du Descriptif de projet ne soient en aucun cas utilisés pour soutenir des personnes ou des entités associées au terrorisme, et que les bénéficiaires de toute somme fournie par le PNUD en vertu du présent Descriptif de projet ne figurent pas sur la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité établi par la résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée à l'adresse http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml. Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats conclus en vertu du présent Descriptif de projet.
3. Conformément aux politiques et procédures du PNUD en matière de programmes et d'opérations, la durabilité sociale et environnementale sera renforcée par l'application des normes sociales et environnementales du PNUD (<http://www.undp.org/ses>) et du Mécanisme de responsabilisation connexe (<http://www.undp.org/secu-srm>).
4. Le Partenaire de mise en œuvre : a) dirige le projet et les activités liées au projet conformément aux normes sociales et environnementales du PNUD, b) mettre en application tout plan de gestion ou d'atténuation établi aux fins du projet pour se conformer à ces normes, et c) intervient de manière constructive et en temps voulu pour répondre aux préoccupations et aux plaintes formulées par le biais du Mécanisme de responsabilisation. Le PNUD cherchera à faire en sorte que les populations locales et les autres parties prenantes du projet soient informées du Mécanisme de responsabilisation et y aient accès.
5. Tous les signataires du Descriptif de projet coopéreront de bonne foi à tout processus d'évaluation des engagements pris dans le cadre du projet ou liés au projet, ou de la conformité aux normes sociales et environnementales du PNUD. Cette coopération inclut la fourniture d'un accès aux sites, personnel concerné, informations et documents du projet.

XI. ANNEXES

ANNEXE I : Projets en cours du PNUD au niveau régional

Le projet envisagé s'inscrit dans le cadre du projet régional sur le renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe de l'Afrique intitulé *Strengthening Africa's Resilience and Capacities for Adaptation and Disaster Risk Reduction: Fostering Risk-informed Solutions for Sustainable Development*. Ce projet continental sur la RRC a été approuvé en juillet 2018 avec un financement du PNUD de base de 1 000 000 de dollars pour quatre ans. Le projet continental de RRC est mis en œuvre avec un financement de base du PNUD. Bien que le projet soit régional, il incarne également une démarche plurinationale et concerne actuellement le Mozambique (SADC), Maurice (PEID), le Niger (CEDEAO), le Soudan du Sud (IGAD) et le Cameroun (CEEAC). Dans le cadre de ce projet, une mission de cadrage a été effectuée au Mozambique et à Maurice conjointement avec les agences nationales de gestion des catastrophes (ANGC) pour examiner les systèmes, politiques et dispositifs institutionnels en place dans ces pays pour la collecte et l'utilisation des données sur les catastrophes et les dégâts et pertes en vue d'un développement tenant compte des risques. La prochaine phase consistera à mettre en place des bases de données nationales qui aideront les deux pays à communiquer les obligations leur incombant au titre du Cadre d'action de Sendai et à mener leurs processus de développement national. En outre, le PNUD, en collaboration avec l'UE, a également aidé l'État mauricien à renforcer ses capacités internes en matière de préparation au redressement. À cet égard, une formation en PDNA a été organisée entre les 8 et 12 octobre 2018 à l'intention des ministères techniques, qui a permis de recenser les lacunes à combler dans les politiques et institutions en 2019. Au Soudan du Sud, le projet continental sur la RRC a aidé le gouvernement du Soudan du Sud et le système des Nations Unies à analyser les lacunes en matière de résilience et à formuler la stratégie de résilience du pays, qui vise à contribuer à la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai. Il est prévu que ces initiatives éclairent ces interventions à mener au Sahel dans le cadre du projet envisagé et vice versa à travers des ateliers régionaux.

La composante redressement de ce projet a des liens étroits avec la phase 2 d'un projet régional sur le renforcement des capacités pour un redressement résilient, intitulé « *Building Capacities for Resilient Recovery-Phase 2' 2017- 2019* », en cours de mise en œuvre en Afrique (notamment à Cabo Verde, au Burkina Faso et au Niger) et en Asie (Myanmar et RDP lao), et avec le concours d'organismes intergouvernementaux. Dans le cadre de ce projet, le PNUD a systématiquement investi dans la rationalisation des lignes directrices concernant la méthodologie des PDNA et les outils d'évaluation, en élaborant des modules de formation type et en dressant une liste d'experts en PDNA.

Le projet, mis en œuvre en étroite collaboration avec la Banque mondiale/le GFDRR, l'UE et le système des Nations Unies dans son ensemble, a réussi à sensibiliser largement aux outils et à la méthodologie appliqués à la PDNA parmi les États, les organisations intergouvernementales régionales et les partenaires, et à établir des partenariats avec les agences participant au processus de renforcement des capacités. Le projet a créé une forte demande d'assistance technique de la part des États, et les organisations intergouvernementales sont désireuses de soutenir la PDNA comme outil et méthode d'évaluation des besoins en redressement et d'élaboration de plans de redressement. Cette assistance ne se limite pas qu'à l'évaluation des besoins, mais soutient également la planification et la mise en œuvre du redressement. S'appuyant sur des travaux antérieurs, le projet envisagé consolidera et approfondira les capacités en matière de PDNA et de planification du redressement, en particulier pour la CEDEAO, au titre de son produit 3. Tenant compte des enseignements tirés de ce projet et des difficultés pour la région du Sahel à trouver des experts francophones pour entreprendre les PDNA, le projet envisagé développera également des réseaux régionaux d'expertise et conduira à un partage d'expériences beaucoup plus large dans la région du Sahel.

Appui au Groupe des négociateurs africains (GAN) dans le cadre de la CCNUCC - Avec des financements de la Norvège, le PNUD aide le Groupe africain de négociateurs à adopter des positions africaines sur des

domaines thématiques des négociations menées dans le cadre de la CCNUCC et à parrainer leur participation auxdites négociations. En 2018, le PNUD a élargi la portée de cette initiative pour inclure la prise en compte systématique de l'égalité des sexes dans l'action climatique. Lors d'un atelier de formation sur les questions de genre et le changement climatique en octobre 2018, les négociateurs africains ont souligné que la réduction des risques liés au genre et aux catastrophes était l'un des domaines qu'ils devaient renforcer. Ainsi, ce projet travaillera avec le Groupe africain de négociateurs de la région du Sahel et ONU Femmes au renforcement des connaissances des négociateurs sur cette question ainsi qu'à la consolidation des OSC travaillant sur les questions du genre et les droits humains afin de promouvoir ce travail de plaidoyer après l'achèvement du projet.

ANNEXE II : Consultations des parties prenantes pendant la préparation du projet

Partenaire principal	Date de la consultation	Type de consultation	Personne à contacter :
CEDEAO	18/02/19	Appel d'Aliou sur Skype pour présenter le Descriptif de projet	Ibrahim Mohammed hammedibrahim@yahoo.com
	26/02/19 – 8/03/19	Échanges de courriels – transmission du Descriptif de projet et demande de réunion	“
	11/03/19	Appels Skype et échanges de courriels pour convenir des modalités de rencontre	“
	14/03/19	Réunion à l'Unité de RRC de la CEDEAO à Abuja pour présenter le projet et recueillir des observations verbales	Ibrahim Mohammed, Mkoyo Echabor, Usman Adam Obedie et Godfrey Amaedi
	19/03/19 ; 25/03/19	Courriels – observations écrites supplémentaires	Ibrahim Mohammed
Union africaine	7/02/19	Présentation par courriel et organisation des réunions	Nyambe Hansen, Kai Gatkuoth et Leah Naess Wanambwa wanambwa@africa-union.org ; kaiG@africa-union.org ;
	25/02/19	Rencontre avec l'équipe de RCC de l'UA pour présenter le projet	Kai Gatkuoth et Aboubakar Diane
	5/03/19	Briefing sur la prochaine réunion de présentation du projet	Kai Gatkuoth
	7/03/19	Réunion de l'UA dans les bureaux du PNUD pour présenter le projet, recueillir et formuler des commentaires et s'accorder	Kai Gatkuoth, Nomsa Dube et Aboubakar Diane
	12/03/19	Transmission du Descriptif de projet révisé et présentation à l'UA pour observations	Kai Gatkuoth, Nomsa Dube et Aboubakar Diane
	21/03/19	Courriels – premiers commentaires écrits exhaustifs sur le Descriptif de projet et demande de soumission conjointe	“
	26/03/19	Réunion dans les bureaux de l'UA pour préciser davantage les rôles des partenaires d'exécution du projet	Kai Gatkuoth, Nomsa Dube et Aboubakar Diane
	26/03/19	Commentaires écrits supplémentaires sur le Descriptif de projet	
ONU Femmes	12/12/18	Courriel de présentation du projet et apprécier de l'intérêt d'ONU femmes pour le projet	Rahel Steinbach rahel.steinbach@unwomen.org
	25/02/19	Point sur les commentaires reçus de Sida sur le Descriptif de projet	“
	18/03/19	Transmission du Descriptif de projet pour observations	marie.josee.kandanga@unwomen.org ; johnson.nkemndi@unwomen.org ; rahel.steinbach@unwomen.org
	21/03/19	Recueil de commentaires sur le Descriptif de projet	Rahel Steinbach
	22/03/19	Appel Skype pour passer en revue les commentaires recueillis	“
	27/02/19	Courriel – demande de réunion avec l'UNISDR pour présenter le Descriptif de projet	Diana Mosquera Calle diana.mosquera@un.org ; Amjad Abbashar ; abbashar@un.org
UNISDR	03/04/2019	Réunion avec l'UNISDR au bureau de l'UA pour présenter le projet à l'UNISDR	Diana Mosquera Calle, Mathews Tulu et Vanessa Buchot
	7/03/19 –	Échange de courriels pour présenter le	diana.mosquera@un.org

	18/03/19	Descriptif de projet et courriels comme suite aux commentaires recueillis	abbashar@un.org ; vanessa.buchot@un.org
	21/03/19	Accord de collaboration de la part de l'UNISDR	Diana Mosquera Calle ;
	27/03/19	Communication de la proposition révisée à l'UNISDR pour transmission à son siège	
PERIPERI U	Jan. – mars	Échanges de courriels au sujet du projet	Inger Haber et Dr Holloway

ANNEXE III : Mandat du Comité de projet

Aperçu général

Le projet « **Renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation à l'appui de la résilience dans la région du Sahel : promouvoir des solutions de développement durable tenant compte des risques** » sera dirigé par un Comité de projet. La mission première de ce comité consistera à définir les politiques et à fournir des orientations et une direction opérationnelles, institutionnelles et politiques au projet sur la résilience au changement climatique et aux catastrophes soutenu par l'ONU afin de s'assurer qu'il reste dans les limites du cadre convenu. Le Comité du projet fournit également des orientations sur l'ensemble des produits du projet et facilite la communication sur l'appui au projet de la part du secteur public, du secteur privé, du gouvernement et de la communauté des donateurs, et vice-versa. Le Comité du projet donnera également une vision stratégique globale à la direction du projet, en étroite collaboration avec le PNUD et les ministères gouvernementaux participants. Tenant compte de ces objectifs principaux, le Comité du projet réglera ses propres procédures.

Composition

La composition du Comité du projet devrait être celle indiquée dans la structure organisationnelle du projet, comme indiqué à la section VIII du présent Descriptif de projet intitulée : *Dispositifs de gouvernance et de gestion*. Les observateurs, conseillers et autres participants seront présents sur invitation à la discrétion du Comité du projet. Le Coordonnateur régional du projet assurera le secrétariat du Comité du projet. Le Comité du projet mène ses activités par consensus. Chaque entité participante devrait désigner un point focal pour le projet.

Responsabilité

Les rôles des membres du Comité du projet devront être conformes à la méthode PRINCE2 de gestion de projet pour la transparence et la responsabilisation. Le Comité du projet comprendra en son sein les fonctions d'Exécutif, de Fournisseur principal, d'Utilisateur principal et de Gestionnaire de projet.

Fonction d'Exécutif

L'Exécutif est le principal décideur, qui s'appuie sur les conseils et l'engagement des autres membres du Comité. L'Union africaine et le Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique (gestionnaire principal) assumeront la fonction d'Exécutif du projet, avec les attributions spécifiques suivantes :

- Présider les réunions du Comité du projet
- Assurer la supervision directe du Secrétariat (personnel du projet)
- Approuver les plans de travail et les budgets
- S'assurer de la mise en place d'une structure organisationnelle cohérente du projet et d'un ensemble logique de plans (plans de travail et plans d'urgence si nécessaire)
- Surveiller l'établissement des rapports sur l'état d'avancement
- S'assurer de vérifier tout changement proposé concernant la portée, les coûts ou les calendriers par rapport aux résultats visés
- Surveiller et contrôler l'avancement du projet à un niveau stratégique
- Approuver le rapport d'achèvement du projet et le rapport sur les enseignements tirés et diffuser les résultats
- Approuver la notification de clôture du projet
- Veiller à ce que les risques soient suivis et atténués aussi efficacement que possible
- Veiller à la diffusion des résultats aux parties prenantes appropriées aux niveaux national, mondial et international

Fonction de Fournisseur principal

La fonction de Fournisseur principal représente les intérêts de ceux qui conçoivent, mettent au point, mettent en œuvre, achètent, testent, exploitent et entretiennent les produits du projet, y compris l'appui technique au projet. La fonction de Fournisseur principal a le pouvoir d'engager du personnel et des ressources financières. Dans ce projet, la fonction de Fournisseur principal sera assumée par les donateurs et le Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique. Les attributions spécifiques des entités seront les suivantes :

- Autoriser les dépenses à différents niveaux
- S'assurer que les progrès vers les effets du projet restent cohérents du point des donateurs/organismes de financement
- Veiller à ce que le personnel et les ressources financières, y compris l'appui technique requis pour la mise en œuvre du projet, soient mis à disposition
- Promouvoir et maintenir l'accent sur les effets souhaités du projet du point de vue du fournisseur
- Faire des arbitrages concernant les divergences avec les fournisseurs et veiller les aplanir.
- Fournir des opinions du point de vue du fournisseur sur les décisions du Comité du projet.
- Approuver les termes de référence et/ou les spécifications techniques des produits
- Nouer des partenariats stratégiques pour l'exécution du projet et les ressources supplémentaires et pour influencer sur les politiques/pratiques.
- Surveiller les risques

Le PNUD a pour rôle particulier d'autoriser les dépenses annuelles et trimestrielles et de convoquer des réunions tripartites annuelles et finales au cours desquelles les donateurs/organismes de financement, les ministères d'exécution et les représentants des bénéficiaires délibèrent sur l'avancement du projet.

Fonction de Bénéficiaire principal

Le rôle d'Utilisateur principal est de préciser les besoins et les priorités des bénéficiaires du projet et de confirmer si les fournisseurs ou le projet lui-même ont effectivement atteint les produits/résultats déclarés à leur satisfaction. La CEDEAO et les institutions régionales participantes assumeront le rôle d'Utilisateur principal au sein du Comité du projet. La représentation des pays au sein du Comité du projet peut se faire par rotation. Les utilisateurs principaux sont responsables de l'engagement de la contribution des utilisateurs (en espèces ou en nature) et du suivi de l'exécution du projet. Les attributions spécifiques sont les suivantes :

- Veiller à ce que les effets souhaités du projet soient spécifiés du point de vue des bénéficiaires
- S'assurer que les progrès vers la réalisation des effets souhaités par les bénéficiaires restent cohérents du point de vue des bénéficiaires
- Veiller à ce que les contributions des bénéficiaires en espèces ou en nature telles que les contributions communautaires au niveau local, les bureaux, le détachement de personnel, les terres et autres soient mis à disposition pour la réussite du projet dans les pays de mise en œuvre
- Promouvoir et maintenir l'accent sur les effets souhaités du projet du point de vue des bénéficiaires
- Évaluer et approuver les spécifications technologiques qui auront une incidence directe sur eux, notamment en veillant à ce qu'elles répondent aux exigences des bénéficiaires.
- Informer, conseiller et solliciter les avis des bénéficiaires sur toutes les questions du projet à travers divers forums
- Résoudre tout conflit de la part des bénéficiaires du projet
- Surveiller les risques pour les bénéficiaires
- Fournir aux bénéficiaires du projet un avis sur les dispositions postérieures au projet afin d'assurer la pérennité des résultats du projet
- Défendre pleinement tous les intérêts des différents groupes de bénéficiaires qu'ils représentent.

Fonction de gestionnaire de projet

La fonction de gestionnaire de projet (ci-après appelé coordonnateur régional du projet) est décrite en détail à l'annexe IV. La nomination du coordonnateur régional du projet devra être approuvée par le Comité du projet.

Réunions

- Le coordonnateur régional du projet, en liaison avec le personnel administratif, est responsable de la préparation d'un calendrier des réunions du Comité du projet.
- Le Comité du projet sera coprésidé par l'Union africaine et le Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique.
- Le Comité du projet se réunira deux fois par an pour examiner l'évolution du projet. Un petit groupe composé des ministères chargés de la planification économique, des agences nationales de gestion des catastrophes et le changement climatique/de l'environnement et le PNUD pourrait être créé pour s'occuper des questions silencieuses qui nécessitent une attention entre les réunions du Comité du projet.
- De plus, le Comité du projet se réunira immédiatement après l'atelier de lancement du projet.
- Deux membres du Comité du projet ou le président seul peuvent demander une réunion supplémentaire du Comité si les circonstances l'exigent.
- Le coordonnateur du projet établira les procès-verbaux des réunions du Comité du projet.

ANNEXE IV : Mandat du Coordonnateur régional du projet

Attributions et responsabilités

Gestion et supervision du projet

- Diriger et superviser le personnel financé par le projet et fournir des conseils et assurer l'encadrement nécessaires.
- Établir les plans de travail et les budgets annuels et trimestriels du projet.
- Veiller à ce que des rapports d'étape financiers et techniques soient compilés trimestriellement et annuellement concernant les activités, les produits et les effets des différentes composantes du projet.
- Préparer les rapports des donateurs conformément à leurs règles et règlements et faire périodiquement rapport au Comité du projet sur l'état d'avancement du projet, y compris la situation financière.
- Remplir les fonctions de secrétariat du Comité du projet et veiller à ce que ce dernier reçoive tous les documents nécessaires concernant la mise en œuvre du projet.
- Effectuer des visites périodiques sur le terrain aux fins du suivi du projet et fournir des avis techniques et opérationnels aux partenaires de mise en œuvre et aux bénéficiaires.
- Projet de termes de référence pour les missions et les consultants
- Sous la supervision du Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique et de l'UA, traiter les engagements de ressources au titre d'intrants, dont le personnel, les consultants, les biens et services et la formation
- Assurer des consultations en temps opportun avec le PNUD et les autres donateurs parties prenantes pour assurer leur contribution optimale aux divers processus du projet afin de forger des partenariats solides et durables
- Coordonner la définition des priorités de développement et la mise en œuvre efficace du plan de travail et des processus budgétaires annuels du projet, avec la capacité de travailler efficacement avec les points focaux des institutions participantes, les représentants des donateurs et le Comité du projet
- Gérer les risques, y compris en élaborant des plans d'urgence.

Appui au renforcement des capacités et contribution à la poursuite par l'Afrique d'un développement tenant compte des risques :

- Soutenir le développement des capacités pour établir des mécanismes nationaux et régionaux de renforcement des informations sur les risques de catastrophe et risques climatiques pour la planification et la mise en œuvre du développement.
- Dispenser une formation aux institutions non exécutives pouvant éventuellement assumer les fonctions de supervision et de responsabilité en matière de développement tenant compte des risques et de suivi (par exemple, les commissions parlementaires et les ONG).
- Apporter une assistance dans les projets de développement des capacités afin de développer l'expertise régionale en matière de gouvernance du développement tenant compte des risques, y compris le mentorat.
- Fournir des conseils et des orientations pour intégrer l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe dans les processus nationaux et sectoriels de planification et de mise en œuvre.
- Soutenir l'analyse et fournir des conseils sur la manière dont les gouvernements et d'autres parties prenantes peuvent intégrer le changement climatique et la RRC dans les processus budgétaires.
- Superviser la production de données factuelles prouvant les connaissances sur l'efficacité du développement tenant compte des risques, du redressement et de la gestion des risques urbains dans la région sont échangées entre les pays et dans le monde. Assurer la supervision de tous les produits du savoir.

- Recommander et faciliter, en étroite collaboration avec le Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique et le Siège, des formations en PDNA aux niveaux national et régional.

Formulation de politiques et conseils

- Mener des actions de plaidoyer, promouvoir la sensibilisation et la compréhension des liens et des buts et objectifs synergiques du développement tenant compte du climat et des risques, du développement durable et de la réalisation des ODD ;
- Fournir aux CER et aux États des conseils sur les politiques dans le cadre de l'élaboration de cadres institutionnels, législatifs et stratégiques pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation ;
- Faciliter les initiatives de plaidoyer liées à la prise en compte systématique de la réduction des catastrophes dans les initiatives de développement soutenues par le PNUD/ONU dans les pays et à la prise en compte systématique de la RRC et de la résilience dans les politiques, plans et projets nationaux ;
- En collaboration avec les CER et le gouvernement concerné, formuler des politiques régionales et nationales d'adaptation au climat, de RRC, de redressement et de gestion des risques urbains, le cas échéant

Partenariats stratégiques et mobilisation des ressources

- Assurer une liaison constante avec les institutions d'exécution, les agences des Nations Unies, les institutions gouvernementales, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé, la société civile et autres acteurs aux niveaux national, sous-régional et régional
- Diriger les efforts déployés pour nouer des partenariats à l'appui des produits indiqués dans le document d'appui au projet
- Mener des recherches sur les guichets de financement des actions liées aux catastrophes et au climat et aider les États, les ONG et les partenaires du secteur privé à accéder aux ressources à l'appui de la mise en œuvre du projet et à combler le manque de ressources aux niveaux régional et national.
- Mobiliser des partenariats externes et des ressources financières pour soutenir les programmes et les activités.

Gestion des connaissances

- Se tenir au courant des évolutions dans le domaine du développement tenant compte des risques, de la gestion des risques urbains et du redressement, et informer les partenaires régionaux et nationaux concernés de toutes les incidences sur le projet sur la résilience
- Organiser périodiquement des ateliers de dialogue régionaux et nationaux avec les parties prenantes sur le renforcement de la résilience
- Guider l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale de communication sur le changement climatique
- Consigner et diffuser les enseignements tirés et les meilleures pratiques à l'intention des partenaires régionaux et nationaux concernés
- Accéder aux meilleures pratiques mondiales, les faire connaître à d'autres parties prenantes locales et internationales et s'assurer que de les intégrer aux étapes de planification du projet
- Veiller à ce que la programmation prenne en compte les conclusions de l'audit et de l'évaluation du projet, en formulant un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre des recommandations de l'audit et de l'évaluation.

Compétences

- Démontrer des compétences solides en communication orale et écrite, y compris des aptitudes en présentation
- Rechercher et appliquer les connaissances, les informations et les meilleures pratiques

- Avoir la capacité d'assurer une gestion axée sur les résultats et d'établir des rapports, et de mettre au point des produits de haute qualité en temps opportun tout en comprenant et en anticipant les besoins évolutifs.
- Avoir la capacité à diriger la formulation, la supervision de la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets de développement.
- Établir des relations solides avec les parties prenantes, mettre l'accent sur l'impact et les résultats pour les parties prenantes, et réagir positivement aux retours d'informations.
- Aborder constamment le travail avec énergie et une attitude positive et constructive.
- Faire preuve d'ouverture au changement et de capacité à gérer les complexités
- Rester calme, garder le contrôle et être de bonne humeur, même sous pression
- Avoir des compétences éprouvées en réseautage, esprit d'équipe, organisation et communication, et la capacité à travailler efficacement avec des organisations internationales, des donateurs, des ONG et le secteur privé
- Faire preuve d'aptitude à gérer les ressources financières, humaines et matérielles dans le cadre de projets
- Faire montre de sensibilité et d'adaptabilité aux cultures, au genre, à la religion, à la race, à la nationalité et à l'âge

Aptitudes et expérience requises

Éducation :

- Maîtrise en réduction des risques de catastrophe, changement climatique, administration publique, études du développement, affaires internationales, science politique, sciences sociales ou dans d'autres domaines connexes

Expérience professionnelle :

- Au moins 7 années d'expérience progressive dans l'appui aux processus nationaux d'intégration de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement
- Une expérience avérée dans la fourniture de conseils sur les réformes institutionnelles à des décideurs et praticiens de haut niveau des gouvernements de pays en développement est indispensable et une expérience en Afrique un avantage.
- Expérience de travail sur la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique et compréhension de l'efficacité du développement
- Expérience des projets et de la gestion de projets, y compris la gestion technique, administrative et financière, avec des compétences en facilitation et en coordination, et capacité démontrée à travailler de manière indépendante
- Expérience concrète en conception, suivi et évaluation de projets de développement et établissement d'interrelations entre des organisations internationales et des autorités nationales
- Une expérience du recrutement et de la gestion de consultants/personnel de projet est souhaitable
- Expérience de travail avec la société civile, les médias et des parlements dans la promotion de la transparence et de la responsabilité à l'égard des politiques et programmes gouvernementaux
- Une expérience de travail au sein d'une organisation internationale ou de la famille des Nations Unies est un atout
- Une connaissance approfondie des politiques, procédures et pratiques du PNUD, y compris une connaissance du système opérationnel ATLAS, est un atout
- Connaissances informatiques complètes en recherche sur Internet et suite Microsoft Office, c'est-à-dire MS Word, MS Excel et MS Power Point Une expérience en gestion de sites web est un atout

Exigences linguistiques : Maîtrise de l'anglais et parfaite maîtrise de l'expression orale et écrite Une connaissance pratique du français est un atout.

ANNEXE V : Mandat du spécialiste du redressement résilient (P3)

Attributions et responsabilités

Résumé des principales fonctions :

- Veiller à un soutien cohérent et de qualité – et assurer le suivi et l'établissement de rapports sur la mise en œuvre des politiques nationales et régionales de redressement résilient et du cadre du projet
- Faciliter la mise en réseau et la gestion des connaissances liées au redressement résilient
- Contribuer aux initiatives de mobilisation des ressources liées aux crises et aux efforts de redressement prises par les pays en période de réaction à une crise
- Fournir un soutien conséquent en réponse aux besoins sur le terrain et en particulier concernant les évaluations des besoins après une catastrophe (PDNA) en Afrique

Assurer un soutien cohérent et de qualité à la mise en œuvre des cadres régionaux et nationaux de politique de redressement, en privilégiant l'obtention des résultats suivants :

- Examen de la situation du redressement résilient en Afrique aux niveaux régional et national :
- Mise en place/renforcement des dispositifs institutionnels nationaux pour un redressement résilient qui permettent de relier l'action humanitaire, le redressement et le développement durable
- En collaboration avec les agences nationales de gestion des catastrophes et d'autres parties prenantes, contribution à l'élaboration de cadres de politiques et cadres juridiques pour un redressement résilient
- Coordonner l'élaboration d'une méthodologie et d'une approche pour la prise en compte systématique de la réduction des risques, de la prévention des conflits et des questions de genre dans les projets de redressement
- Mise à jour périodique du concept et du cadre global du projet de redressement sur la base des examens, des enseignements tirés et des meilleures pratiques venant de différents domaines thématiques
- Fourniture d'un appui au redressement aux États sur demande, soit par des affectations d'agents soit virtuellement
- Fourniture aux bureaux de pays du PNUD d'un appui technique approprié pour faire face à des crises en cours et au redressement aux niveaux national ou régional
- Engagement et supervision de consultants pour soutenir les politiques de redressement résilient et/ou l'élaboration de projets

Faciliter le réseautage et la gestion des connaissances en rapport avec le redressement, en mettant l'accent sur l'obtention des résultats suivants :

- En coordination avec les CER et les États, les connaissances sont extraites des interventions de redressement régionales et nationales, grâce à des rapports périodiques, des réunions, l'analyse des documents produits, des processus visant à tirer des enseignements de l'expérience et d'autres moyens
- Les connaissances sont consignées et systématisées et ensuite prises en compte dans les politiques et programmes de développement grâce à la contribution aux réseaux de connaissances à la fois au sein des CER, du PNUD et des bases de données nationales sur les connaissances
- Contribution à la supervision de la production de notes de pratique, de publications et d'autres produits de connaissances sur le redressement résilient

Contribuer aux initiatives de mobilisation des ressources liées aux crises et aux efforts de redressement prises par la région et les pays en période de réaction à une crise, en mettant l'accent sur l'obtention des

résultats suivants :

- Développement de partenariats et d'alliances stratégiques avec d'autres organismes des Nations Unies, des organisations multilatérales, des organisations régionales, des organisations scientifiques, universitaires et techniques et avec des donateurs et les pays participant au projet
- Contribution aux négociations pour la mise en place de tels partenariats, la rédaction d'accords et le suivi de leur mise en œuvre
- Liaison et facilitation de l'établissement de liens entre la réponse humanitaire et le retard de développement dans le contexte des crises en cours pour assurer un redressement résilient
- Apport de contributions de fond aux partenariats du PNUD avec la Banque mondiale et la Commission européenne sur le redressement
- Collaboration à l'identification et au développement des possibilités de mobilisation de ressources à l'appui des projets de redressement dans les pays cibles du projet
- Appui à l'organisation de séances d'information et d'exposés à l'intention des donateurs à des fins de mobilisation de ressources
- Entreprendre des négociations au niveau opérationnel avec les homologues d'organismes multilatéraux et bilatéraux

Fournir un soutien conséquent aux évaluations des besoins après une catastrophe (PDNA) et aux évaluations après une crise et à d'autres évaluations post-crise, en mettant l'accent sur l'obtention des résultats suivants :

- Facilitation et direction du transfert des connaissances en PDNA à travers les méthodologies et formations relatives à la PDNA
- Appui à la mise au point d'outils de suivi et d'évaluation pour les évaluations des besoins après une catastrophe (PDNA), et participation aux évaluations nationales selon les besoins
- Fourniture d'un appui technique aux PDNA demandées par les États, en étroite collaboration avec le système des Nations Unies, la Banque mondiale, la Commission européenne, le Comité permanent interorganisations (CPI) et d'autres partenaires concernés
- Plaidoyer pour des méthodologies tenant compte du genre et des conflits à intégrer dans l'évaluation des besoins

Compétences

- Démontrer des compétences solides en communication orale et écrite, y compris des aptitudes en présentation
- Rechercher et appliquer les connaissances, les informations et les meilleures pratiques
- Avoir la capacité d'assurer une gestion axée sur les résultats et d'établir des rapports, et de mettre au point des produits de haute qualité en temps opportun tout en comprenant et en anticipant les besoins évolutifs.
- Avoir la capacité à diriger la formulation, la supervision de la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets de développement.
- Établir des relations solides avec les parties prenantes, mettre l'accent sur l'impact et les résultats pour les parties prenantes, et réagir positivement aux retours d'informations.
- Aborder constamment le travail avec énergie et une attitude positive et constructive.
- Faire preuve d'ouverture au changement et de capacité à gérer les complexités
- Rester calme, garder le contrôle et être de bonne humeur, même sous pression
- Avoir des compétences éprouvées en réseautage, esprit d'équipe, organisation et communication, et la capacité à travailler efficacement avec des organisations internationales, des donateurs, des ONG et le secteur privé
- Faire preuve d'aptitude à gérer les ressources financières, humaines et matérielles dans le cadre de projets

- Faire montre de sensibilité et d'adaptabilité aux cultures, au genre, à la religion, à la race, à la nationalité et à l'âge

Aptitudes et expérience requises

Éducation :

- Maîtrise en réduction des risques de catastrophe, changement climatique, administration publique, études du développement, affaires internationales, science politique, sciences sociales ou dans d'autres domaines connexes

Expérience professionnelle :

- Au moins 5 années d'expérience progressive dans l'appui aux processus nationaux de réduction des risques de catastrophe et de redressement après une catastrophe aux niveaux régional et national
- Une expérience avérée dans la fourniture de conseils sur les réformes institutionnelles à des décideurs et praticiens de haut niveau des gouvernements de pays en développement est indispensable et une expérience en Afrique un avantage.
- Expérience de travail sur la réduction des risques de catastrophe et le redressement après une catastrophe, et compréhension de l'efficacité du développement
- Expérience de la gestion de projets, y compris la gestion technique, administrative et financière, avec des compétences en facilitation et en coordination, et capacité démontrée à travailler de manière indépendante
- Expérience concrète en conception, suivi et évaluation de projets de développement et établissement d'interrelations entre des organisations internationales et des autorités nationales
- Expérience de travail avec la société civile, les médias et des parlements dans la promotion de la transparence et de la responsabilité à l'égard des politiques et programmes gouvernementaux
- Une expérience de travail au sein d'une organisation internationale ou de la famille des Nations Unies est un atout
- Une connaissance approfondie des politiques, procédures et pratiques du PNUD, y compris une connaissance du système opérationnel ATLAS, est un atout
- Connaissances informatiques complètes en recherche sur Internet et suite Microsoft Office, c'est-à-dire MS Word, MS Excel et MS Power Point Une expérience en gestion de sites web est un atout

Exigences linguistiques : Maîtrise de l'anglais et parfaite maîtrise de l'expression orale et écrite Une connaissance pratique du français est un atout.